

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
Scientifique

Université Abderrahmane MIRA de Bejaia



Faculté de sciences Economiques, Commerciales et des
sciences de Gestion

Département des sciences commerciales

En vue de l'obtention du diplôme de master en finance et commerce
international

Thème

La diversification des exportations
en Malaisie quels enseignements pour
l'Algérie ?

Présenté par :

- Djoudi Rachida
- Imokrane Sabrina

Encadré par :

Dr Touati. k

Année universitaire : 2016/2017

Remerciement

D'abord nous remercions dieu le tout puissant de nous avoir accordé la santé et la volonté pour accomplir ce modeste travail.

Nous tenons à remercier vivement Melle TOUATI KARIMA pour son encadrement et son orientation pour la réalisation de ce travail.

Ainsi nous remercions également toute personne ayant contribué de près ou loin a la réalisation de ce travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Mes très chers parents qui m'ont offert leur vie et pour les sacrifices donnés les quels je ne

Rendrais jamais assez, je prie Dieu le tout puissant de les protéger du mal et des peins ;

Ma belle famille, particulièrement mon mari Said ;

Mes très chères sœurs surtout soussou qui ma beaucoup aider ;

Mes profs de mon cycle d'étude ;

Tous ceux qui m'ont aidé pour la réalisation de ce mémoire ;

Sabrina

Je dédie ce modeste travail

A ma chère mère et mon père que j'aime beaucoup

A mon frère Riad et Fatah et Amir et ma sœur Hizia

A mon très cher fiancé Hakim

A ma chère binôme Sabrina Imokrane

Ma promotrice Touati Karima qui a veillé à la bonne élaboration de ce modeste travail ; pour

Son conseil

A mes tantes Hayat, Horia et Salima mes oncles et leurs femmes

A mes cousins et cousines

A tout ma famille, petite et grande

A tous mes amies Lydia, Katia, Firouz, Chafia, Amal, Meriem

A tous ceux qui m'ont aidé de près ou de loin

Rachida

Sommaire

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

Introduction générale.....page03

Chapitre I : cadre théorique et conceptuel de la diversification et présentation de l'expérience de la Malaisie.....page 03

Section 1 : cadre conceptuel et théorique de la diversification.....page03

Section 2 : l'expérience de diversification des exportations de la Malaisie.....page09

Section 3 : Aspect commercial et diversification des échanges.....page19

Chapitre II : l'état des lieux du commerce extérieur en Algérie.....page24

Section 1 : Evolution du commerce extérieur en Algérie et structure de ses exportationspage24

Section 2 : Les principaux accords de l'Algérie.....page32

Section 3 : Les dispositifs d'aide et de facilitations des exportations hors hydrocarbures en Algérie.....page38

Chapitre III : Politique de diversification : Etude Comparative entre la Malaisie et l'Algérie.....page48

Section 1 : Etude de la politique agricole et les principaux indicateurs de développement de l'agriculture.....page48

Section 2 : Etude la politique industrielle et les principaux indicateurs de développement du secteur manufacturier.....page60

Conclusion générale.....page75

Bibliographie

Liste des annexes

Tables des matières

Liste des abréviations

AFD : Agence Française de Développement

ALGEX : Agence Nationale de Promotion de Commerce Extérieur

ANASE: Association des Nation de l'Asie du Sud-est

ASEAN: Association des Nation de l'Asie de Sud-est

CACI : Chambre Algérienne de Commerce et de l'Industrie

CAGEX: Compagnie Algérienne d'Assurance de Garantie des Exportations

CNIS: Conseil National de l'Information Statistique

CNUCED: Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

COFACE: Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur

DA: Dinar Algérien

DRI : Direction des Relations Internationales

EPZ: Export Processing Zone

FELCRA: Federal land consolidation and rehabilitation

FIDA: Fond International de Développement Agricole

FILDA: Federal Land Development Authority

FMI: Fonds Monétaire International

FSPE : Fond Spécial pour la Promotion des Exportations

GZALE: Grande Zone de libre Echange

HH: Hors Hydrocarbures

IDE : Investissement Direct Etranger

Km: Kilomètre

MIDA: Malaysian investment development authority

MIM: Ministre de l'Industrie et des mines.

NAFP : National Agro-Food Policy

NAP: Noyautage des Administrations Publique

NICP : National Industrial Commodities Policy

NPE: Nouvelle Politique Economique

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ONS : Office National des Statistiques

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

PAS : Programme d'Ajustement Structurel

PIB: Produits Intérieur Brut

PME: Petite Moyenne Entreprise

PNB : Produit National Brut

PNDA: Programme National de Développement Agricole

PNDAR: Programme National de Développement Agricole et Rural

RISDA: Rubber Industry Smallholder Development Authority

SAFEX: Société Algérienne des Foires et Exportations

SPA: Société Par Action

TTP : Partenariat Trans-pacifique

UE : Union Européenne

UMA: Unions du Maghreb Arabe

URSS: Union des Républiques Socialistes Soviétique

USD: Dollar

VA: Valeur Ajoutée

Liste des tableaux

Tableau n°1.1 : composition du PIB (en pourcentages croissance du PIB), (taux moyen annuel de croissance), page 12.

Tableau n°1.2 : Quelques indicateurs de la culture rizicole en la Malaisie, page16.

Tableau n°1 .3. Quelques indicateurs de la culture l'huile de palme en la Malaisie, p18

Tableau n°1.4: Principaux partenaires commerciaux de la Malaisie 2010, page20.

Tableau n°2.1 : Evolution des exportations algérienne durant la période (1975-2015), page 27.

Tableau n°2.2 : Evolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie par groupe d'utilisation durant la période 1975-2015, page 30.

Tableau n°2.3 : les exportations algériennes par régions économique pour l'année 2015, page 32.

Tableau n°2.4: les principaux clients de l'Algérie en 2015, page 33.

Tableau n°2.5 : Exportations vers l'UE, page 35.

Tableau n°2.6 : Les échanges extérieurs de l'Algérie avec les pays du Maghreb : (2014-2015), page 36.

Tableau n°2.7: Evolution du commerce extérieur de l'Algérie avec la grande zone arabe du Libre Echanges (2009-2015), page 39.

Tableau 3.1 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur agricole pour Malaisien et l'Algérie, page 53.

Tableau 3.2 : Evolution de la valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle, page 54.

Tableau 3.3: La part des terres agricoles en pourcentage de territoire algérien et Malaisien, page 55.

Tableau 3.4 : La part des terres cultivée en pourcentage de territoire algérien et Malaisien, page 56.

Tableau n° 3.5: Machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe, page 57.

Tableau n°3.6 : la population rurale (% de la population) page 58.

Tableau n° 3.7 : Evolution des exportations de matière agricole en pourcentage des marchandises exportées, page 59.

Tableau n° 3.8 : exportation de nourriture, page 60.

Tableau n°3.9 : croissance hors hydrocarbures 2004-2014 en %, page 63.

Tableau n°3.10 : Les exportations des biens manufacturiers (% des marchandises exportées), page 64.

Tableau n° 3.11: fabrication, valeur ajoutée (% de PIB), page 65.

Tableau n°3.12 : fabrication, la valeur ajoutée (% de la croissance), page 66.

Tableau n°03.13 : Evolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés), page 67.

Tableau n°03.14 : Evolution de l'indice de performance globale (1=faible à 5=élevée), page 68.

Tableau n°03.15 : Evolution de la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais (1=faible à 5=élevée), page 69.

Tableau n°03.16 : évolution de la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée), page 70.

Tableau n°03.17 : évolution de l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques (1=faible à 5=élevée), page 71.

Tableau n° 03.18 : facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions (1=faible à 5=élevée), page 72.

Tableau n°03.19: évolution de l'indice de l'efficacité du processus de dédouanement, page 73.

Tableau n°03.20 : évolution de l'indice de performance en capacité de suivre de retourner les envois, page 74.

Liste de figure

Graphe n°1.1 : poids des secteurs dans les exportations, page10.

Graphe n°1.2 : Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB, page 11.

Graphe n°1.3: répartition de la production manufacturière Malaisien, page 14.

Graphe n°1.4 : les principaux biens exportés(%), page 19.

Graphe n°1.5: les principaux pays clients de la Malaisie, page 21.

Graphe n°1.6 : les principaux produits importés et exportés par Malaisie en 2015, page 21.

Graphe n°2-1 : Evolution des exportations en Algérie durant la période 1975-2015, page 28.

Graphe n°2.2 : la répartition des exportations hors hydrocarbures par groupes d'utilisation en 2015, page 31.

Graphe n°2.3 : évolution des échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays membre de l'UMA, page 37.

Graphe n°2.4: La part des échanges entre les pays de la GZALE et le reste du monde en 2014, page, 38.

Graphe n°3.1 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur agricole pour les deux pays, page 53.

Graphe n° 3.2 : Evolution de la valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle, page 54.

Graphe n°3.3 : Evolution de la part des terres agricoles, page 55.

Graphe n°3.4 : La part des terres cultivée en pourcentage de territoire algérien et Malaisien, page 56.

Graphe n° 3.5 : le pourcentage de machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe page 57.

Graphe n° 3.6 : la part de la population rurale (% de total de la population), page 58.

Graphe n° 3.7 : Evolution des exportations de matière première agricole (% des marchandises exportées) des deux pays, page 59.

Graphe 3.8 : Exportation de la nourriture (% de totale des exportations), page 60.

Graphe n° 3.9 : évolution la part exportation manufacturier en pourcentage de la marchandise exportée entre les deux pays, page 64.

Graphe n°3.10 : évolution de la part de la valeur ajouté du secteur manufacturier dans le PIB dans les deux pays, page 65.

Graphe n°3.11 : fabrication, valeur ajoutée (% de la croissance), page 66.

Graphe n°3.12 : Evolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés), page 67.

Graphe n°3.13 : évolution de la l'indice de performance globale (1=faible à 5=élevée), page 68.

Graphe n°3.14 : évolution de la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais (1=faible à 5=élevée), page 69.

Graphe n°3.15 : évolution de la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée), page 70.

Graphe n°3.16 : évolution de l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques, page 71.

Graphe n°3.17 : évolution de l'indice de performance globale (1=faible à 5=élevée), page 72.

Graphe n°3.18 : évolution du taux d'efficacité du processus de dédouanement (1=faible à 5=élevée), page 73.

Graphe n°3.19 : évolution du taux de capacité de suivre et de retourner les envois (1=faible à 5=élevée), page 74.

Introduction générale

Introduction générale

La diversification économique est considérée comme un enjeu important pour les politiques commerciales notamment dans les pays exportateurs de pétrole, dont la volatilité des cours est très forte¹. Il est largement admis que ce n'est pas seulement le niveau des exportations qui mène à la croissance, mais aussi le degré de diversification de ces exportations ou de la base d'exportation.

En outre, certains économistes estiment que pour que les pays pauvres puissent s'enrichir, il est nécessaire qu'ils diversifient leurs exportations. Les pays ont tendance à mener une politique de diversification pour leur production et leurs exportations à mesure qu'ils se développent².

Grâce à la diversification de ses exportations, une économie peut progresser vers la production et l'exportation de produits plus élaborés, ce qui peut contribuer fortement à son développement économique. Par ailleurs, la diversification des exportations tend à avoir une incidence positive sur la croissance économique dans le pays concerné et permet d'atteindre au niveau national certains objectifs, à savoir une croissance économique durable, une balance des paiements satisfaisante, des créations d'emplois et une redistribution des revenus³.

La Malaisie est l'un des pays qui a adopté ces politiques de diversification des exportations depuis son indépendance, ces politiques qui ont été appliquées dans les années 1980, suite à la chute des prix du caoutchouc et de l'étain, ce qui a poussé le pays à se diriger vers une autre source à savoir, le pétrole brut, le gaz naturel et l'huile de palme.

Durant les années 60, Les exportations de la Malaisie étaient constituées essentiellement des hydrocarbures, actuellement 70% de ses exportations sont des produits manufacturés. Le pays est considéré, par le FMI, comme une référence dans le domaine de la diversification des exportations⁴.

L'Algérie s'est engagée dès le début des années 1980 dans un vaste programme de réformes, suite au contre choc pétrolier de 1986, afin de mettre en place des instruments de régulation économiques⁵, et de sortir de la situation mono-exportateur d'hydrocarbure. Cependant, les

¹ Berthélemy J.C, <Commerce international et diversification économique>, revue d'économie politique 5/2005 (vol. 115), page 591.

² Raja Vinesh Sannasee, Boopendra Seetanahet Matthew John Lamport, Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurice, p11, 12.

³ Idem

⁴ M. Khaled Chebbah, Revue Campus N°7 (2005) « évolution du commerce extérieur de l'Algérie 1980-2005, constat et analyse » p.42, 55 ; tiré du site : [http://www.ummo.dz/IMG/PDF/Evolution du commerce extérieur de l'Algérie 1980-2005-PDF](http://www.ummo.dz/IMG/PDF/Evolution%20du%20commerce%20extérieur%20de%20l'Algérie%201980-2005-PDF)

⁵ Idem

exportations hors hydrocarbures demeurent marginales dans les exportations totales, elles ne représentent qu'un peu plus de 5% des exportations totales de biens.

Dans le cas de notre présent travail, notre préoccupation est de savoir : **comment la Malaisie a réussi sa politique de diversification de ses exportations, tandis que l'Algérie demeure dans la catégorie des pays mono-exportateur ?**

Le traitement de cette question revient à discuter un certain nombre de questions qui méritent réflexion à savoir :

1. Quelles sont les politiques adoptées par la Malaisie et l'Algérie afin de diversifier leurs exportations ?
2. Quels enseignements peut-on tirer du modèle Malaisien de diversification ?

Notre étude se base sur les hypothèses suivantes :

1. La réussite de la Malaisie pourrait être expliquée par la politique agricole adoptée par les autorités, à travers la réalisation de l'autosuffisance et l'exportation des produits agricole.
2. La réussite de la diversification en Malaisie pourrait être expliquée par l'importance donnée au secteur manufacturier.

Pour vérifier ces hypothèses, nous avons procédé en deux étapes :

- 1) Recherche bibliographique (ouvrages, site internet, rapport...)
- 2) Analyse des données de la banque mondiale.

Le travail est structuré autour de trois chapitres: le premier chapitre sera consacré à l'analyse du cadre conceptuel de la diversification des exportations en Malaisie. La première partie de ce chapitre traitera les notions de base de la diversification, et la deuxième portera sur l'expérience de diversification des exportations de la Malaisie, et pour la troisième, elle présentera l'aspect commercial et diversification des échanges.

Le deuxième chapitre présentera l'évolution du commerce extérieur en Algérie. Ce chapitre est subdivisé en trois sections, la première présentera l'évolution et la structure des exportations en Algérie, et la deuxième section portera sur les accords régionaux signés entre l'Algérie et ses partenaires commerciaux, et la troisième portera les dispositifs d'aides et de facilitations des exportations hors hydrocarbures en Algérie.

Enfin, le dernier chapitre sera consacré à une étude comparative entre l'Algérie et la Malaisie dans deux secteurs, secteur de l'agriculture et le secteur industriel.

Introduction

La diversification joue un rôle important dans le développement et la croissance d'une économie. En effet, elle peut contribuer, selon certains auteurs, à accroître la productivité **des facteurs, à renforcer l'investissement et à stabiliser les recettes d'exportations**¹. A travers ce chapitre, nous présenterons, en premier lieu, l'aspect théorique de la diversification, en suite, nous nous intéresserons à la réussite de l'expérience Malaisienne.

Section01 : Cadre conceptuel et théorique de la diversification

Plusieurs définitions ont été attribuées au concept « diversification ». Dans cette section nous allons présenter ces différentes définitions et les notions de base (typologie mesure de la diversification).

1.1. Définition de la diversification

D'après Berthélemy (2005), le débat sur la diversification trouve son origine aux Etats-Unis et en Amérique latine, lors de la crise de l'entre-deux guerres marquée par la chute spectaculaire du cours des matières premières. On considère une économie diversifiée si sa structure productive est dispersée en un grand nombre d'activités différentes les unes des autres par la nature des biens et services produits².

La diversification renvoi, dans son aspect général, à l'élargissement de la gamme des produits fabriqués sans modifier nécessairement les niveaux de productivité³. Diversifier ses exportations signifie donc, modifier ou améliorer la part des différents produits de la gamme exporté. Selon Love⁴ (1986), un pays devrait éviter d'être fortement tributaire de l'exportation d'un nombre limité de produit car cela diminuait sa capacité à compenser en partie les fluctuations touchant certains secteurs d'exportation par les secteurs qui connaissent d'avantage de stabilité.

1.2 Les différentes typologies de la diversification

La littérature économique distingue cinq formes de diversification que l'entreprise peut suivre dans sa stratégie. Il s'agit de la diversification verticale, horizontale, conglomérale, totale et géographique.

¹Berthélemy J.C (2005) « Commerce international et diversification économique. », Revue d'économie politique 5/2005 (Vol. 115), P 591.

²idem

³ Bignon S Batonon (2007) « Diversification des exportations au Bénin : Outils de mesure, déterminants et impact sur la croissance » Tiré du site internet : http://www.memoireonline.com/07/09/2342/m_Diversification-des-exportations-au-Benin--Outils-de-mesure-determinants-et-impact-sur-la-croiss0.html

⁴ Love, J. (1986), « Commodity concentration and export earnings instability: A shift from cross-section to time series analysis », Journal of Development Economics (24)2, pages 239 à 248.

1.2.1 Diversification verticale

C'est une forme par laquelle l'entreprise utilise ses anciens produits comme matière première ou composants pour fabriquer de nouveaux produits.

Cette forme qui permet à l'entreprise d'acquérir de nouvelles compétences et développer son savoir faire afin de gagner de nouvelles clientèles et renforcer son potentiel concurrentiel dans son champ d'activité principale pour créer de la concurrence sur le marché, elle vise l'émergence d'un nouveau secteur d'activité afin d'aboutir à la constitution d'une filière complète partant du produit de base⁵

1.2.2. Diversification horizontale

Cette diversification se traduit par la production et le développement de nouveaux produits, tandis que les technologies et moyens de productions ne changent pas, cette forme peut être synonyme de la diversification précédente.

Ainsi cette forme assure une certaine sécurité à l'entreprise puisqu'elle maîtrise son marché et des connaissances sur sa clientèle et leurs besoins⁶

1.2.3. Diversification conglomérale (latérale)

Cette forme qui consiste de développer des activités différentes, c'est-à-dire se lancer dans un nouveau secteur d'activité avec de nouveaux produits qui n'ont aucune relation avec ses produits actuels.

C'est la forme la plus risquée car elle intègre un changement important de la chaîne de production

1-2-4 Diversification concentrique (totale)

L'entreprise cherche de développer la gamme de ses produits par une technologie complémentaire aux activités existant pour sa clientèle, par la suite atteindre de nouveaux clients pour ces anciens produits⁷.

1.2.5. Diversification géographique

Elle consiste pour l'entreprise de viser et s'implanter dans une nouvelle zone géographique où les facteurs clés du succès diffèrent, et en offrant les mêmes produits, dans ce cas elle doit s'adapter au nouvel environnement dans lequel elle pénètre.

1.3. Les enjeux de la diversification

⁵ FELLAG DJ ; « La stratégie de diversification : tentative de clarification », cahiers français n° 275, La documentation française. Tiré sur <http://www.ecogest-nancy-metz.org/publications/1184.pdf>, consulté le 01-04-2017

⁶ Paterne Njambou (2013) « La diversification économique territoriale au Gabon : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, conditions et perspectives », Thèse doctorat, Université du Québec, p84, 85 . Tiré du site : http://www.irec.net/upload/File/memoires_et_theses/175_Paterne_Ndjambou_Th%C3%83%C2%A8se_de_doctorat.pdf, consulté le 02/04/2017

⁷ Idem

La diversification engendre des effets positifs pour le pays en question, parmi ces avantages on peut en citer la dilution du risque et la croissance et le développement économique.

1.3.1. La dilution du risque

Selon Berthélémy⁸ (2005), un pays ou une région dont l'activité économique est diversifiée, est moins sensible aux aléas conjoncturels, dès lors que les aléas qui frappent les différents secteurs ne sont pas parfaitement corrélés positivement. Les pays dont les exportations sont peu diversifiées, connaissent une forte instabilité économique, provoquée par celle de leurs recettes d'exportations.

Berthélémy (2005) note à ce sujet : « *L'analyse de la diversification comme moyen de réduire les risques peut être étendue à la question de la vulnérabilité d'une économie ou d'une région face aux changements technologiques ou à l'arrivée de nouveaux concurrents sur ses marchés.....l'atténuation des risques procurée par la diversification n'est pas simplement un enjeu pour les pays en développement, mais il l'est aussi pour les pays développés. Les différents pays et les différentes industries ne peuvent pas en effet tous se protéger contre l'émergence de nouveaux concurrents ou de nouvelles technologies en se plaçant à la frontière des avancées technologiques.* »

1.3.2. La croissance et le développement économique

Le débat sur la diversification est ancien dans la théorie du développement, l'idée remonte aux travaux de Rosenstein-Rodan (1943) qui a introduit l'hypothèse d'externalités pécuniaires entre les secteurs, hypothèse sous-jacente de la théorie des industries entraînant qui a inspiré de nombreux pays comme modèle de développement

A différents stades du développement économique, la diversification présente des avantages pour une économie, Cette thèse a toutefois inspiré dans le passé des stratégies économiques infortunées. Plusieurs recherches ont démontré l'existence d'une relation positive entre la diversification et le niveau du développement⁹, car plus l'économie est diversifiée, plus le taux de croissance et de développement augmente car le revenu national augmente aussi.

Certains économistes estiment que pour que les pays pauvres puissent s'enrichir, il est important qu'ils modifient la composition de leurs exportations. Selon Romer (1990), la diversification est considérée comme un facteur qui contribue à améliorer l'efficacité des autres

⁸ Berthélémy J.C (2005) op, cité, p 591.

⁹H. Benhamouda, SN. Karingi, AE. Njuguna, MS. Jallab, « la diversification pour un nouveau paradigme pour le développement de l'Afrique » publication du Centre africain de politique commerciale n°36. p24. Disponible sur : <http://repository.uneca.org/unecawebsite/sites/default/files/publications/36.pdf>, consulté le 13-04-2017.

facteurs de production. La diversification aide les pays à se protéger contre les détériorations des termes de l'échange en stabilisant les recettes d'exportation.¹⁰

1.4. Les indices de la diversification économique :

Pour mesurer le degré de la diversification d'une économie ou de centralisation, on trouve les indices suivants¹¹ :

1.4.1. L'indice d'ogive : mesure la déviation par rapport à une répartition équitable de l'emploi dans tous les secteurs

$$OGV = N \cdot \sum_{i=1}^n \left(p_i - \frac{1}{N} \right)^2 \quad \text{Ou} \quad OGV = \sum_{i=1}^n \left(\frac{p_i - 1/N}{1/N} \right)^2$$

Où $P_i = (x_i / X)$ est la part réelle du produit i (x_i) dans les exportations totales ($X = \sum x_i$), N le nombre total des produits exportés, et $1/N$ la part « idéale » des recettes d'exportation qui est la part moyenne d'exportation de chaque produit.

- i) $OGV = 0$ lorsque la part des exportations est équitablement répartie entre les différents produits.
- ii) $OGV < 0$ lorsque l'économie en question est considérée comme étant fortement diversifiée.
- iii) Une valeur OGV élevée traduit une économie relativement moins diversifiée (sa gamme des exportations ne compte que quelques produits).

1.4.2. L'indice de Hirschman : mesure le degré de diversification et de concentration lorsque la concentration est fonction à la fois d'une répartition inégale et du nombre limité de produits.

$$H1 = \frac{1}{\sum_{i=1}^N \left(\frac{x_i}{X} \right)^2}$$

Où x_i est la valeur à l'exportation d'un produit i , X est le total des exportations, et N est le nombre de groupes de produits.

Ici aussi, plus $H1$ est élevée, plus les exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits et inversement.

1.4.5. L'indice de Hirschman normalisé: c'est une mesure relative de la diversification en exprimant sa valeur entre 0 et 1

$$NH1 = \frac{\frac{1}{\sum_{i=1}^n p_i^2}}{1 - \frac{1}{N}} - \frac{\frac{1}{N}}{1 - \frac{1}{N}}$$

¹⁰ Raja Vinesh Sannasee, Boopendra Seetanahet Matthew John Lamport, op cité, p12

¹¹ Diversification économique en Afrique centrale : Etats des lieux et enseignements, article page 118 consulté le 15/03/2017

Où $P_i = \frac{x_i}{X}$, x_i est la valeur des exportations du produit i . $X = \sum_{i=1}^n x_i$, et N est le nombre de produit¹².

La valeur NH la plus proche de 1 représente la plus forte concentration et inversement

1.4.6. Indice agrégatif de spécialisation : est tiré d'un indice de la concentration de la répartition des exportations selon les produits.

$$SPE = \left(\frac{x_i}{X} \right)^2$$

Où x_i représente l'exportation du produit i , X le montant total des exportations et N le nombre de produits exportés.

i) $SPE \rightarrow 1$ indique la présence d'un seul produit d'exportation (niveau élevé de spécialisation).

ii) $SPE \rightarrow 0$ met en évidence un niveau élevé de diversification des exportations.

iii) Lorsque la part des exportations est équitablement répartie entre différents produits, alors $SPE = 1/N$ qui est également la valeur minimale.

1.5. La diversification et les théories du commerce international

Selon la théorie de l'avantage absolue formulée par Adam Smith, et le modèle du commerce international Heckscher-Ohlin Samuelson (HOS), les pays devraient se spécialiser dans la production des biens pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif. Or, la littérature récente montre plutôt que les pays ont tendance à diversifier leur production et leurs exportations à mesure qu'ils se développent

La diversification des exportations peut tirer son fondement théorique dans les théories modernes du commerce international et non pas dans les théories traditionnelles, d'ailleurs cette diversification rentre en contradiction avec les enseignements de la théorie pure du commerce international.

Le modèle développé par Dornbush, Fisher et Samuelson [1977] montre que la croissance d'un pays s'accroît lorsque les circonstances du marché international lui permettent de produire un plus grand nombre de biens, parce que, cela lui permet d'améliorer ses termes de l'échange factoriels, et plus le nombre de biens qu'il produit est grand, plus son économie peut être considérée comme diversifiée.

L'approche de Lassudrie-Duchêne, Berthélemy et Bonnefoy [1986], qui consiste à considérer la décomposition internationale des processus productifs. Cette décomposition se traduit alors, par une plus grande diversité potentielle des exportations, parce qu'elle permet de combler les écarts de compétitivité, comme par exemple dans le cas de l'industrie aéronautique en France (Lassudrie-

¹² Idem

Duchêne, Berthélemy et Bonnefoy) ou de celui de nombreuses exportations de biens manufacturés chinois (Lemoine et Unal-Kezenci [2004]).¹³

Dans la « nouvelle théorie » du commerce international, plus es pays sont similaires et plus ils échangent entre eux, sous forme de commerce intra-branche. Dans ces théories, le développement de l'échange intra-branche, qui est favorable au bien être en permettant de disposer d'une plus grande diversité de produits, et de bénéficier d'une plus grande efficacité économique en raison de la réduction des marges de monopole, est cohérent avec la recherche d'une plus grande diversification de l'économie : plus il y a d'échange intra-branche, plus le nombre de produits qui font l'objet d'une production de la part des entreprises nationales est grand.

Contrairement aux théories traditionnelles qui plaident que l'échange international s'explique par l'existence des avantages comparatifs en dotations factorielles, ou au niveau de la technologie, la nouvelle théorie du commerce international met en place de nouvelles raisons d'échange, entre nations en mettant en évidence la notion de différenciation des produits.

En effet, le modèle de Krugman [1981], qui considère l'échange dans un modèle à deux pays et deux industries¹⁴, où les avantages comparatifs sont définis par des dotations en facteurs spécifiques associés à chacune des deux industries; dans ce modèle, un pays peut exporter un grand nombre de variétés dans chaque industrie, et l'intensité de l'échange intra-branche dépend de l'importance relative des échanges croisés, à l'intérieur de chaque industrie, et des échanges de produits de la première industrie contre ceux de la seconde industrie. Il apparaît alors que l'intensité de l'échange intra-branche et la diversification de l'économie sont tous deux des fonctions croissantes de la similarité des deux pays, définie par la différence de leurs dotations factorielles.

Les développements récents de l'économie internationale, que ce soit dans le cadre de la théorie pure du commerce international, ou dans celui de la nouvelle théorie du commerce international, suggèrent que la diversification n'est pas nécessairement un obstacle à une spécialisation commerciale efficace, dès lors que cette diversification peut être associée à des facteurs qui sont les mêmes que ceux qui déterminent l'échange intra-branche¹⁵.

En 1983, Paul Krugman et en collaboration avec James Brander, propose un modèle particulièrement simple et épuré du commerce en situation d'oligopole afin de compléter de manière générale le modèle précédant de Brander (1981), à travers lequel ils ont mis l'accent sur le

¹³ J.C Bérthélemy (2005)».op. Cité.

¹⁴ KRUGMAN Paul et OBSTFELD Maurice, Economie internationale, pp 50-60, 4^{ème} Ed. De Boeck, France, 2003.

¹⁵ Mathieu Crozet, « Commerce et géographie : la mondialisation selon Paul Krugman » université Paris I Panthéon, p4 tiré du site : http://www.parisschoolofeconomics.eu/docs/koenig-pamina/krugman_bycrozet.pdf, consulté le 12-04-2017

rôle des imperfections des marchés pour faire montrer le commerce intra-branche en simplifiant toutes les sources d'avantages comparatifs.

On conclut que la diversification est considérée comme un enjeu important pour les politiques commerciales, notamment elle consiste à diversifier la production et les exportations du pays, alors qu'il devait se spécialiser dans la production ou l'exportation du bien auquel il détient des avantages.

Section 02 : L'expérience de diversification des exportations de la Malaisie

Le modèle malaisien est un exemple réussi de diversification des exportations, en effet ce pays a su diversifier son économie, d'une grande productrice de matières premières ou ses exportations étaient essentiellement constituées des hydrocarbures à une grande exportatrices des produits manufacturés¹⁶.

L'objectif de cette section est d'expliquer comment la Malaisie a réussi sa diversification, comment elle a procédé pour développer son secteur agricole et industriel et comment se caractérise sa politique commerciale¹⁷.

2.1. Aperçu général sur la structure des exportations de la Malaisie

La Malaisie riche en matières premières (pétrole, gaz, étain, huile de palme, caoutchouc, cacao) possède une économie de plus en plus diversifiée et s'est industrialisé rapidement à partir de 1970. La Malaisie a été l'une des plus belles réussites de l'agriculture de plantations.

A l'indépendance, l'économie de la Malaisie était très sensible aux fluctuations des cours mondiaux : le caoutchouc et l'étain assuraient les deux tiers des exportations alors elle a hérité d'un système économique très ouvert sur l'extérieur, les exportations étaient équivalentes à la moitié du PNB et le pays importait la moitié de ses besoins en riz. La diversification est devenue le principal objectif de la Malaisie indépendante¹⁸.

Avant les années 70, le secteur agricole Malaisien représente près de 50% du PIB et 80% des exportations, il était le premier producteur mondial de caoutchouc et d'étain. A l'arrivée des années 1980, la chute des prix du caoutchouc et de l'étain a poussé le pays à se diriger vers une autre source pétrole brute, le gaz naturel et l'huile de palme qui sont jusqu'à nos jours les principales productions du pays.

¹⁶ La Malaisie est une monarchie constitutionnelle qui se situe au sud est asiatique dont la capitale est Kuala Lumpur, elle est limitée par la Thaïlande au nord, Singapour et l'Indonésie au sud et les Philippines à l'est. Sa devise est le Ringgit

¹⁷ J-Raphaël Chaponniere et Dominique Jolly, La Malaisie, victime du découplage? In la nouvelle Asie industrielle de Jean-Luc Maurer et Philippe Régnier, p73-84 disponible sur le site : <http://books.openedition.org/iheid/4079>, consulté le 13-04-2017.

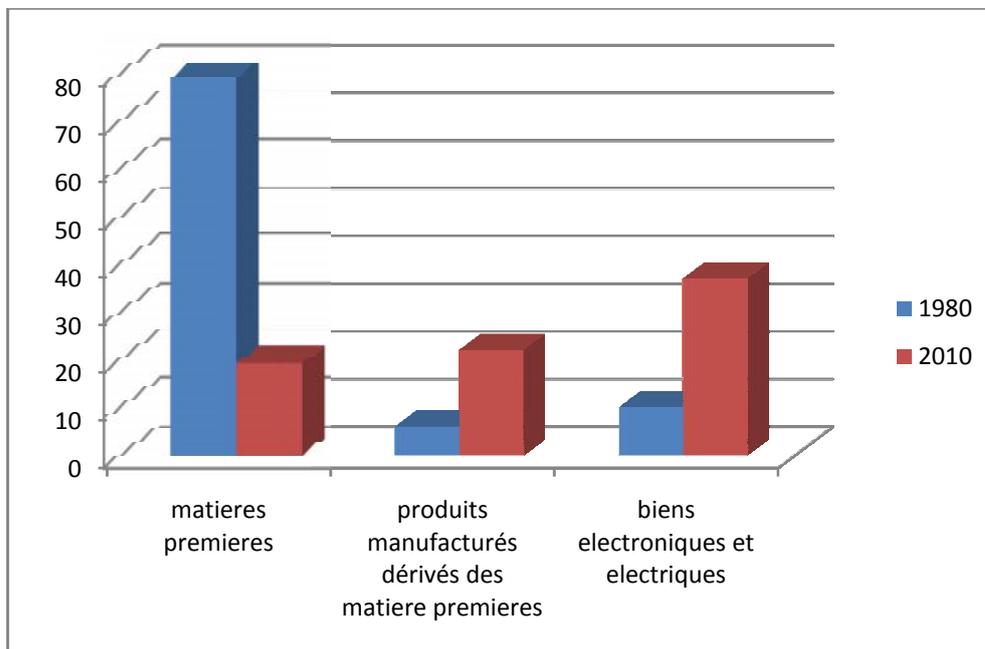
¹⁸ Idem

La diversification de l'économie s'est poursuivie au bénéfice des secteurs de l'industrie et des services, ces derniers ont été progressivement développés à l'aide de la nouvelle politique économique (NPE).

Entre 1980 et 2010¹⁹ la base d'exportation est passée de moins de 50% du PIB à plus de 70%. Ainsi, les exportations de matières premières représentent 25% de l'ensemble des exportations en 2010 alors qu'à 1980 été 80%.

En outre, afin d'augmenter son degré de sophistication des exportations la Malaisie s'est intégrée dans l'économie régionale et mondiale²⁰

Graphe n°1.1 : poids des secteurs dans les exportations



Source : établi avec nous même a partir des données de la banque mondiale.

Le développement du secteur de l'électronique et des composants électriques est particulièrement remarquable. Ce secteur d'exportations a permis l'insertion du pays dans les chaînes de valeur régionales et mondiales, grâce à la production de composants électroniques²¹.

Afin d'augmenter et développer ses exportations pour atteindre la technologie des pays développer, la Malaisie supprime les tarifs douaniers sur les produits de l'information et de communication afin de libéraliser ses échanges commerciaux, la Malaisie est membre de l'organisation mondiale du commerce (OMC), comme elle participe aussi au sein de l'ASEAN,

¹⁹ Helene Douot, Malaisie : fragilité du modèle de croissance, p26.27, in Eco conjoncture, consulté sur le site : economic-research.bnpparibas.com, consulté le 14-04-2017.

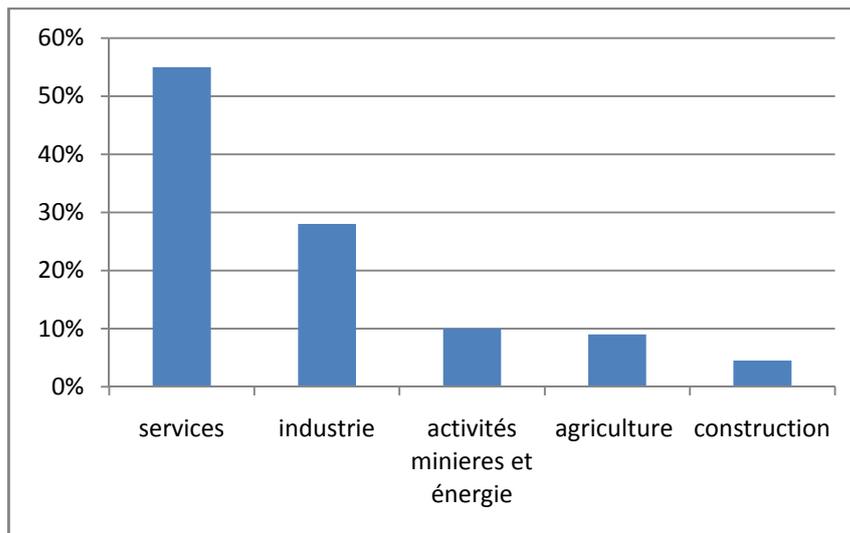
²⁰ Idem

²¹ Idem

multipliant les accords multilatéraux et bilatéraux pour améliorer son accès aux marchés extérieurs et développer son savoir faire.

En 2009, la Malaisie occupe le 21^e rang mondial des pays exportateurs, avec 200 milliards de dollars US d'exportations²².

Graphe n°1.2 : Part des principaux secteurs d'activité dans le PIB



Source : établi par nous même a partir des données de l'OCDE, 2009

2.2. Le secteur industriel Malaisien

Actuellement l'industrie malaisien représente 40% du PIB et emploie plus de 27% de la population. La Malaisie est l'un des plus grands exportateurs du monde de dispositifs semi-conducteurs, d'articles et appareils électriques, le gouvernement a mis en place des plan ambitieux pour faire de la Malaisie le principal producteur et développeur de produits de technologies de pointe, y compris les logiciels. La Malaisie est une destination importante pour les IDE dans le secteur de la fabrication des composants après la Chine et l'Inde. Le pays a attiré d'importants investissements étrangers qui ont joué un rôle majeur dans la transformation de l'économie²³

La politique industrielle s'est tout d'abord inscrite dans la stratégie de diversification du nouvel Etat. A l'indépendance le secteur manufacturier assurait 8 % du PIB et employait 60.000 personnes.

²²LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa. « Un développement dans la mondialisation, »p 255,305, in, La Malaisie, un modèle de développement souverain ? Nouvelle édition [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2012 (généré le 01 mars 2017). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/enseditions/4905>, consulté le 15-04-2017.

²³Malaisie contexte économique in Expert-comptable-international consulté sur le site : www.expert-comptable-international.info/fr/pays/malaysia/economie-3, consulté le 15-04-2017

Au cours des années 60, l'industrie a poursuivi une stratégie d'import-substitution mais qui n'ont pas été « sur protégées » par l'Etat. Jusqu'au 1968 la production industrielle connaît une croissance rapide (18 % par an) et l'emploi augmente à un rythme annuel de 9 % par an.

A la fin de cette période, l'étroitesse du marché devient un handicap. L'industrie est peu exportatrice à l'exception de la confection qui exporte déjà 38 % de sa production, malgré que l'industrie nationale est à même de satisfaire la plupart des besoins intérieurs en produits courants.

Tableau n°1.1 : composition du PIB (en pourcentages croissance du PIB), (taux moyen annuel de croissance)

	1965	1985	1987
L'agriculture	31	21	20
L'industrie	24	35	34
Dont manufacturier	10	19	20
Service	45	46	44

Source: Department of Statistics, Malaysia.

La nouvelle politique économique se proposait de faire davantage participer les Bumiputras²⁴ aux richesses créées en Malaisie et de favoriser leur entrée dans l'industrie, afin de restructurer la société Malaisie.

Le changement stratégique de la NEP, visant à accélérer le développement économique à des fins de cohésion nationale exigeait la mise en œuvre d'une politique dynamique de l'emploi et recours aux entreprises étrangères : l'Investment Incentives Act et le Federal Industrial Development Authority (FIDA qui deviendra le MIDA), créés en 1968, deviennent les deux instruments d'application de la NEP dans l'industrie²⁵.

En 1970, la Malaisie a recommencé à libéraliser ses échanges industriels dans des zones franches créées lorsqu'elle s'est tournée vers la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations. Ainsi, à partir de 1972, toute production destinée à l'exportation (à 100 % puis à plus

²⁴Bumiputras est un terme malaisien pour décrire la race malaise et d'autres peuples autochtones de l'Asie du Sud-est,

²⁵Jean-Raphaël Chaponniere et Dominique Jolly, La Malaisie, victime du découplément ?

, in la nouvelle Asie industrielle de Jean-Luc Maurer et Philippe Régnier, p.73-84, Disponible sur le site : <http://books.openedition.org/iheid/4079>, consulté le 17-04-2017.

de 80 % de sa valeur) avait vocation à s'implanter dans des zones franche (EPZ) destinées à accueillir les entreprises qui ne souhaitaient pas constituer des joint-ventures avec des partenaires malais (et de façon prioritaire avec des bumiputras). Les importations étaient exemptées de droits de douane et la libéralisation des autres domaines de l'activité économique n'a pas entraîné l'abandon de la substitution des importations qui perdura continuant à coexister avec l'autre pan, désormais exportateur, de l'industrie²⁶

Cette inflexion de la politique industrielle Malaisienne coïncidait avec la seconde vague de délocalisation des entreprises américaines de l'électronique qui, après avoir élu Singapour, investirent massivement en Malaisie. En période de 3ans (1972 à 1975) cette dernière est devenue le premier exportateur mondial de composant. Alan Gelb, (2010) note que la Malaisie a commencé en 1973-1974 à promouvoir de façon intensive des exportations basées sur des fabrications bon marché et a réduit ses coûts, à travers des politiques de réduction des coûts du travail et de gestion des relations entre partenaires sociaux.²⁷ Au milieu des années 1980, la Malaisie a orienté sa stratégie vers des produits plus technologiques et vers l'amélioration de ses compétences. *Elle « a libéralisé l'immigration de travailleurs qualifiés, a accru considérablement le nombre d'étudiants des universités technologiques, a noué des relations avec des universités australiennes et canadiennes et a lancé des programmes de développement des compétences cofinancés par la Fédération des producteurs et l'Université des sciences et technologies. »*²⁸

Alors plusieurs industries de Hong-Kong et de Taïwan ont profité d'investir dans le textile (en joint venture ou sous des prête-noms) pour contourner les quotas qui freinaient leurs exportations vers les Etats-Unis et l'Europe²⁹.

La structure du secteur manufacturier se concentre rapidement sur l'électronique : en 1980, c'est déjà le premier secteur industriel exportateur, pesant près de la moitié de l'ensemble.

La valeur ajoutée industrielle s'accroît rapidement entre 1975 et 1980 a été 11% par an et le secteur manufacturier assure près d'un cinquième du PIB, mais sa répartition par branche présente une structure très spécifique.

Le graphe suivant présente la répartition de la production manufacturière Malaisien :

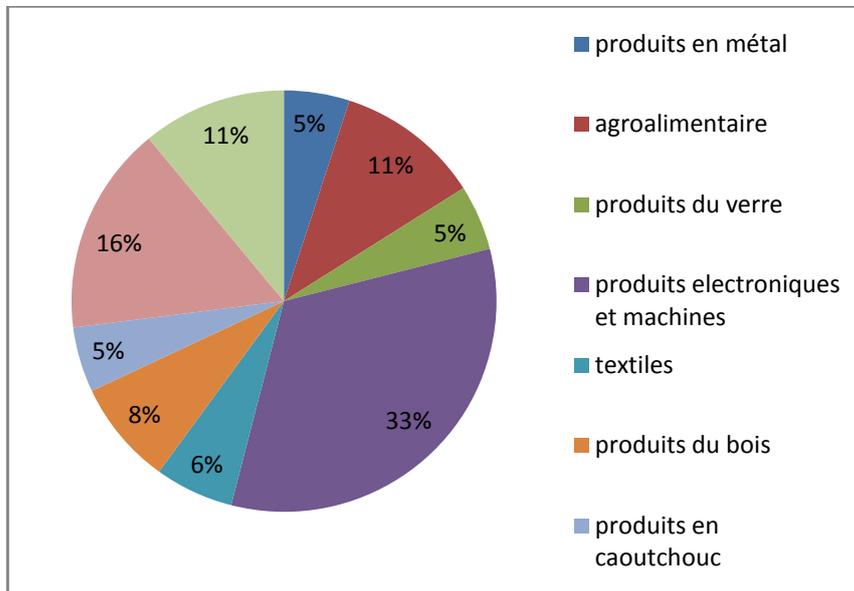
²⁶LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa.un developpement dans la mondialisation 255,305, in, La Malaisie, un modèle de développement souverain ? Nouvelle édition [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2012 (généré le 01 mars 2017). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/enseditions/4905>.

²⁷Alan Gelb, (2010) « Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles », séminaire de haut niveau du FMI Ressources naturelles, finance et développement, Alger, 4-5 novembre 2010, p 15 ; disponible à http://jaga.afrique-gouvernance.net/_docs/gelb2f.pdf

²⁸ Idem

²⁹ Idem

Graphe n°1.3: répartition de la production manufacturière Malaisien en 1999



Source : Poste d'expansion économique de Kuala Lumpur

Le secteur de l'électronique et de l'électrique représente plus de la moitié des exportations manufacturées totales dès le début des années 1980, il est devenu le premier secteur industriel exportateur. Ces exportations de produits manufacturés occupent une place importante dans la structure des échanges³⁰

La Malaisie est le premier pays de l'ANASE qui a construit une sidérurgie intégrée (Malaywata Steel fonctionne depuis 1967 en joint venture avec Nippon Steel) utilisant le charbon de bois ; les autres sociétés sont équipées d'aciéries électriques et fabriquent des produits longs.

L'objectif industriel du quatrième Plan (1980-85) est de mettre en place une industrie lourde et les secteurs prioritaires sont la sidérurgie, la construction automobile et la pétrochimie. Une entreprise d'Etat (Heavy Industry Corp of Malaysia) est chargée de promouvoir plusieurs projets qui doivent permettre à la Malaisie de rejoindre rapidement les rangs des Nouveaux Pays Industriels.

2.2.1. L'importance de la part des exportations industrielles

Entre 1970 et 2005, un grand changement s'est produit de la structure des exportations industrielles malaisien, d'ailleurs la valeur est multipliée par 10 entre 1988 et 2004. Cette

³⁰ LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa. un développement dans la mondialisation 255,305, in, La Malaisie, un modèle de développement souverain ? Nouvelle édition [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2012 (généré le 01 mars 2017). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/enseditions/4905>

modification est à relier à la transformation structurelle du tissu industriel lui-même : jusque-là, le tissu économique industriel était composé d'une industrie naissante tournée vers le marché domestique dans les années 1960-1970. Ensuite, l'industrialisation s'affirme véritablement et se fonde sur d'autres secteurs en se dirigeant vers l'exportation dans les décennies qui suivent.

La part des exportations industrielles augmente dans les exportations totales, atteignant 60 % en 1990 et dépassant les 80 % depuis 1995(voir annexe n°02).

Par rapport à la fin de la période coloniale et jusqu'à la NEP, la structure s'est renversée : l'essentiel des exportations Malaisiennes est désormais d'origine industrielle.

De ce fait, la production industrielle malaisien portant sur le secteur manufacturier distingue deux secteurs l'un est orientés vers l'exportation et l'autre vers le marché domestique. Les premiers représentent deux tiers de la production industrielle Malaisienne en 2006. Il comprend le secteur électronique et électrique (40 % de la production industrielle totale), les produits pétroliers (12 %), mais aussi les secteurs textile, bois et produits du bois, produits du caoutchouc, machines et équipements, instruments médicaux, optiques et scientifiques, et ont encore connu une croissance de 10 % en 2006.

Les secteurs tournés vers la demande domestique forment le dernier tiers de la production industrielle nationale (chimie, plastique, agroalimentaire, équipementiers, métallurgie, sidérurgie, papeterie, boisson, tabac) mais la capacité de leur croissance est généralement plus faible que celle des secteurs exportateurs³¹.

Après s'être contracté sous les conséquences de la crise mondiale, la croissance a rebondi dès 2010 (7,2%), soutenus par le dynamisme de la consommation des ménages et le redressement de l'investissement domestique.la croissance fut plus dynamisme que prévu en2015 (4,7%), sous l'effet de l'intégration régionale, de la diversification économique et des réformes fiscales.

2.3. Secteur agricole en Malaisie.

La Malaisie s'est spécialisée dans la production des cultures de rentes pour l'exportation. La politique de sécurité alimentaire s'est fixée comme objectifs de développement économique généraux qui ont davantage insistés sur l'apport de l'agriculture pour le développement des filières agro-industrielles. Ainsi, les productions à haute valeur ajoutée ont été favorisées afin de permettre à la population d'augmenter son pouvoir d'achat.³²

2.3.1. Les mesures de soutien à la filière rizicole

Après l'indépendance, la politique agricole a été conduite dans l'objectif de lutte contre la pauvreté. L'État malaisien a contribué par son financement à l'ouverture de vastes espaces

³¹ Idem

³² Stéphane Bernard et Jean-François Bissonnette(2014) « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire » volume 14, n°1, p13-21.

forestiers pour le compte de la petite paysannerie. Cela a permis la mise en place d'infrastructures publiques en grande partie sous la tutelle de la Federal Land Development Authority (FELDA), l'agence gouvernementale dotée d'un budget considérable³³.

Sur le plan de l'autosuffisance en riz, à l'indépendance en 1957, la Malaisie produisait environ 50 % du riz consommé dans le pays. Le gouvernement malaisien a accordé plus d'importance à la sécurité alimentaire du pays. La Malaisie postcoloniale a rapidement mis en place un système visant à accroître la production rizicole. Le premier objectif était la réalisation de l'autosuffisance par l'introduction des pratiques de la Révolution verte dans les grands périmètres rizicoles irrigués chez les petits paysans de la péninsule. Indique « *De nouvelles variétés de riz à haut rendement ont été introduites alors que s'intensifiaient la mécanisation et l'usage des intrants chimiques. Grâce aux investissements publics* ». La superficie totale irriguée est passée de 235 000 à 1 550 000 hectares entre 1965 et 2005 ce qui a permis de doubler la récolte¹. Le rendement moyen de paddy est ainsi passé de 1,2 tonne à l'hectare en 1965 à 3,1 tonnes en 2001 pour atteindre près de 3,7 tonnes à l'hectare en 2011 la production atteignant environ 2,6 millions de tonnes la même année (tableau 01).

Tableau n°1.2 : Quelques indicateurs de la culture rizicole en la Malaisie

Pays	Superficies Récoltées (milliers d'hectare)		Production (milliers de tonnes)		Rendement hectare(t/ha)		Part des rizières sur le total des terres cultivées (%)	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Malaisie	674	688	2095	2576	3.1	3.7	8.5%	8.7%

Source : Stéphane Bernard et Jean-François Bissonnette(2014) « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire » volume 14, n°1, p13-21.

Au début des années 1990, les mesures de soutien à la riziculture mises en place par le gouvernement avaient permis de réaliser un taux d'autosuffisance en riz de près de 90 % (De Koninck et Bernard, 2000). Cependant, la diminution graduelle de la part relative du riz dans les habitudes de consommation de la population a entraîné la baisse de sa production.

³³ Idem, p 25

En 2012 , le gouvernement a lancé le National Field Mechanization and Automation Plan (NFMAP) qui vise à mettre en place des politiques plus proactives pour accroître l'usage des nouvelles technologies dans l'agriculture en stimulant la recherche et le développement agricoles.

Dans le cadre de la politique visant la sécurité alimentaire, il existe en Malaisie des produits dont la distribution est contrôlée par un système de licences d'importations comme le riz et ses sous-produits, mais également le sucre, le tabac, le lait, les choux, le café, les farines et les céréales.

La plus grande part des dépenses publiques relatives à l'agriculture, dont le budget totalisait quelques 126 millions US \$, est liée au financement d'un prix minimal pour les producteurs rizicoles. Pour garantir le maintien de la production nationale à un « seuil acceptable » face à la concurrence des grands pays exportateurs, le gouvernement malaisien a mis en place un régime qui garantit aux riziculteurs locaux un prix minimum pour leur production ainsi qu'une allocation directe sous forme de subvention pour chaque tonne produite.

Les mesures de soutien interne à l'agriculture se sont basés aussi sur les investissements dans les systèmes de drainage et d'irrigation, la recherche et le développement (une des forces de la Malaisie en partie héritée de l'administration coloniale) ainsi que des services de commercialisation et de vulgarisation pour les petits exploitants.

2.3.2. Les mesures de soutien à la filière de l'huile de palme

La filière de l'huile de palme en Malaisie domine largement le paysage agricole tant du point de vue des revenus qu'elle génère que de l'espace qu'elle occupe. À partir des années 1960, le palmier à huile se substituera à l'hévéa sur de vastes espaces agricoles (Bernard, 2012).

A partir des années 1970, la progression du palmier à huile s'accélère et sera de plus en plus associée à l'ouverture de nouvelles terres pour la petite paysannerie Malaisie dans la zone forestière à l'intérieur. Cette phase d'expansion fut directement liée aux politiques de l'État visant à faire reculer la pauvreté et à assurer de meilleurs revenus aux agriculteurs malais, ce qui a eu une incidence déterminante sur la sécurité alimentaire de ces populations et a permis de générer des progrès socioéconomiques considérables dans le pays. Cette politique a permis : 1) de produire une denrée alimentaire de base pour la consommation nationale, 2) de développer un secteur d'exportation fort lucratif générant des fonds importants à l'État pour poursuivre ses politiques de développement et 3) de générer des intrants pour une filière industrielle de grande envergure soutenant bon nombre d'emplois. Ces mesures de développement ont permis l'augmentation de la sécurité alimentaire du pays par la création d'emplois industriels dans le cadre du processus de la transition agraire à l'œuvre.

Au cours de la décennie 1980, cette expansion s'accéléra dans le cadre des grands projets de développement agricoles intégrés qui seront lancés (Bernard, 2012).

Dans les années 1990, l'expansion du palmier à huile s'est réalisée de plus en plus sous l'égide des grands planteurs privés s'appuyant sur une main-d'œuvre en quasi-totalité étrangère principalement en provenance d'Indonésie. Jusqu'au tournant des années 1990, les programmes d'expansion du palmier à huile ont été fortement liés au recul de la pauvreté dans les campagnes en particulier dans la péninsule malaise.

Le secteur de l'huile de palme présente de 3,3 % du PIB en 2010, et 32 % du PIB agricole. Les exportations d'huile de palme ont généré à elles seules près de 21 milliards d'US \$ en 2011 (Government of Malaysia, 2010), en augmentation de près de 5 milliards de US \$ par rapport à 2010 en raison de prix plus élevés sur les marchés mondiaux.

Tableau n°1 .3: Quelques indicateurs de la culture l'huile de palme en Malaisie

Pays	Superficies Récoltées (milliers d'hectare)		Production (milliers de tonnes)		Rendement hectare(t/ha)		Part des rizières sur le total des terres cultivées (%)	
	2001	2011	2001	2011	2001	2011	2001	2011
Malaisie	3390	4917	11804	18912	3.48	3.8	43%	62%

Source : Stéphane Bernard et Jean-François Bissonnette(2014) « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire » volume 14, n°1, p13-21.

La Malaisie exporte plus de 95 % de sa production sur les marchés mondiaux, ses deux principaux clients étant la Chine et l'Union européenne (Oil World), le gouvernement malaisien s'assure, grâce à une politique de contrôle des prix des denrées alimentaires de base, que l'huile de palme est disponible à faible coût sur les marchés locaux.

La Malaisie a initié deux politiques ayant des liens directs avec l'agriculture. Il s'agit en 2011 de la National Agro-Food Policy (NAFP) et en 2012 de la National Industrial Commodities Policy (NICP) qui ont pris la relève de la Third National Agricultural Policy (NAP3). Ces deux politiques visent à accroître la compétitivité et les revenus d'exportation en encourageant les intervenants de l'agriculture à intégrer le secteur agro-industriel pour assurer la sécurité alimentaire

du pays ainsi qu'à accroître la production des produits alimentaires de base comme le riz et le sucre³⁴.

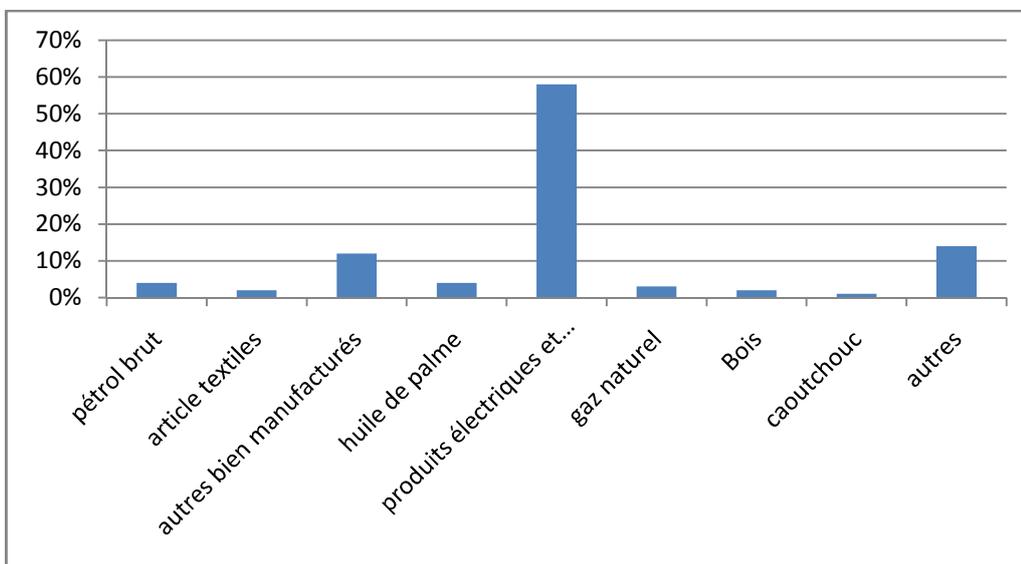
La Malaisie a bien réussi dans le domaine de la diversification des exportations. Durant les années 60, ses exportations étaient constituées essentiellement des hydrocarbures, mais actuellement 70% de ses exportations sont des produits manufacturés.

Section 03 : Aspect commercial et diversification des échanges

La Malaisie qui dispose d'une gamme extrêmement variée de richesses, d'une économie de plantations a su opérer une diversification réussie vers une industrie exportatrice. Ce pays s'insère de façon très « classique » dans les échanges internationaux : il dégage traditionnellement un solde positif dans ses échanges de marchandises mais déficitaires dans les échanges de services.

La structure de ses exportations atteste de cette richesse. La diminution de la part du caoutchouc, de l'étain ou de l'huile de palme est relative, la Malaisie demeure dans chacun des cas le premier exportateur mondial. La manne pétrolière est venue encore s'ajouter à partir de 1975. La Malaisie n'a pas été victime du « syndrome hollandais, le poids croissant des exportations manufacturières traduit autant la percée de ces produits sur les marchés étrangers

Graphe n°1.4: les principaux biens exportés(%)



Source : Poste d'expansion économique de Kuala Lumpur, 2005

La Malaisie est bien connue pour son ouverture au commerce international. Le commerce extérieur représente 134% du PIB du pays (OMC, 2015), ce qui rend le pays vulnérable à la demande

³⁴ LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa, op cité, p255, 305.

extérieur.

La balance commerciale est structurellement positive. Cependant, l'excédent a diminué en raison de la baisse des exportations de sous-produits miniers (caoutchouc synthétique, etc.) et d'une hausse des importations. La baisse des prix de l'huile de palme a aggravé cette tendance, malgré la hausse des exportations de ce dernier. En revanche, le ringgit faible a assuré un certain soutien³⁵.

Le pays exporte principalement des équipements électriques, électroniques, des machines, des combustibles minéraux et des hydrocarbures, des huiles et graisses animales et végétales, du bois et du charbon de bois. Il importe principalement des équipements électriques et électroniques, des machines, des carburants, des huiles minérales, des produits en plastique, du fer et de l'acier.

Les principaux partenaires commerciaux de la Malaisie sont le Singapour, la Chine et le Japon, ce que montre le tableau suivant :

Tableau n°1.5 : Principaux partenaires commerciaux de la Malaisie, 2015

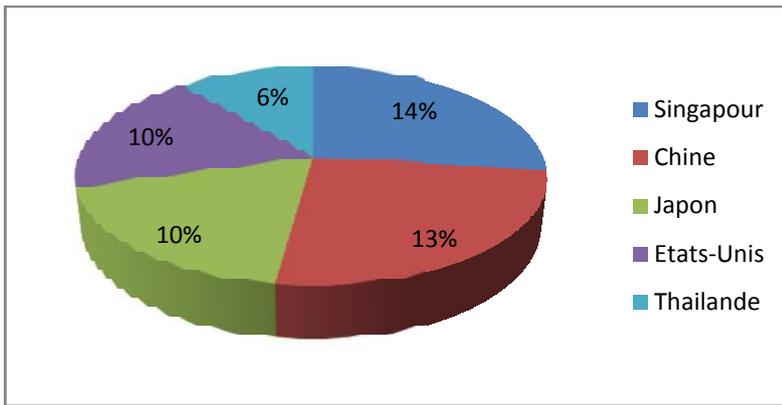
Clients (%des exportations)	2015	Fournisseurs (% des importations)	2015
Singapour	13.9%	Chine	18.9%
Chine	13%	Singapour	12%
Japon	9.5%	Etats unis	8.1%
Etats-Unis	9.5%	Japon	7.8%
Thaïlande	5.7%	Thaïlande	6.1

Source : Comtrade, dernières données disponible.

D'après ces données, on peut déduire que la Malaisie a fourni des efforts fructueux ; à travers la mise en place de bonnes stratégies commerciale dans le cadre de la diversification, qui s'est répercuté positivement sur son commerce extérieur, précisément sur sa balance commerciale.

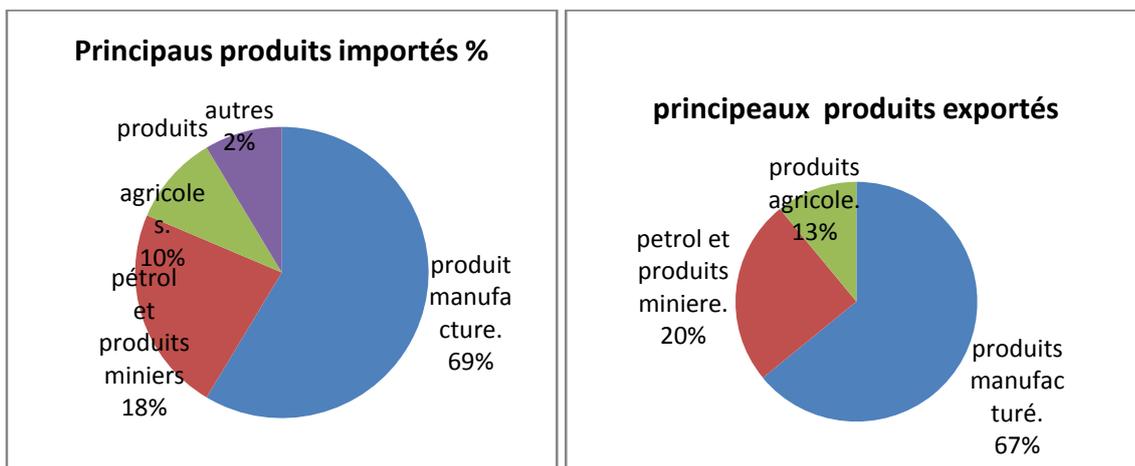
Graphe n°1.5 : les principaux pays clients de la Malaisie 2015

³⁵ Idem, p 306



Source : établi par nous même, a partir des données du tableau n°1.5

Graphe n°1.6 : Ces deux graphes qui montrent les principaux produits importés et exportés par La Malaisie en 2015



Source : Perspective monde, consulté 12-5-2017

D'après les deux graphes, la part des produits manufacturiers dans l'ensemble des exportations et des importations Malaisiennes est très importante, ce qui explique la réussite de secteur manufacturier dans sa diversification pour atteindre ce taux important parmi l'ensemble des produits importés et exportés.

3.1. Les dispositifs de promotion des exportations Malaisiennes

En 1997, la Malaisie a été touchée par la crise asiatique, un changement qui a marqué le système économique malaisien, ce qui a aggravé la situation économique de ce pays, avec l'instabilité des exportations des hydrocarbures (pétrole, Brent et gaz liquéfié), dont les prix fluctuent sur les marchés mondiaux.

Les pouvoirs publics, se trouvent devant une situation où l'économie doit développer et élargir les exportations de ses produits primaires. Dans le but d'être une économie ouverte au monde, le gouvernement a largement ouvert le pays aux IDE afin de développer les secteurs exportateurs, et a renforcé cette ouverture par la mise en place d'un programme des accords nommés: « La Malaisie-les accords de libre échanges et les relations économiques internationales »³⁶.

3.2. Initiatives de facilitation des échanges

Pour faciliter et favoriser les échanges, la Malaisie a mis en œuvre les initiatives suivantes³⁷ :

- Politique nationale pour le développement et la mise en œuvre de la réglementation

Au titre de l'année 2013, la Malaisie a établi la politique nationale pour le développement et la mise en œuvre de la réglementation « la Malaysia Productivity Corporation », dans le but de s'adapter aux meilleures pratiques internationales en matière de réglementation et bonnes pratiques réglementaires, pour accroître la transparence, la responsabilité en ce qui concerne les mesures réglementaires et créer des conditions plus favorables à l'activité des entreprises³⁸.

- Modernisation des douanes

Pour rendre l'administration et le fonctionnement des douanes plus efficace, et réaliser l'objectif de devenir une administration douanière de rang mondial, la Malaisie a mis en place un processus de modernisation des douanes, ainsi que la conception d'un projet qui s'intitule « u-customs » dans l'objectif est de faciliter les échanges et le respect des procédures, suivant l'objectif de guichet unique national et du guichet unique de l'ASEAN.

La Malaisie accorde également des avantages fiscaux et tarifaires, tels que la réduction des taxes intérieures pour éviter la double imposition des produits exportés (par la Malaisie et le pays importateur), ainsi que des ristournes des droits de douanes, accordées aux produits importés en tant que matières premières utilisés dans la constitution des produits destinés à l'exportation³⁹.

³⁶ Le programme est comme suit : L'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) ; La Coopération économique Asie - Pacifique ; Le Triangle de croissance de l'ASEAN ; La zone de croissance de l'ASEAN orientale ; L'Association des pays Riverains de l'océan indien ; Les accords de libre-échange de la Malaisie : l'Australie - Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Canada, la Chine, ; l'Union européenne (UE), le Japon, la Corée, la Russie, les États-Unis, le Pakistan ; Les accords avec le Japon, le Pakistan et la Jordanie ; L'accord Nouvelle-Zélande – Malaisie, tiré du site : <http://fr.reingex.com/Malaisie-ALE-Accords.shtml>.

³⁷ Rapport de l'OMC (2014) « Examen des politiques commerciales : Rapport de la Malaisie », pp. 7-8, disponible sur : https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/g292_f.pdf, consulté le : 17-04-2017.

³⁸ Idem

³⁹ Ces ristournes peuvent atteindre les 100% du montant, dans le cas où l'exportation s'effectue dans les 12 mois suivant de la date du paiement des droits d'importation.

L'intégration d'un programme qui concerne les Opérateurs Economiques Agrées adopté sur les bases des normes d'Organisation Mondiale des Douanes, dans le cas où un opérateur est accrédité en tant que Opérateurs Economiques Agrées, il peut bénéficier d'avantages très importants, comme la main levée directe lors de l'importation et l'exportation⁴⁰.

3.3. La promotion des exportations

Afin de maintenir la croissance forte des exportations, la politique commerciale Malaisienne vise également à consolider sa présence sur les marchés traditionnels, et à diversifier ses exportations en se tournant vers des marchés non traditionnels. La Malaisie cherche activement à promouvoir les échanges sur les marchés nouveaux et émergents, tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Afrique et les nouveaux membres de l'UE.

Ainsi, le Ministère du Commerce et d'Industrie Malaisien crée la Société Malaisienne de Développement du Commerce Extérieur, dans le but de positionner la Malaisie en tant que nation compétitive sur le marché du commerce international, ainsi que l'Agence Malaisienne pour le Développement Industriel MIDA qui se charge de la promotion et de la coordination du développement industriel dans le pays⁴¹.

Au terme de ce chapitre, la Malaisie a su mettre en place de bonnes stratégies, et les adapter à son économie tout en prenant en considération ses forces et faiblesses, pour sortir de leurs dépendances et éradiquer la malédiction des ressources naturelles. Ceci est dû principalement à la réussite de sa politique de diversification. Les mesures de soutien, prises par la Malaisie, à la filière de l'huile de palme à la filière rizicole ont permis l'autosuffisance et l'élargissement de la structure des exportations. En outre, la politique industrielle basée sur le transfert technologique a abouti à la diversification des exportations de produits manufacturiers.

⁴⁰ Rapport de l'OMC (2014) « Examen des politiques commerciales : Rapport de la Malaisie » op.cité. p8.

⁴¹ Idem, p 9,10

Introduction

Le commerce extérieur occupe une place prépondérante dans l'activité économique de l'Algérie. Depuis le contre choc pétrolier de 1986, la diversification des exportations est au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Plusieurs mécanismes, facilitations, mesures d'appui et d'accompagnement ont été mis à la disposition des entreprises désirants positionner leurs produits à l'étranger.

Après avoir décrit l'évolution du commerce extérieur en Algérie depuis l'indépendance et la structure des exportations (section 1), il sera présenté, en section 2, les différents accords de l'Algérie avec d'autres zones, et en dernier lieu (section 3) les procédures et facilitations mises en place par l'Etat dans le but d'encourager la diversification des exportations.

Section 1 : Evolution du commerce extérieur en Algérie et structure de ses exportations

Le commerce extérieur est un élément essentiel dans le développement d'une économie. Dans cette section, il sera présenté l'évolution du commerce extérieur durant la période de planification, les mesures prises dans le cadre du PAS, visant la libéralisation. En deuxième point nous présenterons la structure des exportations hors hydrocarbures.

1.1. Evolution du commerce extérieur en Algérie : le commerce extérieur en Algérie a passé par plusieurs périodes

1.1.1. La période de planification : de 1962 à 1990 : Les échanges commerciaux de l'Algérie sont marqués par le mode de gestion de l'économie planifiée durant toute la période allant du lendemain de l'indépendance jusqu'au début des années 1990, les autorités algériennes ont opté pour un système économique de type soviétique¹, un système purement protectionniste dont le principal objectif était d'améliorer le résultat de la balance commerciale du pays².

¹ M. Khaled Chebbah, Revue Campus N°7 (2005) «évolution du commerce extérieur de l'Algérie 1980-2005 Constat et analyse». P 38 et 39, tiré du site :

http://www.ummo.dz/IMG/pdf/Evolution_du_commerce_exterieur_de_l_Algerie_1980-2005.pdf, consulté le 22-04-2017.

² N. Bouchichi et N. Bennacer « Dispositif réglementaire et financier pour la promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie » P 3 et 4, communication tiré du site :

http://deco_beton.olympie.in/ehha/Communications/BOUAICHI.pdf?id=1019, consulté le 22-04-2017.

- La phase de nationalisation :

Depuis l'indépendance, l'Etat a pris la décision d'instaurer un contrôle de change ayant pour objectif de ralentir les sorties massives de capitaux vers l'étranger, cela a été renforcé par un contrôle sur toutes les opérations commerciales, financières et même monétaires³.

A partir de 1965, l'Etat est devenu le plus grand investisseur, le contrôleur et le plus grand employeur ; il a détenu aussi le monopole sur le commerce extérieur⁴.

En janvier 1974, afin de développer le commerce extérieur, des programmes dits : « Programme Général d'Importation », sont introduits par le décret n° 74/12 du 30 janvier 1974⁴, et l'ordonnance 74/11 du 30-01-1974 relative à la libéralisation du commerce extérieure et fixant les conditions d'exportation et de réexportation de marchandises réalisées à partir du territoire douanier national⁵. Ainsi en 1978, le monopole de l'Etat est focalisé sur le commerce extérieur et la nationalisation s'est confirmée, par la promulgation de la loi n° 78-02 du 11 février 1978⁶.

Seuls les organismes de l'Etat peuvent conclure des contrats de marchés d'importation ou d'exportation avec des entreprises étrangères⁷.

- La phase de régulation

La période allant de 1980 à 1990 est marquée par le choc pétrolier de 1986, ce qui a obligé les autorités algériennes à revoir leur politique économique, en général et celle du commerce extérieur en particulier.

Une dégradation de la situation économique, et sociale vue la chute des prix du pétrole, et la baisse de la valeur du dollar.

Après avoir atteint le pic de 40\$ le baril en 1981, les cours du brut ont baissé à 30\$, en quelques mois, cette tendance s'est accélérée, atteignant 10\$ le baril en juillet 1986, et s'est stabilisée vers la fin du trimestre avec 15\$ le baril, marquant une baisse brutale dans les rentrées en devise de 45% par rapport à 1985⁸.

³ ABDELHAK Lamiri (1999) : « Crise de l'économie Algérienne », édition Presse d'Alger. PP 14-15.

⁴ M. Zouaoui « L'impact de l'action de l'Etat sur le développement économique en Algérie (1962-2000) » Thèse de doctorat d'Etat en science économique. Université Mentouri de Constantine. P91 tiré du site : <http://bu.umc.edu.dz/theses/economie/ZOU454.pdf>, consulté le 23-04-2017.

⁴ Ministère du commerce « Bilan des actions du secteur du commerce réalisées durant la période 1962-2012 » Mai 2012. P4, Tiré du site : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers12/bilan62-12fr.pdf>, consulté le 23-04-2017.

⁵ Idem

⁶ Tiré du site internet : www.mincommerce.gov.dz, consulté le 23-04-2017.

⁷ Ministère du commerce .Mai 2012 « Bilan des actions du secteur du commerce réalisées durant la période 1962-2012 » Op.cit P5.

⁸ M. Ouchichi « Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie » Editions DECLIC, mai 2014, PP 116-117.

l'économie algérienne a affronté la crise la plus grave depuis l'indépendance du pays⁹, avec la baisse brutale et durable des prix du pétrole et des capacités financières de l'Algérie a permis à la crise économique de s'installer de manière durable.

1.1.2. La libéralisation du commerce extérieur de 1990 à 2015

L'économie algérienne a connu de profondes mutations de l'indépendance jusqu'à la phase actuelle. Un changement économique s'imposa, des réformes ont été élaborées par les pouvoirs publics¹⁰ dont l'objectif est la diversification des changes, l'ouverture commerciale, ainsi que le contrôle des importations¹¹.

- La période allant de 1990-2005

Après une longue hésitation, le début de cette décennie, la situation de cessation de paiement qui a caractérisé est à la base du recours au FMI, l'Etat engagea des négociations avec les institutions financières internationales. Il signe en avril 1994 le premier accord pour le rééchelonnement de sa dette extérieure. En contre partie de ses aides (un prêt de 1,03 milliard de \$), le FMI oblige les autorités algériennes à accepter certaines conditionnalités¹².

- L'ouverture sur l'extérieur et l'application du libre jeu des mécanismes du marché : la nécessité d'adhérer à une économie de marché libre et ouverte dans le contexte de la mondialisation ;
- La libéralisation du commerce extérieur : le monopole de l'Etat sur les importations. (mettre fin au système socialiste) .
- La préparation d'un programme de privatisation ;

La dévaluation du dinar : le FMI considérait que la surévaluation de la monnaie nationale était une cause principale du déséquilibre de la balance commerciale. Le tableau suivant représente l'évolution de la balance commerciale en millions de \$ et les moyennes annuelles des de pétrole en \$ entre 1990 et 2005.

- La période allant de 2006 à 2013

⁹ M. ZEMOURI Messaoud et M. HAROUN Tahar(2015) « Les enjeux de l'émancipation des hydrocarbures pour l'économie algérienne et la portée de l'économie de rente en tant que générateur du développement durable » communication tirée de : <http://digitallibrary.univbatna.dz:8080/jspui/bitstream/123456789/466/1/12.pdf> , P5,

¹⁰En 1987, l'Algérie a manifesté son intention d'intégrer le système du commerce multilatéral qu'incarnait l'Accord Général sur les Tarifs et le Commerce (GATT). « Processus d'accession de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ». Tiré du site internet : <http://www.mincommerce.gov.dz/?mincom=pomc>,

¹¹ N. BOUCHICHI, N. BENNACER N. Op.cit. P2.

¹² E. CHERIF CHAKIB (2002) «Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie » Revue science humaines n°18, tiré du site internet : <http://revue.umc.edu.dz/index.php/h/article/download/1040/1146> . P42,

Suite à la hausse progressive des prix des hydrocarbures, ainsi que la signature de plusieurs accords commerciaux qui ont favorisé les échanges internationaux, et enfin la chute vertigineuse des prix du carburant à partir de la seconde moitié de 2014, durant cette période, les exportations ont connu une forte augmentation.

1.2. Structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie

Le commerce extérieur joue un rôle important dans l'économie algérienne. Dans cette section nous allons montrer la structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie, et les raisons de la faiblesse de ces derniers décennies.

1.2.1. La structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie

La non diversification des exportations de l'économie nationale a fait de l'Algérie un pays mono exportateur par excellence. En remontant dans le temps, on s'aperçoit que l'économie algérienne est depuis longtemps basée essentiellement sur le pétrole et le gaz comme seule source de revenu et de financement des plans de développement. Comme le montre le tableau et le graph ci-après.

1.2.1.1. Tendance générale des exportations algérienne

On analysera les exportations totales de l'Algérie, puis on se focalisera sur l'évolution de la structure de ces exportations.

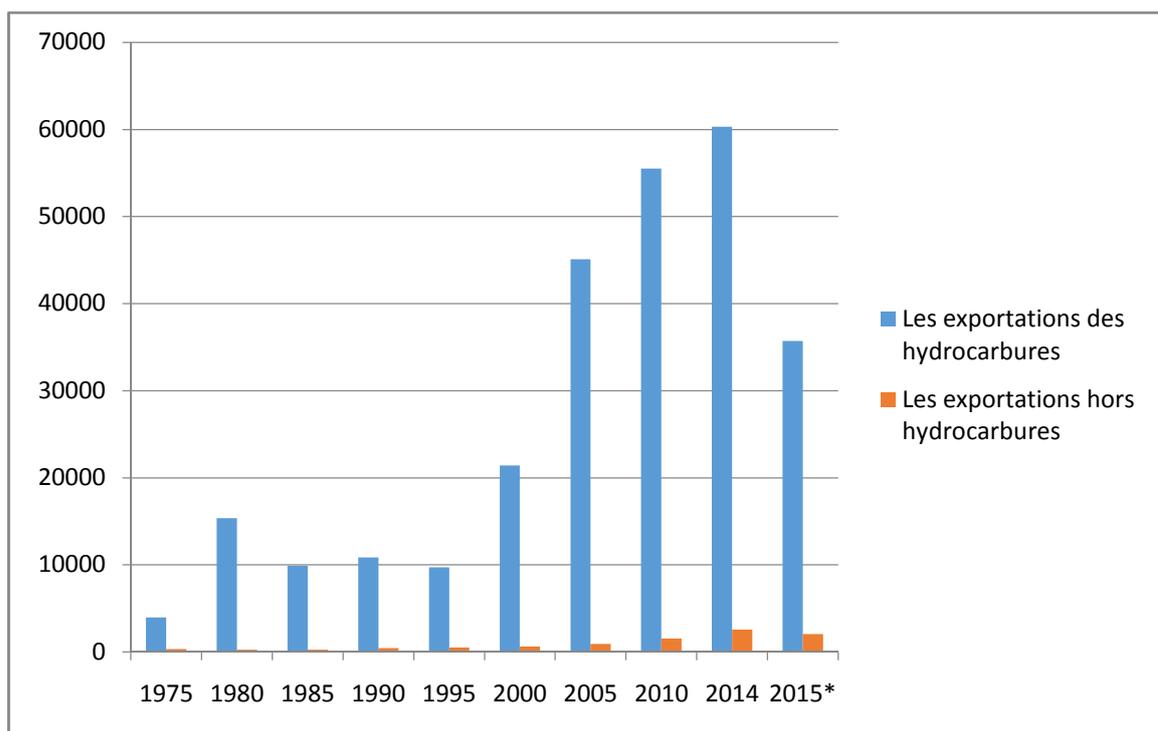
Tableau n°2.1 : Evolution des exportations algérienne durant la période (1975-2015)

Année	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2014	2015
Les exportations hydrocarbures	3965	15370	9893	10865	9731	21419	45094	55527	60304	35724
Les exportations hors hydrocarbures	327	243	252	439	509	612	907	1526	2582	2063
Totale des exportations en Millions USD	4292	15613	10145	11304	10240	22031	46001	57053	62886	37787
La part des exportations hors hydrocarbures en %	7.6	1.6	2.5	3.9	5.0	2.8	2.0	2.7	4.1	5.5

Source : établi par nous même à partir des données de la direction générale des douanes.

Le graphe suivant montre l'évolution des exportations en Algérie durant la période 1975-2015

Graphe n°2.1 : Evolution des exportations en Algérie durant la période 1975-2015.



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°2.2

La tendance générale des exportations hors hydrocarbures en Algérie est croissante mais l'évolution est très lente, le montant passe de 327 Millions USD en 1975 à 1575 Millions USD en 2015.

Les exportations des hydrocarbures en Algérie pour la période 1975 à 2015 montrent une progression importante allant de 3965 Millions USD en 1975 à 15370 Millions USD en 1980. Ces exportations des hydrocarbures ont connu une baisse de 35,6% en 1985 par rapport à l'année 1980 suite à la chute brutale des prix pétroliers internationaux, depuis 2000 les exportations des hydrocarbures ont connu une évolution importante suite qui s'explique par l'augmentation des prix. Suite au contre choc pétrolier de 2014, ces exportations ont chuté.

L'analyse des exportations hors hydrocarbures nous montre que ces dernières occupent une place marginale dans les exportations algériennes. Durant les années 1975-1980, les exportations hors hydrocarbures ont connu une baisse de 6%, de 7,6% en 1975 jusqu'à 1,6% en 1980 de total des exportations. Cette diminution est due à la chute brutale des prix pétroliers internationaux. Contrairement à la période 1980-1995, les hors hydrocarbures sont en hausse de 3,4%, en passant de 1,6% en 1980 à 5,0% en 1995 du total des exportations.

De 2000 à 2005, les exportations hors hydrocarbures ont baissé de 0,4%, du 2,8% en 2000 à 2,0% en 2005 du total des exportations.

Enfin, du 2010 à 2015, les exportations hors hydrocarbures ont connu une hausse de 2,8%, du 2,7% en 2010 jusqu'à 5,5% en 2015. Cette hausse est due aux stratégies adoptées par les autorités algériennes afin d'encourager les exportations hors hydrocarbures.

1.2.1.2 Evolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie par groupe d'utilisation

Tableau n°2.2 : Evolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie par groupe d'utilisation durant la période 1975-2015.

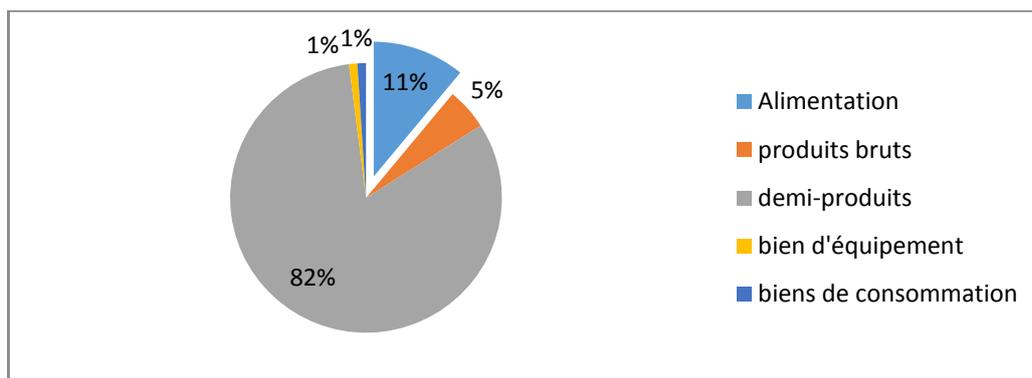
	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2014	2015
Alimentation	4.1	0.8	0.6	0.4	1.1	0.1	0.1	0.6	0.5	0.6
Produits bruts	1.3	0.4	0.3	0.3	0.4	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3
Demi-produits	1.3	0.4	1.4	1.9	2.7	2.1	1.4	1.9	3.4	4.5
Bien d'équipement agricole	0.0	–	0.0	0.1	0.1	0.1	–	0.0	0.0	–
Biens d'équipement industriel	0.8	0.0	0.1	0.7	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Biens de consommation	0.2	0.0	0.2	0.6	0.6	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0
Total des exportations hors hydrocarbures	7.7	1.9	2.6	4.0	4.1	2.8	2.0	2.9	4.3	5.5
Total des exportations	4292	15613	10245	11304	10240	22031	46001	57053	62886	37787

Source : établi par nous même à partir des données de la direction générale des douanes

La structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie par groupe d'utilisation durant la période 1975-2015 montre que les alimentation occupent la première place en 1975 avec plus de 53% ,depuis ces produit ont connu une baisse et ne représente 4.1 à 0.6 des exportations totales de l'Algérie.

Par contre les exportations des Demi-produits représentent une évolution durant cette période de 1.3 à 4.5 des exportations totale de l'Algérie.

Graph n°2.2 : La répartition des exportations hors hydrocarbures par groupes d'utilisation en 2015.



Source : établi par nous même à partir des données de la direction générale des douanes

La structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie nous montre que la catégorie demi-produits occupe la part la plus importante avec 82.1% du totale des exportations hors hydrocarbure. Les produits alimentaires viennent en deuxième positions avec 11.34% du total de ces exportations. Suivi des produits bruts avec de part de 5.13% des exportations totales hors hydrocarbures, les autres produits ne présentent qu'une part biens très marginale et insignifiante avec un pourcentage de 0.9 pour les biens d'équipement industriels et 0.53 pour les bien de consommation.

1.2.1.3. les exportations algériennes par régions économiques

Tableau n°2.3 : les exportations algériennes par régions économique pour l'année 2015

Pays	Les exportations en Millions USD	Structure %
Unions Européenne (UE)	25801	68.28
OCDE (Hors UE)	5428	14.36
Autres Pays d'Europe	37	0.10
Amérique du Sud	1575	4.17
Asie	2562	6.78
Océanie	57	0.15
Pays d'Arabes (Hors UMA)	628	1.66
Pays de Maghreb Arabe UMA	1607	4.25
Pays d'Afrique	92	0.24
Totale	37787	100

Source : établi par nous même à partie des informations de la direction générale de douane

Les pays d'Unions Européenne sont les principaux partenaires de l'Algérie, avec une proportion de 68.28% pour les exportations.

Pour les pays de l'OCDE (Hors UE), ils viennent en deuxième position comme clients de l'Algérie avec une proportion de 14.36% des produits algériens destinés à l'étranger.

Les exportations algériennes vers les pays asiatiques demeurent relativement faibles avec une part de 6.78%.

Les exportations algériennes vers les autres régions sont marquées par de faibles proportions. Les exportations vers les pays du Maghreb (UMA) de meure avec une proportion de 4.25% et les exportations vers les pays d'Amérique de Sud est très faible avec 4.17%.

1.2.1.4. les principaux clients de l'Algérie

Durant l'année 2015, l'Espagne a été le principal client de l'Algérie avec une part de 17.37% des ventes à l'étranger suivie par l'Italie 16.32% et la France 13.02%.

Le tableau suivant donne la valeur et la part des principaux clients de l'Algérie, pour l'année 2015.

Tableau n°2.4 : les principaux clients de l'Algérie en 2015

Principaux clients	Valeurs en Millions USD	Structures %
Espagne	6565	17.37
Italie	6167	16.32
France	4921	13.02
Grande Bretagne	2883	7.63
Pays-Bas	2281	6.04
Turquie	2071	5.48
Etats Unis d'Amérique	1977	5.23
Brésil	1393	3.69
Belgique	1282	3.39
Portugal	1002	2.67
Tunisie	856	2.27
Canada	748	1.98
Reps de Corée	671	1.78
Maroc	667	1.77
Japon	602	1.59
Sous Total	34093	90.22
Total Général	37787	100%

Source : la direction générale des douanes

Section 02 : Les principaux accords de l'Algérie

les accords d'associations pour encourager ces échanges et favoriser cette ouverture, pour atteindre le passage à une économie de marché

2-1- Les accords d'association avec l'Union Européenne

Ce sont des accords de partenariat entre l'Algérie et ses voisins du nord de la méditerranée à savoir l'union Européenne.

En 1991, de nouvelle approche des accords de coopération, la politique méditerranéenne rénovée a été mise en place, en donnant plus d'importance aux réformes socioéconomiques que beaucoup de pays commençaient à entreprendre.

Après 21 rounds de négociations, l'accord d'association entre l'Algérie et les 25 Etats membres de l'UE a été signé le 19 décembre 2001 et signé lors du sommet euro-méditerranéen de Valence, en Espagne le 22 avril 2002. L'accord est entré en vigueur trois ans plus tard, le 1^{er} septembre 2005, soit dix ans après la conférence de Barcelone¹³.

La déclaration de Barcelone établie en Espagne en novembre 1995, qui favorise l'innovation des relations internationales et spécialement la coopération euro-méditerranéenne, qui pour la première fois englobe les dimensions politiques, sociales, et culturelles pour répondre à des objectifs plus larges que la simple progression des relations commerciales et économiques, ainsi l'engagement des deux parties méditerranéennes afin de faire de cette zone un environnement de paix, de stabilité, et de prospérité partagée tout en développant les échanges culturels et humains entre le sud et le nord de la méditerranée, elle a favorisé toutes les actions dans le cadre régional et multilatéral¹⁴.

2-1-1- Une zone de libre échange

Cet accord est entré en vigueur le 1 septembre 2005, en vue d'établir principalement et d'une façon progressive une zone de libre-échange, et ce sur une période de 12 ans. Les mesures d'exonération immédiates et progressives diffèrent selon les secteurs et branches d'activités.

¹³ KHELADI Mokhtar & BOUGHIDENE Rachid (2006) « Les accords d'association euro-méditerranéens : Quel impact sur le développement ? cas de l'Algérie. » Université de Bejaïa 14 et 13 novembre. P1, colloque tiré du site : <http://eco.univ-setif.dz/seminars/partenerariat/46.pdf>, consulté le 25-04-2017.

¹⁴ Union Européenne : action extérieure « Le processus de Barcelone ». Tiré du site : http://eeas.europa.eu/euromed/barcelona_fr.htm . consulté le 25-04-2017.

2-1-2- Les règles d'origine

Cette mesure représente un élément très important pour construire une zone de libre-échange, dans le but d'éviter le détournement de marchandise. Dans ce contexte, l'accord d'association entre l'Algérie et l'UE oblige pour les deux pays de respecter les règles d'origine sur les produits ou les marchandises qui vont bénéficier de concessions tarifaires.

2-1-3- Les mesures spécifiques

Des mesures spécifiques ont été prises en comptes ; à savoir les mesures antidumping, mesures compensatoires, mesures de sauvegardes, et mesures exceptionnelles, afin d'éviter la possibilité de rencontrer des obstacles entre les deux parties, lors de l'entrée en vigueur de l'accord.

2-1-4- Les exportations de l'Algérie vers l'UE

En 2014, les exportations de l'Algérie vers les pays de l'union européenne sont estimées à 40.5 milliards de dollar et se répartissent en deux catégories :

- Les exportations d'hydrocarbures : représentent 38.2 milliards de dollar (94.3%).
- Les exportations hors hydrocarbures : représentent 2.3 milliards de dollar (6.7%) enregistrée en 2014 contre 1.5 milliards de dollar en 2013.

En 2005 les exportations à destination de l'UE, représente la moyenne de 70%. La grande partie de cette moyenne est dominée par les produits industriels soit un pourcentage de 59.5% du taux de croissance en 2014, et les principaux produits exportés sont notamment l'ammoniac les engrais, le phosphate, le méthanol et l'hélium. Concernant les produits agricoles, un taux de 6.2% des exportations H.H vers l'UE a été enregistré et ce depuis 2005, et on remarque que les produits principaux sont le sucre, les dattes, les boissons gazeuses et les résidus des corps gras¹⁵. Le tableau suivant représente les exportations de l'Algérie vers l'UE en : 2005, 2010 et 2015 en millions USD.

Tableau n°2.5: Exportations hors hydrocarbure vers l'UE.

Année	2005	2010	2015
Sucre		3.5	42
Dattes	16.7	14	23.5
Eaux minérales et gazéifiées	3.2	3.8	3

¹⁵Rapport d'ALGEX 2015 « Analyse d'impact des accords d'association avec l'union européenne sur le commerce extérieur de l'Algérie 2005-2014, Agence nationale de promotion du commerce extérieur ALGEX, avril 2015. Page n° (19-24).

Caroubes et gains de caroubes	5	3.5	2.8
-------------------------------	---	-----	-----

Source : rapport d'ALGEX 2015.

2-2- Les accords d'UMA (Union du Maghreb Arabe)

Les premières essais avaient été tracées en 1948, dans le principal objectif était d'établir une unité, à la fois politique et économique¹⁶ rassemblant les pays du Maghreb à savoir : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie.

L'UMA a été créée lors d'une réunion le 17 février 1989, à Marrakech au Maroc, par les Chefs d'Etats Algérien, Libyen, Mauritanien, Marocain et Tunisien, pour renforcer et promouvoir le développement dans les domaines, économique ; politiques et sociaux¹⁷.

Une hausse des exportations a été enregistrée entre les membres de l'UMA, passant de 44,84 millions de dollars US à 1 537 millions de dollars entre 2001 et 2011. Une augmentation des exportations a été marquée dans l'année 2011 par rapport à l'an 2012, passant de 2,27 milliards de Dollars US à 2,87 milliards de Dollars US¹⁸.

Cependant, le volume des échanges avec les pays de l'U.M.A a enregistré une diminution de 32,2% par rapport au premier trimestre de 2014, passant de 944 millions de dollars US à 640 millions de dollars US¹⁹.

Tableau n°2.6 : Les échanges extérieurs de l'Algérie avec les pays du Maghreb : (2014-2015)

	Année 2014		Année 2015		Evolution (%)
	Dollars	Structure(%)	Dollars	Structure(%)	
Pays du Maghreb Arabe (U.M.A)	738	1.26	674	1.31	-8.67

Source : Réalisé par nous même, sur la base des statistiques du ministère du commerce. (Statistiques 2015) disponible sur mincommerce.gov.

Récemment, le volume des échanges entre l'Algérie et les pays du Maghreb (U.M.A) a enregistré une baisse, il est passé de 2.88 milliard de Dollars US en 2014 à 1,52 milliards de Dollars

¹⁶ Tiré du site internet : <http://www.medeas.be>

¹⁷ Accords de coopération entre l'organisation des nations unies pour l'éducation la science et la culture (UNESCO) et l'UMA. Tiré du site internet : <http://www.unesco.org> .consulté le 26-04-2017

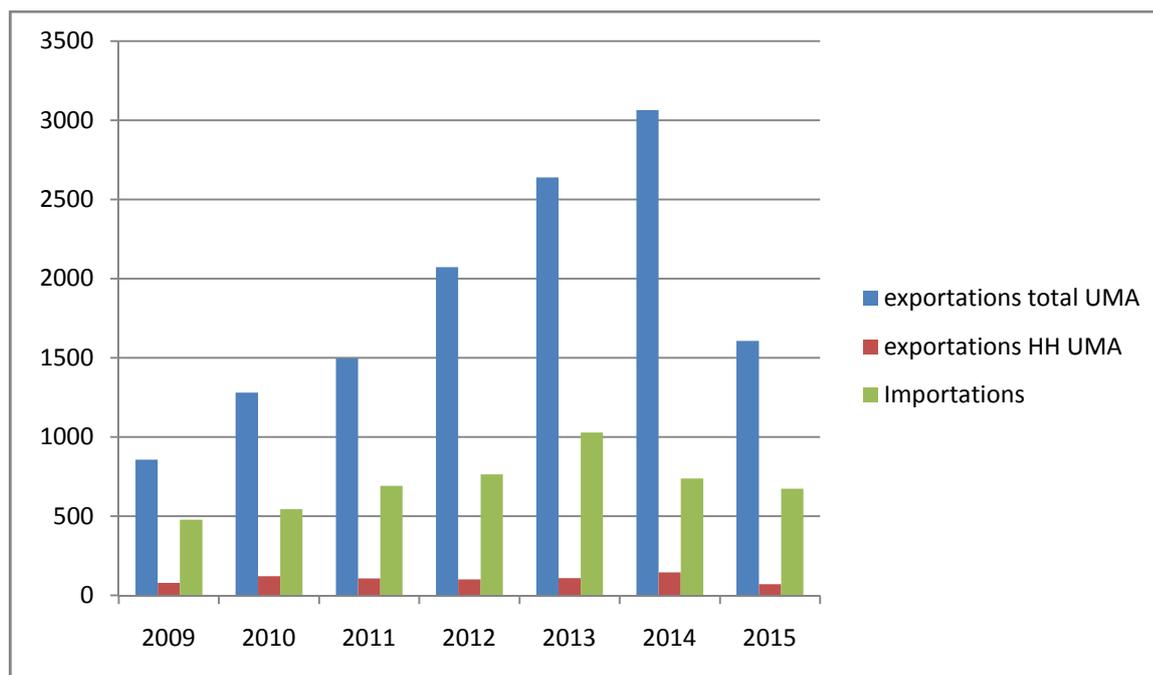
¹⁸ Ministère des Finance : Direction Générale des Douanes(2012) « Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie » rapport 2012, tiré du site internet : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers13/rapport%202012.comextfr.pdf> .consulté le 26-04-2017

¹⁹ Ministère des Finance : Direction Générale des Douanes (2015) « Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie » rapport 2015, tiré du site internet : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers15/statce1trimstr2015.pdf>, consulté le 26-04-2017

US en 2015²⁰, près de 40%, On peut dire qu'à ce jour l'UMA est resté au point projet et n'a pas encore réussi à lancer la zone de libre échange.

Le graphe suivant représente à son tour l'évolution des échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays membres de l'UMA dans la période 2009-2015 en millions de \$.

Graphe n°2.3 : évolution des échanges commerciaux de l'Algérie avec les pays membre de l'UMA



Source : Réalisé par nous même, d'après des données interne de la (ALGEX-JUIN 2015).

On remarque premièrement une baisse au niveau des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays du Maghreb.

En effet, entre 2014 et 2015, les exportations HH ont baissé de la moitié, passant de 144,6 millions de \$ à 70,6 millions de \$.

L'échec de l'UMA à été le premier résultat des contraintes politiques, rajoutant l'absence d'un leadership pour la région sur le désir d'améliorer le bien-être d'une collectivité et celui des générations futures où d'y contribuer à l'amélioration des échanges entre les pays membre de la région²¹.

²⁰ Ministère des Finance : Direction Générale des Douanes « statistiques du commerce extérieurs de l'Algérie » rapport 2015, Tiré du site http://www.douane.gov.dz/pdf/r_periodique/Annee%202015.pdf .

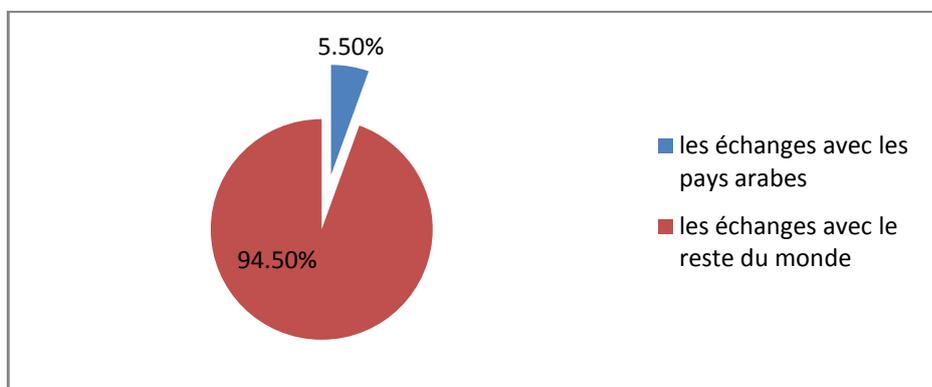
²¹ Mourad Boudjema , 2010 : « Echec de l'intégration de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) » Mémoire en ligne , P37. Tiré tu site : http://www.memoireonline.com/03/12/5478/m_Echec-de-lintegration-de-l-Union-du-Maghreb-Arabe-UMA4.html, consulté le 27-04-2017

2-3- La Grande Zone Arabe de Libre Echange (GZALE)

, faite à Tunis le 27 février 1981²², Elle a été créée par Décret présidentiel n° 04-223 du 16 Joumada Ethania 1425 correspondant au 3 août 2004 portant ratification de la convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les Etats arabes²³

En 2014, le volume des échanges entre les pays de la GZALE et l'Algérie était de 6,64 milliards USD, à savoir : 2,67 milliards USD en termes d'importations, et 3,97 milliards USD en exportations durant la même année. Contre 6,88 en 2013, avec 3,44 milliards USD d'importations, et 3,43 d'exportations. Cette baisse marquée, de 3,5% s'explique par la diminution des exportations HH

Grphe n°2.4: La part des échanges entre les pays de la GZALE et le reste du monde en 2014.



Source : établi par nous même, d'après les données interne de la (ALGEX-juin 2015).

D'après le graphe, les échanges entre l'Algérie et les pays de la GZALE n'ont pas dépassé les 5,5% du total des échanges.

Le volume des échanges HH, entre l'Algérie et les pays de la GZALE en 2014 a été de 2 922 millions USD, avec moins de 253,1 comme exportations HH, et environ de 2 669 comme importations. La part des échanges avec la GZALE ne représente que 5% des échanges avec le reste du monde.

²² Ministère du commerce (2013) « Adhésion de l'Algérie à la Grande Zone Arabe de Libre Echange » tiré du site: <http://www.mincommerce.gov.dz/?mincom=zale>

²² ALGEX (2010)Op.cit. P3

²³ ALGEX : (2010) « Impact De L'Accord De Libre Echange Sur Les Echanges De L'Algérie Avec La Grande Zone Arabe De Libre Echange » Les Etats et pays de la zone Arabe de Libre Echange : La République algérienne démocratique et populaire, le Royaume Hachémite de Jordanie, la République Arabe d'Egypte, les Emirats Arabes Unies, le Royaume du Bahreïn, la République Tunisienne, le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République démocratique du Soudan, la République Arabe Syrienne, la République d'Iraq, le Sultanat d'Oman, la Palestine, l'Etat du Qatar, l'Etat du Koweït, la République du Liban, la Jamahiriya Arabe Libyenne populaire socialiste, le Royaume du Maroc, la République islamique de Mauritanie, la République Yéménite. P3 tiré du site : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers10/gzale1sem10.pdf>.

Le tableau n°2.8 : Evolution du commerce extérieur de l'Algérie avec la grande zone arabe du Libre Echanges (2009-2015).

Années	Exp total GZALE	Exp HH GZALE	Importations
2009	1421,3	129,0	1567,6
2010	1975,1	322,8	1806,1
2011	2259,5	220,6	2451,1
2012	3024,9	277,2	2306,2
2013	3435,7	280,1	3442,2
2014	3713,3	253,1	2699,5
2015	2234,9	121,4	2586,2

Source : réalisé par nous même, à partir des donnés de ALGEX- 2015.

Entre 2009 et 2014, les exportations totales à destination de la GZALE ont connu une augmentation, passant de 1421,3 million USD à 3713,3 million USD. Par contre la part des exportations HH est toujours marginale, leur valeur n'a pas pu dépasser les 330 million USD durant la même période, ainsi qu'une baisse aggravée en 2015 atteignant les 121 million USD. Cette diminution est justifiée principalement par une baisse des exportations du sucre à 33 million USD en 2015 contre 77 million USD en 2014, la baisse des exportations des Truffes²⁴ (4 millions de dollars), ainsi que celles des produits laminés plats, du zinc, et des dérivés sulfonées²⁵. Les échanges ne représentent qu'une part infime des exportations totales, donc le commerce intra région est limité avec la GZALE.

Les exportations algériennes restent encore largement dominées par les produits pétroliers, par conséquent, l'Algérie n'a pas tiré profit de cette zone pour réussir la diversification des exportations HH.

D'après cette brève présentation des accords qui relie l'Algérie avec les autres zones, on peut déduire que l'UE est le client dominant en termes des exportations HH, par contre, les échanges avec les autres zones géographiques restent toujours marginaux, malgré les efforts déployés par les pouvoirs publics dans le cadre des accords commerciaux.

²⁴ Un arbre planté dans le Sahara algérienne, en 2004 l'Algérie a exporté 401 tonnes 1354 milliers de USD, tiré d'un site internet : <http://www.mincommerce.gov.dz/procedform/potagrexp.pdf> .

²⁵ Algérie Presse Service (2015) « Algérie-GZALE : balance commerciale en faveur de l'Algérie en 2014 ». Tiré du site internet : <http://www.aps.dz/economie/27579-alg%C3%A9rie-gzale-balance-commerciale-en-faveur-de-l-alg%C3%A9rie-en-2014> .

Section 03 : Les dispositifs d'aide et de facilitations des exportations hors hydrocarbures en Algérie

Afin de développer et d'améliorer la situation du secteur des activités économiques, des dispositifs ont été mis en place par les pouvoirs publics dans le but de pousser les exportations hors hydrocarbure, à savoir : la CAGEX, la CACI, la SAFEX, le FSPE et le couloir vert.

Dans cette section, nous allons les différents dispositifs, en présentant à la fois leurs produits et services, ainsi que leur bilan.

3-1- Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX)

La CAGEX a été fondée par l'article 4 de l'ordonnance N°96/06 du 10/01/1996, sa fonction est la garantie des exportations hors hydrocarbures, par la prise en charge des pertes liées à certains actes risqués, elle est chargée d'assurer pour son propre compte et sous le contrôle de l'Etat des risques suivants :

- couvrir les risques commerciaux : le risque de non paiement de la marchandise par l'acheteur dans le délai;
- couvrir les politiques qui sont dues à la situation gouvernementale non stable ;
- couvrir les risques de non transferts : suite à des problèmes rencontrés par l'acheteur étrangers;
- couvrir les risques de catastrophes naturelles : séisme, inondation, etc.

3.1.1 La forme juridique de la CAGEX

La CAGEX est une société par actions dotée d'un capital social de 450.000.000 DA, répartie à parts égales entre les actionnaires (Banques et Assurance)²⁶.

3-1-2- Les produits de la CAGEX

La nécessité de couvrir certains risques directement ou indirectement par l'assurance est indispensable pour les Etats, en favorisant les opérations de vente à crédit à moyen terme, encourager le développement des exportations de toute nature, et pour assurer l'équilibre de la balance de paiement.

La CAGEX offre plusieurs polices d'assurance, dans le but de favoriser les exportations hors hydrocarbures²⁷ :

²⁶ La CAGEX, Tiré du site : <http://www.cagex.dz/prsentation.html>, consulté le 5-05-2017

- 1- **La police globale** : est une police annuelle qui couvre l'ensemble du chiffre d'affaires annuel à l'exportation réalisé par l'exportateur dans un délai de 180 jours, dont l'assuré bénéficie d'une tarification avantageuse contre le non paiement des créances provenant de l'insolvabilité d'un acheteur ainsi que les faits politiques, catastrophes naturelles ou de non transfert.
- 2- **La police crédit acheteur** : Elle assure tous les contrats d'exportation payables par crédit acheteur, et par lequel la CAGEX délivre une garantie à la banque au titre du risque ainsi qu'à l'exportateur au titre du risque de fabrication ou d'interruption du marché.
- 3- **La police individuelle** : Elle est destinée à couvrir individuellement les contrats de biens et services, des marchés de travaux ou d'études.
La garantie peut couvrir, les risques de crédit ainsi que les risques d'interruption de marché ou de fabrication qui conviennent à l'opérateur.
- 4- **La police prospection, foires et exposition** : elle couvre les risques engendrer de la participation dans les foires a l'étranger (risque de non rapatriement des matériels ou produits exposés, et le risque de non paiement) ,cette police vise les opérateurs exportateurs et autres afin de les motiver à prospecter des marchés extérieurs car la participation dans les foires, expositions et autres manifestations économiques démonstratives à travers le monde.
- 5- **L'information économique et commerciale** : c'est l'une des spécificités de l'assurance crédit. Elle repose sur les systèmes juridiques, économiques, politiques, des pays étrangers, elle met en place des réseaux d'informations qui constituent un objectif central de la CAGEX, vu que les exportateurs sont toujours exposés aux aléas de transactions risquées à l'international. La CAGEX offre à l'assuré un ensemble de produits en matière d'informations techniques, économiques et commerciales sur les acheteurs, les secteurs d'activités et les pays.
- 6- **L'assistance au recouvrement des créances** : Dans le but d'atténuer les risques de non paiement et procéder à la récupération des sommes dues, la CAGEX est munie d'une équipe efficace pour gérer le litige et accéder aux services et aux réseaux internationaux spécialisés dans le recouvrement des créances. elle peut faire appel à un personnel maîtrisant plusieurs langues et au fait des pratiques commerciales des pays du débiteur considéré.
- 7- **La police assurance inter-entreprise** : elle a pour objet de couvrir des risques de non-paiement, à échéance convenue des montants dus au titre de transactions commerciales inter-entreprise en Algérie.

²⁷ Le produit du citoyen ELMOUWATIN (2012) « Produit de la CAGEX » Tiré du site : <http://elmouwatin.dz/?Produits-CAGEX> ,

Afin de faire partie du réseau mondial des assureurs, La CAGEX a passé des accords de coopération avec une dizaine d'organismes similaires de par le monde et en particulier avec la COFACE²⁸, et donc être en premier assistance aux exportateurs.

3-1-3- Le bilan de la CAGEX

Depuis sa création en 1995, La CAGEX garantit le remboursement des créances des exportateurs économiques qui vendent à crédit sur le marché international, à hauteur de 80% à 90% selon le cas des impayés enregistrés.

En 2016 la compagnie ne contient qu'un tiers des exportateurs assurés²⁹ qui réalisent entre 12 et 15 milliards de capitaux exportés. En chiffre, la CAGEX a remboursé aux exportateurs algériens des impayés pour 150 à 200 millions de DA, dont la prime d'assurance à payer par l'exportateur varie entre 0,35% et 0,45% de la valeur exportée.

La CAGEX, organise des rencontres avec les opérateurs économiques en collaboration avec les chambres de commerce et d'industrie, tout en gérant les risques de crédit selon les standards internationaux, en collaboration avec les principaux groupes d'assurances de par le monde, dans le but de renforcer sa démarche de promotion des exportations hors hydrocarbures, Avec la nouvelle loi qui permet l'investissement à l'étranger, la Compagnie est en train d'analyser une formule d'assurance dont les risques sont liés à l'investissement à l'étranger.

la CAGEX a lancé depuis plus d'une année, à la faveur des banques, le rating des entreprises, dans le but de diversifier ses partenariats et ainsi contribuer à l'émergence d'une économie nationale moderne, c'est-à-dire la notation des entreprises pour que les banques agissent dans les normes internationales en accélérant l'étude des dossiers de financement.

D'un côté, les avantages qu'offre la compagnie à travers ses produits constituent un moyen d'attractivité des exportateurs, on peut en citer³⁰ :

- **La sécurité** : elle garantit plus de sécurité, à travers la gestion des créances de chaque entreprise, la surveillance du risque client, et sa garantie.
- **La compétitivité** : Par la souscription d'une police d'assurance crédit export, l'exportateur ouvre généralement droit au refinancement bancaire local. Cet avantage profite également à

²⁸ La COFACE : Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur. Créé en 1946, cet organisme a pour vocation de garantir les entreprises contre les risques financiers à l'export.

²⁹ Algérie Presse Service (2016) « Seulement le tiers des exportations est assuré chez la CAGEX » disponible sur : <http://www.lejournaldelemploi.dz/points-de-rep%C3%A8res/772-seulement-le-tiers-des-exportateurs-est-assur%C3%A9-chez-la-cagex>, consulté le 06-05-2017

³⁰ La CAGEX, tiré du site : <http://www.cagex.dz/avantages.html>

l'opérateur qui commercialise localement ses produits en faisant recourir à l'assurance crédit inter entreprises.

- **La sélection et le suivi des acheteurs** : La banque de données de la CAGEX qui permet l'étude de la solvabilité de l'acheteur, offre un avantage très important concernant la prévention des risques.
- **Indemnisation substantielle des pertes** : à partir de sa garantie qui s'étend au dédommagement des conséquences d'interruption ou d'arrêt définitif d'un marché ainsi qu'un financement des exportations de l'assuré pour réaliser ses opérations, en cas de besoin d'un financement préalable à l'expédition et/ou d'un financement après l'expédition. Donc l'assurance CAGEX, permet une garantie de choix pour la banque et permet l'obtention de financement au moyen du transfert des droits aux indemnités de l'assuré au profit de la banque.
- **Recouvrement des créances de la clientèle assurée et non assurée** : La CAGEX met un ensemble de moyens à la disposition de la clientèle assurée et non assurée pour couvrir ses créances.
- **Assistance générale de la CAGEX à l'assuré** : La CAGEX offre à l'assuré toute l'assistance nécessaire en matière de choix des modes et modalités de paiement, en mettant de sûreté, et de choix de techniques d'exportation et de sélection des acheteurs.

Pour plus d'avantage, les sociétés qui sont assurées par la CAGEX sont des sociétés qui exportent en premier lieu soit à leurs fournisseurs ou bien à leur entreprises mères donc le risque est presque nul, tels que FRUITAL, KNAUF Algérie plâtre, LAFARGE, LIND GAS.etc³¹ et dont la plupart des produits sont des produits miniers, agricoles et manufacturés (peaux tannées...).

Sur les dix dernières années, la compagnie a enregistré un nombre de 500 exportateurs réalisant à peine 2% des exportations algérienne. Ainsi en 2014, le marché potentiel de la CAGEX était estimé à 400 millions USD. Cela veut dire que la compagnie évolue à un rythme très lent³².

3-2- Le Fonds Spécial Pour la Promotion des Exportations –FSPE-

Le Fonds Spécial Pour la Promotion des Exportations (FSPE) a été établi par la loi de finances pour 1996³³. Le FSPE a été créé pour améliorer et développer les exportations HH, en

³¹ Khadidja Mohamed B. (2015) : «La Compagnie est un ancrage certain dans l'activité export». Revue n°90 trimestrielle éditée par La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie. PP 16-18, tirée du site : <http://www.mincommerce.gov.dz/confcomex15/revue4.pdf> ,

³² Algérie Presse Service (2016) « Seulement le tiers des exportations est assuré chez la CAGEX » disponible sur : <http://www.lejournaldelemploi.dz/points-de-rep%C3%A8res/772-seulement-le-tiers-des-exportateurs-est-assur%C3%A9-chez-la-cagex>, consulté le 06-05-2017.

³³ Tiré du site : <http://www.mincommerce.gov.dz>. Op.cit

prend en charge d'une partie des frais liés au transport des marchandises ainsi pour la participation des entreprises aux foires et salons à l'étranger³⁴.

Le FSPE prend en charge les types de dépenses suivants³⁵ :

- **Les frais de participation aux foires et manifestations qui se déroulent à l'étranger** ainsi les frais de la prise en participation des entreprises aux forums techniques internationaux ;
- les surcoûts à l'exportation : couvertures d'une part des coûts de transit, manutention et de transport intérieur et international. Notamment : le transport routier dont le coût du transport routier sur le territoire national n'est pris en charge que pour les trajets à distances supérieures à 150 Kilomètres, à raison de 05DA/tonne/km, les frais de transit liés à l'embarquement de marchandises exportées autres que les dattes. La manutention, concernent celle des dattes la prise en charge des frais dans les ports et aéroports algériens. Pour la manutention d'autres produits la prise en charge des frais dans les ports algériens.

Le remboursement des frais de transport sont de 25 % pour le transport des marchandises exportées. Pour la participation aux foires et expositions à l'étranger le taux de remboursement est 35 % dans le cas d'une participation individuelle et 65% dans le cas d'une participation aux foires inscrites au programme officiel

Concernent le bilan de ce Fonds spécial, et selon le directeur du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce, le montant global des aides octroyées par le fonds aux entreprises exportatrices hors-hydrocarbures est estimés d'un peu plus de 478 millions de dinars pour 390 dossiers examinés en 2015, contre 527 millions de dinars pour 251 dossiers examinés en 2014 et 920 millions de dinars (250 dossiers) en 2013, et cela selon le directeur du suivi et de la promotion des échanges commerciaux au ministère du Commerce. La baisse marquée en 2015, est due à la décision prise par le fond d'annuler l'octroi des aides aux entreprises ayant un chiffre d'affaire qui dépasse les 10 millions de dollar, du moment que le FSPE a été créé pour soutenir les PME, et dans le même cadre une baisse du montant des aides accordées aux produits industriels passant de 50 % à 25% durant la même année³⁶.

Durant l'année 2015, le ministère a accordé via le FSPE des aides proportionnelles aux entreprises exportatrices, via le FSPE qui opèrent dans des secteurs d'activités (les dattes, les

³⁴ Tiré du site : www.algex.dz,

³⁵ Ministère du Commerce (2014) « Fond Spéciale pour la Promotion du Commerce » PP 2-3, tiré du site internet : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichier11/fspe.pdf>,

³⁶ «Rapport de conjoncture du secteur du commerce au titre de l'année 2015 » du ministère du commerce, publié en mars 2016, tirée du site : <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers16/conjoncture2015/commerext.pdf>

produits agricoles et industriels), ce dernier a pris en charge une partie de la participation aux manifestations économiques organisées à l'étranger, réparties comme suit³⁷ :

- Les dattes avec un montant: 310.521.859,71 DA soit près de 65% du montant global des aides octroyées ;
- produits agricoles: 2.103.952,77 DA soit 0.41% du montant globale octroyé ;
- Produits industriels : 72.331.999,90 DA ;
- programme officiel des foires à l'étranger: 86.188.428,17 DA ;
- participation des entreprises aux foires à l'étranger à titre individuel: 7.623.354,53DA.

La contribution financière accordée par le FSPE aux entreprises exportatrices hors-hydrocarbures devrait connaître une augmentation significative durant l'année en cours à la faveur de la nouvelle politique économique qui favorise la promotion des exportations et la reconquête des marchés extérieurs, reste à savoir maintenant si les opérateurs solliciteront le soutien de ce fonds.

3-3- La CACI (Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie)

La Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie a été créée par le décret exécutif n° 89-147 le 08 août 1989 portant création de la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie.

La CACI est représentée par des établissements publics qui ont un caractère industriel, et commercial à la fois, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière, qui sont placées sous la tutelle du ministre chargé du commerce.

La Chambre du Commerce a été créée principalement dans le but de promouvoir, en matière de promotion des exportations hors hydrocarbures, et aussi afin de :³⁸

- De mener des études et des réflexions sur la situation économique du pays et son évolution et de présenter aux pouvoirs publics se point de vue sur les moyens de développement et de promouvoir l'activité économique nationale (les exportations).
- D'émettre, tout document, attestation ou formulaire présentés ou demandés par les agents économiques et destinés à être utilisés principalement à l'étranger³⁹.
- De participer aux manifestations économiques en Algérie et à l'étranger tels que : les foires, salons, colloques, journées d'études et missions commerciales visant la promotion des exportations.

³⁸ Tiré du site internet: <http://www.dcoworan.dz/index.php/fr/la-direction-services-et-missions/organismes-sous-tutelles/chambre-algerienne-du-commerce-et-d-industrie-caci> ,

³⁹ La liste de ces documents, attestations et formulaires est fixée par arrêté du ministre chargé du commerce.

- De réaliser toute action et étude et de proposer toute mesure pouvant promouvoir et faciliter la promotion des produits et services nationaux sur les marchés extérieurs.

3-4 La SAFEX

La Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX-SPA), créée en 1971⁴⁰, est une entreprise publique issue de la transformation de l'objet social et de la dénomination de l'Office Nationale des Foires et Exportations,

La SAFEX exerce ses activités dans les domaines suivants :

- Organisation des foires, salons spécialisés et expositions à caractère national et international, ainsi que la participation algérienne aux foires et expositions à l'étranger ;
- Assistance aux opérateurs économiques en matière de commerce international au moyen de : l'information sur la réglementation du commerce international, les opportunités d'affaires avec l'étranger, mettre en relation des affaires, des procédures à l'exportation, l'édition de revues économiques et catalogues commerciaux.
- l'organisation de rencontres professionnelles, séminaires et conférences, la gestion et exploitation des infrastructures du Palais des expositions⁴¹.

La SAFEX est mandatée pour l'organisation des manifestations à l'étranger, par le Ministère du commerce

Au titre de l'année 2016, 08 foires internationales, 4 expositions spécifiques et 08 salons spécialisés sont inscrits dans le programme officiel de la participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger, ce dernier qui est soutenu par une aide de l'Etat à travers le Fond spécial de Promotion des Exportations « FSPE –Ministère du Commerce » sur un taux de 80%.

3-5 LE COULOIR VERT

Il constitue une facilitation qui est accordée depuis septembre 2006 à l'exportation de dattes, et consiste en l'assouplissement du passage en douane de la marchandise, qui subit uniquement un contrôle documentaire ce qui se traduit par une fluidité générant une réduction considérable des délais d'expédition.

Cette facilitation doit être étendue à terme aux autres exportations de produits périssables : produits agricoles frais et produits de la pêche⁴².

⁴⁰ Tiré du site : <http://www.safex.dz/fr/qui-sommes-nous.html>

⁴¹ Idem,

3-6 ALGEX

L'agence nationale de promotion du commerce extérieur, créée par le décret exécutif n° 04-174 du 12 juin 2004, ALGEX, figure parmi les dispositifs mis en place par l'Etat, dans le cadre de la politique de promotion du commerce extérieur, c'est un établissement public à caractère administratif.

L'agence constitue un domaine ouvert sur le monde entier et qui dispose d'un réseau de relations à l'échelle nationale et internationale.

3-6-1 Les missions d'ALGEX

ALGEX propose différentes prestations informationnelles, dont le suivi des entreprises à travers ses conseils et son assistance à l'export, elle les accompagne dans les foires et salons, et leur procure aussi des informations sur les marchés extérieurs et la veille commerciale.

En outre, ALGEX réalise l'analyse des marchés mondiaux et la réalisation d'études prospectives globales et sectorielles, l'élaboration d'un rapport annuel d'évaluation sur la politique et les programmes d'exportation. On y trouve aussi la mission de :

- Faire connaître et expliquer les règles du commerce international : met des dispositions, des mesures incitatives à l'export, et des accords et conventions⁴³.
- Assistance dans les efforts de prospection des débouchés et créneaux porteurs sur les marchés étrangers : ALGEX assure l'étude et l'intelligence économique, ainsi que la diffusion des offres de vente des exportateurs sur les réseaux internationaux d'informations commerciales.
- L'accompagnement dans les manifestations commerciales à l'étranger : l'exportateur se voit bénéficier d'un service d'appui, pour organiser sa participation de manière professionnelle par sa participation aux salons et foires à l'étranger.
- Faire connaître les produits et les services sur les marchés extérieurs : ALGEX est chargé de faire connaître les produits algériens au niveau international, par le biais du répertoire des exportateurs algériens diffusé à l'international
- Mise en œuvre des actions pour le suivi des importations .

⁴² Ati Takarli (2008) « Exportations Hors-Hydrocarbures Algériennes » Communication à l'occasion de la tenue de la Convention France Maghreb, Paris les 5 et 6 février 2008. Op.cit P7,

⁴³ Missions d'ALGEX ,tiré du site web de l'agence <http://www.algex.dz/index.php/qui-sommes-nous/nos-missions>.

3.6.2. L'évolution des réalisations d'ALGEX

L'agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur a pris des mesures visant à renforcer le développement et les capacités exportatrices des entreprises algériennes⁴⁴ :

- Le programme franco-algérien OPTIMEXPORT, réalisé avec la collaboration de l'agence française de développement AFD, le ministère algérien du commerce, la CACI et ALGEX durant la période 2007-2009 ;
- la première édition du DJAZAIR EXPORT, organisée en juin 2009, qui était jugée réussie d'autant que le nombre d'entreprises exposantes a atteint le nombre de 101 réparti entre 81 entreprises et 20 institutions et auxiliaires de l'export ;
- La deuxième édition de ce salon s'est tenue en juin 2010, cette deuxième manifestation a permis la présence de 100 entreprises exportatrices contre 357 entreprises étrangères ;
- La troisième édition tenue en 2011 a vu un échec du salon, à cause de la baisse du nombre d'exposants qui était de 51 entreprises nationales et 20 entreprises publiques.

Au terme de ce chapitre, on peut dire que malgré les différents dispositifs d'aides et de facilitation aux exportations hors hydrocarbures adoptés par l'Algérie, et malgré les accords tels que (UE, UMA...) visant le développement de ses échanges extérieurs, l'Algérie demeure un pays mono-exportateur des hydrocarbures.

L'examen de l'historique de l'évolution des exportations en Algérie de 1975 à 2015 montre l'importance de la part des exportations de produits semi-produits dans les exportations hors hydrocarbures. Malgré les accords passés par l'Algérie dans le cadre de la zone de libre échange tels que l'accord d'association avec l'union européenne et les accords avec l'Union Maghrébines Arabes (UMA), le niveau des exportations hors hydrocarbure reste très faible et l'Algérie n'a pas profité de toutes les opportunités offertes par ces accords.

⁴⁴ Rapport d'ALGEX 2015 « Analyse d'impact des accords d'association avec l'union européenne sur le commerce extérieur de l'Algérie 2005-2014, Agence nationale de promotion du commerce extérieur ALGEX, avril 2015. Page n° (35-36).

Introduction

Dans le but de comprendre pourquoi la Malaisie a réussi sa politique de diversification, alors que l'Algérie demeure un pays mono-exportateur, nous allons comparer quelques indicateurs de développement du secteur industriel et agricole de ces deux pays. Ce chapitre est scindé en deux sections : La première concerne l'étude de la politique agricole et les principaux indicateurs de développement de l'agriculture dans les deux pays, la deuxième est consacrée à l'étude de la politique industrielle et les principaux indicateurs de développement du secteur manufacturier.

Section 1 : Etude de la politique agricole et les principaux indicateurs de développement de l'agriculture

Dans cette section, on présentera les principaux indicateurs de développement de l'agriculture, ainsi que les politiques agricoles des deux pays à savoir la Malaisie et l'Algérie

1.1. Un aperçu sur les politiques agricoles en Algérie

L'objectif principal assigné au secteur agricole, depuis l'indépendance, est d'assurer à l'Algérie l'autosuffisance alimentaire ; mais aussi pour atteindre d'autres objectifs secondaires tels que¹ :

- la fixation de la population rurale dans les campagnes afin de limiter l'exode vers les villes.
- nourrir les populations des villes et des campagnes au cout le plus bas possible.
- Jouer un rôle complémentaire au développement de l'industrie.

L'Algérie a hérité d'une agriculture qui représentait le tiers (33%) des exportations totales du pays, elle occupait plus de la moitié (55%) de la population active et exportait plus de 1,1 milliard de DA annuellement.

Le secteur public organisé sur environ 3 millions d'hectares d'anciennes terres coloniales récupérées par l'Etat, fournissait à cette époque 75% de la production agricole brute et le secteur privé agricole, formé de plus de 600 000 exploitations agricoles, fournissait le reste. La part de l'agriculture dans la création des richesses nationales a chuté à moins de 10%².

Entre 1980 et 1989, la valeur ajoutée agricole a représenté, en termes constants, 7% à 8% du PIB par an, et occupe une place de 23% dans la population active en 1989 (975 113 occupés dans l'agriculture sur près de 4,2 millions) avec une quasi-stagnation de l'emploi agricole entre 1985 et 1990³.

¹H.TOULAIT : (1988) «L'agriculture algérienne, les causes de l'échec», p7, OPU ? Alger, 1988.

² Bessaoud O (1994) « L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963-1992) » Options Méditerranéennes, Sér. B / n°8, 1994 - Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée, pages 89-103, tiré du site internet : <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b08/CI950540.pdf> .

³ Idem, p91

Le principal instrument de gestion de la consommation et de la ration alimentaire nationale était le recours aux importations agricoles et alimentaires, lorsque les importations alimentaires sont passées d'une moyenne annuelle de 0,8 milliard de DA durant le 2ème plan (1970-73) à 3,8 milliards de DA au cours du 3ème plan (1974-77) pour atteindre 7,8 milliards de DA au cours de la 1ère période quinquennale (1980-84) et 10,3 milliards de DA courants en moyenne annuelle en 1985-89.

Elles représentent en 1989 approximativement 25% des importations de l'Algérie (contre 11% au début de la décennie 1970)⁴.

Entre les périodes 1970-73 et 1980-84 les exportations agricole, ne représentent que 183 millions de DA en moyenne annuelle, soit 0,3% des exportations totales du pays, ont chuté de moitié⁵.

Au cours de la décennie 1980-89, les taux d'autosuffisance alimentaire se sont fortement dégradés pour les blés et les laits et ses dérivés.

L'encouragement de l'agriculture privée, la libéralisation du système et le retrait de l'Etat dans le cadre du programme d'ajustement adopté au début des années 1990, n'ont toutefois pas réussi à améliorer les performances du secteur⁶.

Au début des années 90, l'application du PAS a pénalisé l'agriculture algérienne. En effet, les prix des intrants agricoles importés ont augmenté suite à la suppression des subventions et la libéralisation du commerce extérieur. De plus, des restrictions sont introduites sur les crédits accordés aux agriculteurs suite à la réforme du système bancaire par la loi 90-10 du 14 avril 1990 sur la monnaie et le crédit. L'ensemble de ces éléments ont eu pour conséquence une tendance au désinvestissement dans le secteur agricole.

Dans les années 2000, le Programme National de Développement Agricole (PNDA), rebaptisé Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR) en 2002, avait pour principaux axes la reconversion des sols (à travers notamment le déplacement des cultures céréalières vers des zones plus favorables et l'utilisation des terres aux conditions rudes à des usages moins exigeants tels l'arboriculture rustique, la viticulture et les petits élevages) ; l'amélioration du rendement et de la productivité du travail dans les filières stratégiques (céréales, lait, pomme de terre); l'extension de la surface irriguée ; la mise en valeur des terres par les

⁴ Bessaoud O (1994) « L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963-1992) » Options Méditerranéennes, Sér. B / n°8, 1994 - Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée, pages94,103, tiré du site internet : <http://ressources.ciheam.org/om/pdf/b08/CI950540.pdf>,

⁵ Laoubi K ET Yamao M. "The challenge of Agriculture in Algeria: Are Policies Effective?" Economic Studies, Agriculture and Fisheries, No.12, March2012, p69-72.

⁶ Les orientations du président de la République lors de la réunion d'évaluation avec le ministre de l'agriculture et du développement rural, consulté sur le site <http://www.Algerie-monde.com> .

concessions dans les zones de montagnes, de piémonts, les terres steppiques et les zones sahariennes ; le lancement d'un programme de reboisement et enfin, l'amélioration des revenus des agriculteurs via des soutiens financiers. Ce programme a certes eu des résultats positifs en termes de croissance, mais cela reste loin des résultats escomptés⁷.

L'expérience et les résultats positifs enregistrés par le PNDAR ont amené les pouvoirs publics à tirer des renseignements et de continuer à soutenir l'activité agricole par l'élaboration d'une nouvelle politique agricole, qui est le renouveau de l'économie agricole et rurale⁸.

Boukella (2008) indique que la question de l'autosuffisance et la politique agricole demeurent encore irrésolues. Le recours systématique à l'importation comme instrument quasi-unique de régulation des filières agroalimentaires principales est constatée. Selon lui, cet échec est dû à ces deux arguments, l'un c'est la précipitation dans l'élaboration des politiques, et l'autre le manque de visibilité et planification rigoureuse.

Il note à ce sujet : *“Les politiques successives qui ont été menées ont été conçues à chaque fois dans l'urgence pour résoudre des problèmes conjoncturels nés des dysfonctionnements du marché”*... *“n'ont jamais pris racine dans le cadre d'une stratégie de long terme, appuyée par une planification rigoureuse des objectifs et des moyens à échéances précises et des évaluations d'étapes objectivement établies”*. Même le PNDRA, lancé en 2000, *“n'a pas répondu positivement et complètement à la question de la sécurité alimentaire du pays à long terme, si l'on en juge par la rigidité persistante de l'offre domestique des produits de base et par l'évolution sans cesse croissante de la facture alimentaire”*⁹.

Pourtant, l'agriculture en Algérie présente de nombreux atouts : large diversité de milieux agro climatiques, un grand marché (local et de proximité des marchés extérieurs), une possibilité de mettre sur le marché à longueur d'année et en hors saison une large gamme de produits, y compris des produits de grande qualité voire même biologique (ANDI, 2016).

1.2.La politique agricole en Malaisie

La Malaisie maintient des politiques agricoles ambivalentes qui ont longtemps encouragé l'autosuffisance en denrées de base.

⁷ Idem, p13,14

⁸ Les orientations du président de la République lors de la réunion d'évaluation avec le ministre de l'agriculture et du développement rural, consulté sur le site <http://www.Algerie-monde.com>.

⁹ Idem, p 16,18

Pendant la colonisation, l'agriculture en Malaisie est basée sur les plantations, l'hévéa en premier lieu ensuite le palmier d'huile, alors elle est devenue l'une des nations agricole les plus performantes¹⁰.

A son indépendance, la Malaisie produit 50% de son riz, la révolution verte avec un fort investissement dans l'irrigation, permet de doubler la récolte entre 1961 et 1974 de 1.31/ha à 1.8/ha, et d'atteindre 92% d'autosuffisance.

La FELDA (Fédéral Land Development Authority), qui est une agence d'Etat créée en 1956 pour lutter contre la pauvreté rurale, a su atteindre son objectif qui est d'organiser le développement par installation des familles rural, elle a installé 113000 exploitants sur 522000 ha (70% des plantations étaient de l'huile de palme et 25% du caoutchouc), et d'augmente la production de la révolution verte. De nouvelles variétés de riz à haut rendement ont été introduites alors que s'intensifiaient la mécanisation et l'usage des intrants chimiques et la superficie totale irriguée est passée de 235 000 à 1 550 000 hectares entre 1965 et 2005.

On trouve aussi deux autres agences FELCRA (Federal Land Consolidation and Rehabilitation Authority 1966) et RISDA (Rubber Industry Smallholder Development Authority, 1973) qui sont créés pour améliorer le revenu des exploitations déjà exister et de les rendre plus compétitives. De nombreuses études ont montré l'impact positif de ces programmes sur les revenus des bénéficiaires¹¹.

La première politique nationale de l'agriculture (DPN1) (1984-1991) mise en œuvre en 1984), et la deuxième politique agricole (DPN2) (1992-1998) est basée sur l'amélioration de la productivité, l'efficacité et la compétitivité, et qui donnent la priorité aux cultures des matières premières telles que le palmier à huile et le cacao. Les industries d'aval ont été développées à cette période, encouragées par un système de taxe différentielle sur les exportations, montrant la volonté du gouvernement de faire contribuer les plantations au PIB. La matière première brute (huile de palme ou caoutchouc non transformé) est d'avantage taxée que les produits de leurs industries.

La FELDA semble bien illustrer le changement qui s'est opéré dans le développement des plantations en Malaisie, cependant, le paysage des plantations Malaisienne a changé. En 2013, 62% de la surface de palmier est cultivée par des grands groupes. En revanche, RISDA et FELCRA aident toujours les petits exploitants de caoutchouc (deuxième plantation du pays). La 3e politique

¹⁰ Bernard S et Bissonnette J, « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire », Vertigo ; volume 14, n°1, p 13-21

¹¹ Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, et du forêt ; les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples », paris. Consulter sur le site : http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/fichepays2014-malaisie_cle855cb4.pdf .

nationale de l'agriculture (NAP, 1997-2010) réintroduit la sécurité alimentaire comme objectif, qui concerne particulièrement le riz, principale céréale produite et consommée¹².

1.3. Les principaux indicateurs de développement de l'agriculture

Les critères de comparaison entre les deux pays seront : la superficie agricole, la Valeur Ajoutée de Agriculture (% du PIB), la valeur ajoutée de l'agriculture (% annuel de la croissance), la population rurale, croissance de la population rural (%annuel), terre cultivables permanentes (%de la superficie), Machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe, exportation de produit.

1.3.1. Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)

Durant toute la période 1960-2015, la part de secteur agricole dans le PIB des deux pays, l'Algérie et Malaisie, ne cesse de diminuer. Le tableau suivant présente l'évolution de la moyenne de la valeur ajoutée des deux pays en pourcentage de PIB.

Tableau n°3.1 : Evolution de la valeur ajoutée du secteur agricole pour Malaisien et l'Algérie :

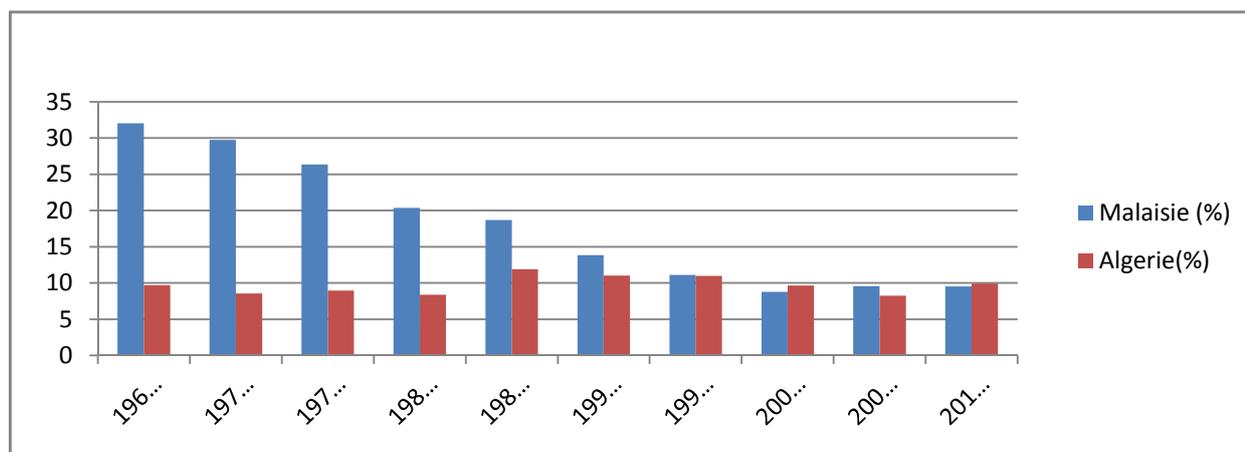
Pays /Période	1960-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Malaisie (%du PIB)	38.58%	32.04%	29.76%	26.38%	20.83%	18.70%	13.86%	11.11%	8.77%	9.57%	9.54%
Algérie (% de PIB)	-	10.44%	8.32%	9.33%	8..28%	11.45%	11.16%	11.30%	9.81%	8.04%	10.30%

Source : établi par nous même à partir des données se la banque mondiale, tiré du site :

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Le Graphe ci-dessous illustre l'évolution de la valeur ajoutée du secteur agricole.

Graphe n°3.1: Evolution de la valeur ajoutée du secteur agricole pour les deux pays.



Source : Construit à partir des données de tableau n°03.1

¹² Traduit de global business guide Malaisie, consulter sur le site http://www.gbgingonesia.com/en/agriculture/article/2011/agriculture_overview_of_malaysia.php.

En 1960, la part de l'agriculture dans le PIB, en Malaisie, se situait à 43.71%. Après, elle a connu une légère augmentation pour atteindre 45.38% en 1962, la part de l'agriculture a connu une baisse constante pour atteindre une part de 8.77% entre 2001 et 2005, mais elle a su reprendre et atteint 9.54% entre 2011 et 2015.

Alors qu'en Algérie, la part du secteur agricole a connu une légère diminution, en passant de 12.88% en 1966 pour augmenter à 8.47% en 1978. Au-delà de cette période, le secteur agricole a connu une augmentation, pour se situer seulement à 13.05% du PIB en 2015.

En dépit de ce phénomène symétrique de décroissance de la valeur ajoutée du secteur agricole dans ces deux pays, la part de l'agriculture dans le PIB reste plus importante dans l'économie Malaisienne que de l'Algérie jusqu'à la période 2011 à 2015 ou la moyenne de la valeur ajoutée en Algérie a su dépasser celle de la Malaisie (10.3% en Algérie et 9.54% en Malaisie).

1.3.2. Agriculture, valeur ajoutée (% de croissance annuelle)

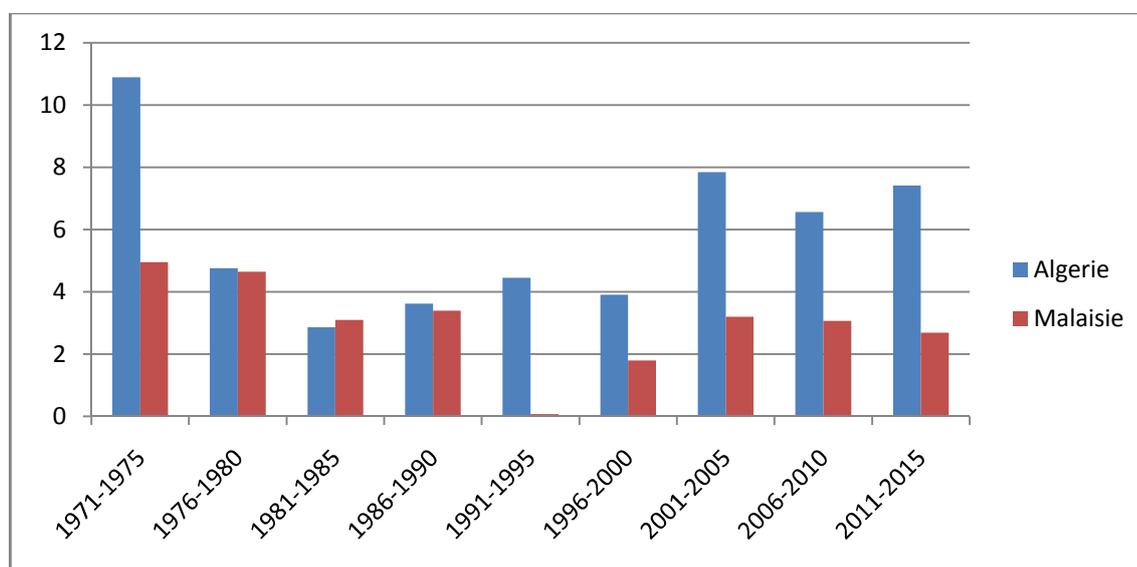
Le tableau suivant présente les moyennes de la part de la valeur ajoutée en pourcentage de croissance annuelle Malaisien et Algérien

Tableau n°3.2 : Evolution de la valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle

périodes	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Algérie (% du PIB)	-3.63 %	2.13 %	10.89 %	4.76 %	2.86 %	3.62 %	4.45 %	3.91 %	7.85 %	6.56 %	7.42 %
Malaisie (% du PIB)	-	-	4.95 %	4.65 %	3.10 %	3.39 %	0.07 %	1.79 %	3.2 %	3.07 %	2.69 %

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Graphe n°3.2 : Evolution de la valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle



Source : établi par nous même à partir des données de tableau n°03.2

En 1971, la croissance annuelle de la valeur ajoutée du secteur agricole, en Malaisie, se situait à 1.44%, après le secteur a connu une récession enregistrant un taux de 3.03% en 1975, elle a connu une augmentation à 12.2% en 1976 en enregistrant une moyenne de 3.2% entre 2001 et 2005 et rester constante jusqu'à une moyenne de 2.69% entre 2011 et 2015.

C'est le même cas pour l'Algérie, le taux de croissance annuelle de la valeur ajoutée est passé de -19.78% en 1962 à (-33.82)% en 1966, au delà de cette période la valeur ajoutée a connu une légère augmentation pour atteindre un 7.85% comme moyenne entre 2001 et 2005 et avoir un 7.6% en 2015.

1.3.3. Superficie

Depuis 1961, le pourcentage de la superficie des terres Malaisien qui a été utilisée pour l'agriculture n'a cessé d'augmenter, de 9.49 % de la superficie totale à 23.85% en 2014. Tandis qu'en Algérie, la part des terres agricoles dans le territoire est en déclin constant, en passant d'une moyenne de 26.61% durant la période 1961-1965 à une moyenne de 17, 40 % durant la période 2011-2014, comme le montre le tableau et le graphe suivants

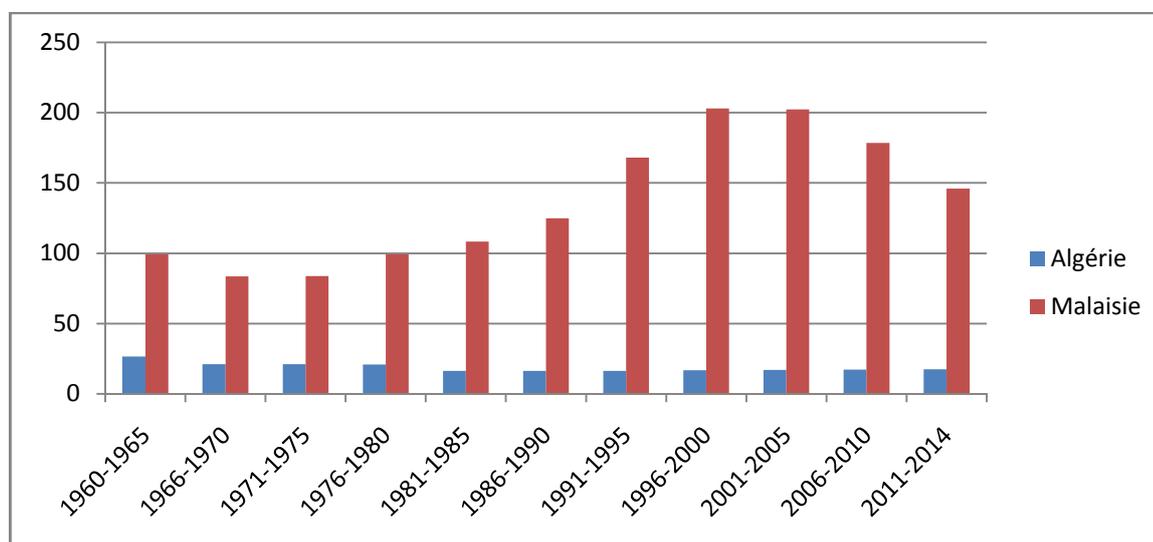
Tableau n°3.3: La part des terres agricoles en pourcentage de territoire algérien et Malaisien.

Périodes	1960-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2014
Algérie	26.61%	21.21%	21.15%	20.99%	16.46%	16.26%	16.4%	16.7%	16.98%	17.34%	17.4%
Malaisie	99.3%	83.4%	83.7%	99.2%	108.3%	124.9%	167.9%	202.9%	202.2%	178.4%	145.9%

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Le graphe suivant illustre l'évolution de la part des terres agricoles en pourcentage de territoire algérien et Malaisien

Graphe n°3. 3: Evolution de la part des terres agricoles



Source : établi par nous même à partie des données de tableau n°3.3

1.3.4. Terres cultivée en permanence (% du territoire)

Le tableau suivant présente les moyennes de la part des terres cultivée en permanence (% du territoire) en pourcentage de territoire algérien et Malaisien.

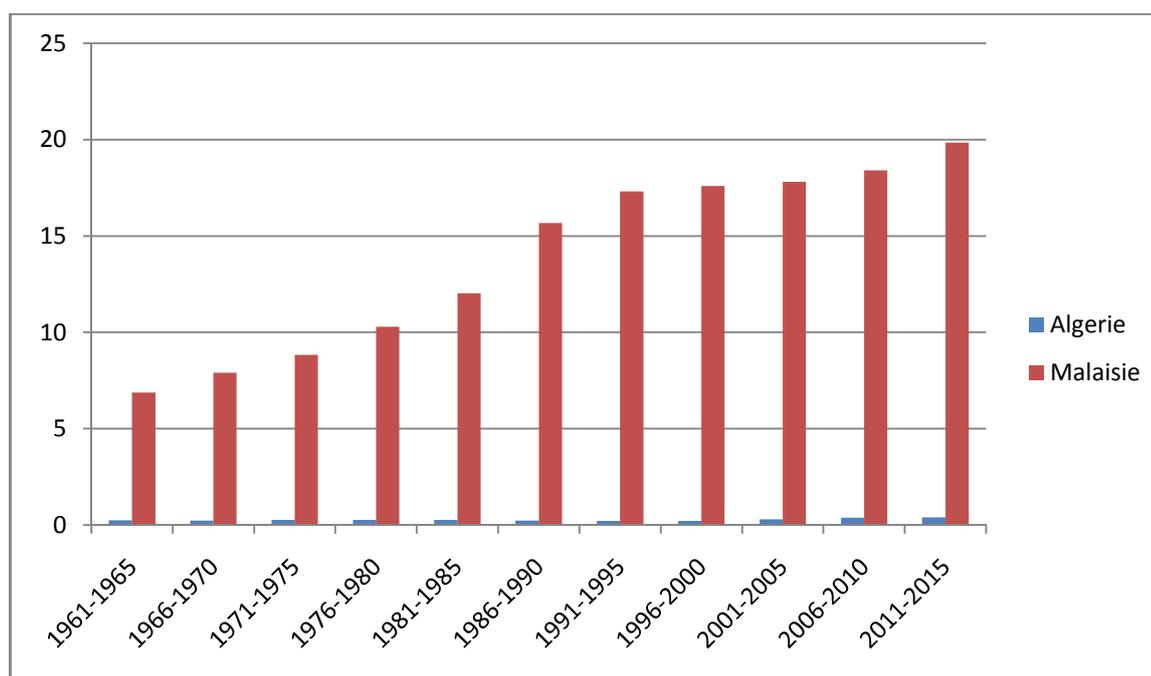
Tableau n°3.4: La part des terres cultivée en pourcentage de territoire algérien et Malaisien.

Périodes	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Algérie	0.25 %	0.23 %	0.26 %	0.27 %	0.26 %	0.23 %	0.22 %	0.22 %	0.30 %	0.38 %	0.39 %
Malaisie	6.88 %	7.91 %	8.83 %	10.2%	12.02%	15.67%	17.31%	17.60%	17.80%	18.40%	19.84%

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Le graphe suivant illustre l'évolution de la part des terres cultivée en permanence en pourcentage de territoire algérien et Malaisien.

Graphe n°3.4 : La part des terres cultivée en pourcentage de territoire algérien et Malaisien.



Source : établi par nous même à partir des données de tableau n°03.4

La tendance générale de la part des terres cultivée en permanence du territoire Malaisien est croissante en passant d'une moyenne de 6.88% durant la période 1961-1965 à une moyenne de 19.84% durant la période 2011-2014. Tandis qu'en Algérie, la part des terres cultivée dans le territoire demeure très faible, même si on constate une légère augmentation, passant d'une moyenne de 0.25% durant la période 1961-1965 à une moyenne de 0.39 % durant la période 2011-2015.

1.3.5 Machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe

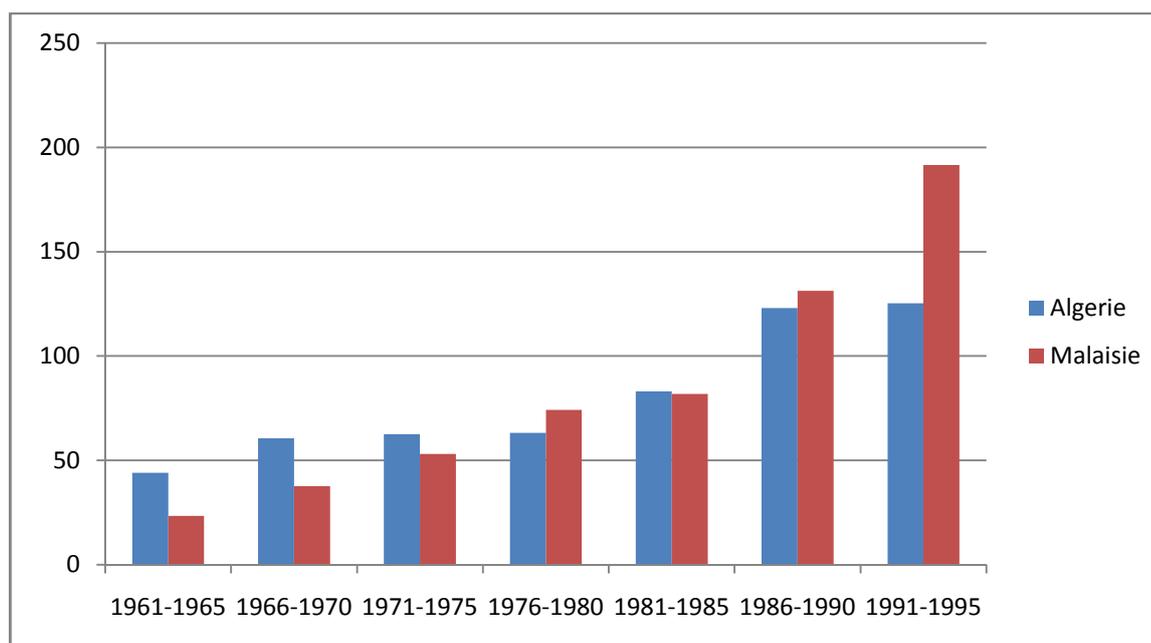
Le tableau suivant représente les moyennes de la part des machines agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe en pourcentage des territoires algérien et malaisien

Tableau n°3.5 : Machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe.

périodes	1961- 1965	1966- 1970	1971- 1975	1976- 1980	1981- 1985	1986- 1990	1991- 1995
Algérie	44.14%	60.64%	62.54%	63.25%	83.03%	123.02%	125.38%
Malaisie	23.48%	37.62%	53.13%	74.21%	81.87%	131.27%	191.59%

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Graphe n° 3.5 : le pourcentage de machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°0 3.5

Le pourcentage de machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe en Malaisie et en Algérie ne cesse d'augmenter, La moyenne des pourcentages de machine agricole de 1961 à 1965 représente 23.48% en Malaisie, et 44.14% en Algérie dans la même période, le pourcentage a été en évolution croissant jusqu'au milieu des années 1990 ou enregistré un taux de 125.38% en Algérie et 191.59% en Malaisie.

1.3.6. La population rurale

Le tableau suivant présente les moyennes de la part de population rurale en pourcentage de la population

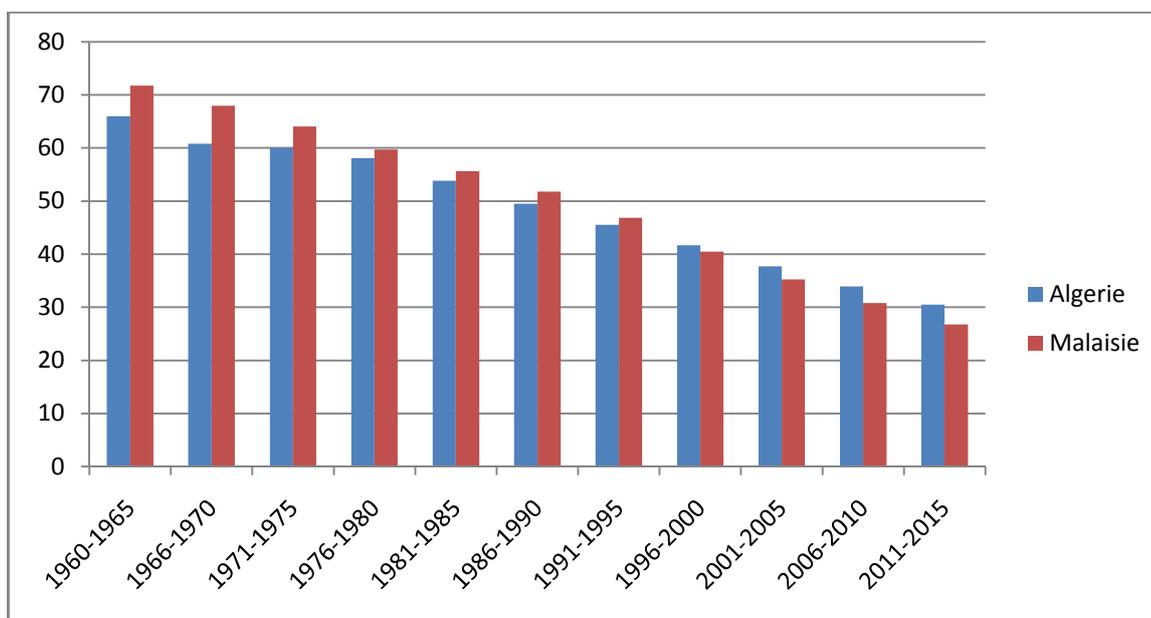
Tableau n°3.6: la population rurale (% de la population)

Période	1960-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Algérie	66	60.83	60	58.11	53.81	49.5	45.56	41.67	37.72	33.92	30.51
								%	%	%	%
Malaisie	71.76	67.98	64.05	59.72	55.65	51.77	46.88	40.51	35.23	30.79	26.75
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution de la VA par travailleurs en Indonésie et en Algérie.

Graphe n° 3.6 : la part de la population rurale (% de total de la population)



Source : établi par nous même à partir des données de tableau n°03.6

Entre 2001 et 2005, la population rurale représente 37% du total de la population en Algérie, alors qu'elle est estimée à 35% en Malaisie sur la même période.

Le pourcentage de la population a connu, cependant, une légère diminution (26%) entre 2011 et 2014 pour la Malaisie et 30% pour l'Algérie dans la période actuelle. Ceci est expliqué par l'exode rural, le transfert de l'investissement depuis le secteur agricole au secteur industriel et tertiaire.

1.3.7 : Exportation de matière première agricole (% des marchandises exportées)

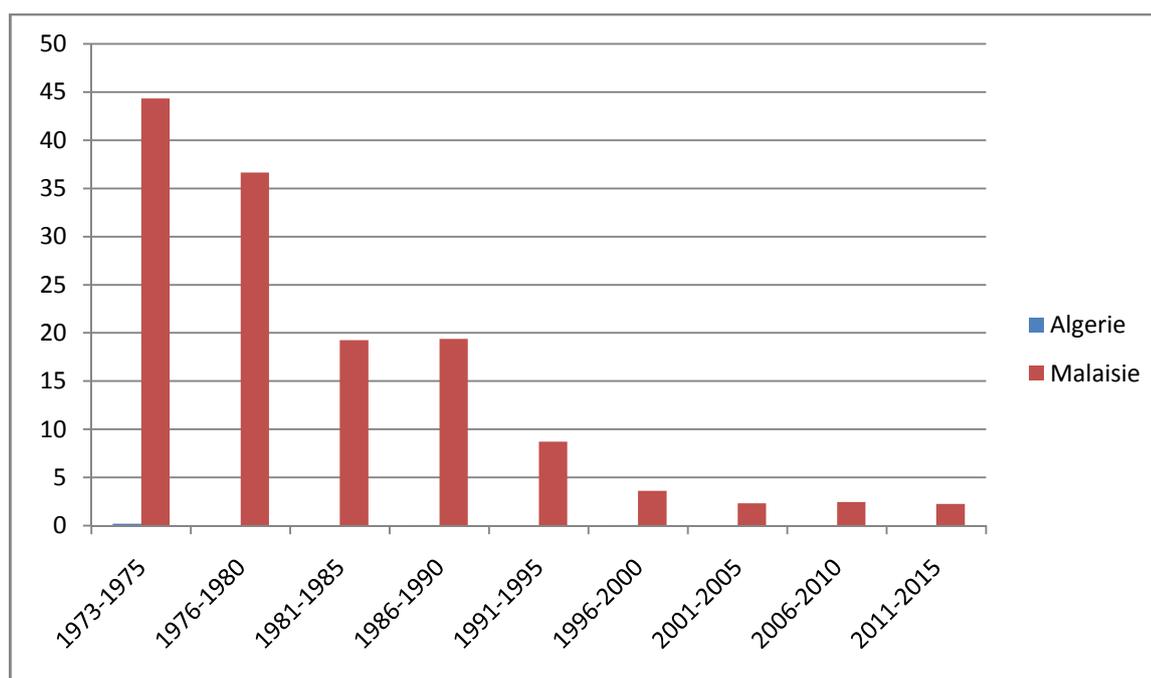
Le tableau ci-après représente l'évolution des exportations de matière agricole en pourcentage des marchandises exportées en Malaisie et en Algérie

Tableau n°3.7 : Evolution des exportations de matières agricoles en pourcentage des marchandises exportées.

Période	1973-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Algérie (% de marchandise exporté)	0.19%	0.04%	0.006%	0.06%	0.02%	0.06 %	0.02 %	0.008 %	0.02 %
Malaisie (%de marchandise exporté)	44.35%	36.65%	19.24%	19.4%	8.72%	3.62 %	2.33%	2.44 %	2.26 %

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Graphe n° 3.7 : Evolution des exportations de matière première agricole (% des marchandises exportées) des deux pays



Source : établi par nous-mêmes à partir des données de tableau n°03.7

Durant ces 5 deniers années on remarque une chute de la part des exportations de matière première agricole en pourcentage des marchandises exportées malaisien, de 44.35 % comme moyen entre 1973 a1975 jusqu'à 3.62% entre 1996 à 2000. Les valeurs sont constantes jusqu' au 2015

Alors qu'en Algérie la part des exportations de matière première agricole est très faible, elle représente 0.19% en 1973 à 1975 pour 0.02% entre 2011 et 2015.

1.3.8. Exportation de nourriture

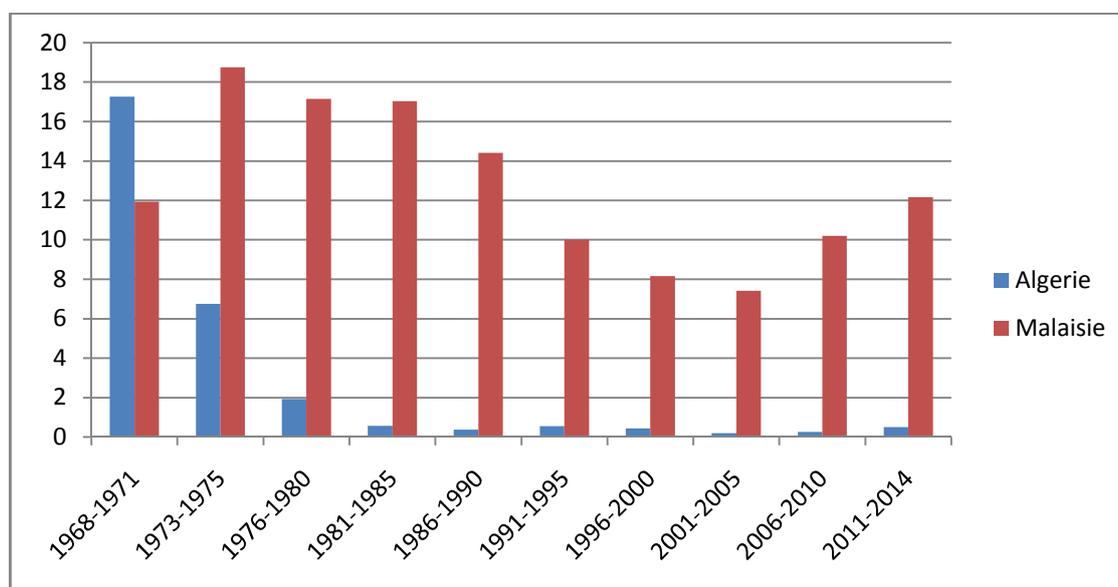
Tableau n°3.8: exportation de nourriture

Période	1968-1971	1973-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2014
Algérie (% des marchandises exportées)	17.26 %	6.75 %	1.93 %	0.57 %	0.38 %	0.55 %	0.44 %	0.19 %	0.26 %	0.51 %
Malaisie (%des marchandises exportées)	11.94 %	18.76 %	17.15 %	17.04 %	14.42 %	10 %	8.17 %	7.41 %	10.21 %	12.17 %

Source : calculé par nos soins, e.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZSà partir de <http://donnees.banquemondial>

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution des exportations de la nourriture par les 2 pays

Graphe n°3.8 : Exportation de la nourriture (% de totale des exportations)



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°03.8

On remarque une forte dégradation de la part des exportations de nourriture en Algérie d'une moyen de 17.26% durant 1968 a 1971 à 0.19% en 2001 a 2005. Alors qu'en Malaisie on constate une croissance durant 1981 à 1985 a 17.04% et puis une légère diminution durant 2001 et 2005 à 7.41%.

Les Principaux produits exportés par la Malaisie sont : huile de palme, de palmiste, cacao, café, thé, tabac, riz, canne à sucre, de maïs, de manioc, les fruits tropicaux, épices, volaille, pêche. Les Principaux marchés d'exportations sont : la Chine, les États-Unis, le Japon, l'Inde, Singapour, le

Pakistan, la Corée du Sud, l'Italie, Pays-Bas, le Bangladesh, et l'Egypte,¹³ on constate une diversification géographique des exportations de produit agricole

Section 2 : Etude de la politique industrielle et les principaux indicateurs de développement du secteur manufacturier

Le secteur industriel, plus particulièrement le secteur manufacturier, est considéré un important élément pour le développement de l'économie du pays. Mais la croissance industrielle de n'importe quel pays nécessite une importante diversification de la structure du secteur manufacturé. A cet effet, nous allons présenter, dans cette section, l'étude des politiques concernant le développement du secteur manufacturier et les principaux indicateurs de celui-ci en Malaisie et en Algérie.

2.1. Les politiques visant le développement du secteur manufacturier

La politique industrielle en Malaisie a profité de la vague de délocalisation des entreprises américaines de l'électronique qui ont investi massivement en Malaisie¹⁴.

Dans les années 1970, le gouvernement a mis l'accent sur la croissance plus rapide de l'industrie pour répondre aux exigences de l'emploi et de la nouvelle politique économique (NEP). L'accent a été accordé aux industries axées sur l'exportation qui utilisent plus de travail. En l'espace de trois ans (1972-1975), ce pays est devenu le premier exportateur mondial de composants. De leur côté, les industriels de Hong-Kong et de Taïwan ont été nombreux à profiter des possibilités ouvertes en Malaisie et ont investi dans le textile en joint venture¹⁵.

En 1980, le programme d'industrialisation en Malaisie a subi un autre développement de l'industrie lourde. Il vise à renforcer la base industrielle et augmenter les compétences des gens de la Malaisie dans le domaine de la haute technologie. Il vise également à accélérer le processus d'industrialisation. Le gouvernement joue un rôle direct dans la planification, la mise en œuvre, le financement et la gestion des industries lourdes que le secteur privé ne sont pas en mesure de supporter les charges ou les risques dans les projets de traitement impliquent non seulement des capitaux énormes, mais aussi ne sera retourné dans la période longue.

Les exportations de produits manufacturés de la Malaisie sont dépendantes de quelques secteurs tels que les produits électriques et les textiles. De plus, la qualité de la production globale n'est pas très satisfaisante avec les pays étrangers. Cela est dû au faible niveau de la technologie et

¹³ Traduit: pnr.penerangan.gov.my/.../246-dasar-perindustria-negara.htmk, consulté le 20/05/2017

¹⁴ J-Raphael Chaponniere et Dominique Jolly, La Malaisie, victime du découplage, in la nouvelle Asie industrielle de Jean de -Luc Maurer et Philippe Régnier, p.73-83, consultes sur le site : <http://books.openedition.org/iheid/4079>.

¹⁵ Idem

le manque de capacité des populations locales pour améliorer ou renouveler la technologie reçue aux niveaux l'extérieur. Pour y remédier, la nouvelle stratégie de développement¹⁶ s'est fixé des objectifs à long terme. Le ministre du Commerce et de l'Industrie le 3 Février, 1986 identifie trois objectifs

- Evolution au niveau de la recherche et du développement (R & D) la technologie.
- Promouvoir la pleine utilisation des ressources naturelles.

Cette politique a permis de développer le secteur manufacturier. Sa part dans le PIB, en 2015, est estimée à 31,5% en 2005, contre 30% en 2001. L'essentiel des activités manufacturières reste concentré dans le secteur de l'électricité et de l'électronique, principalement les semi conducteurs, représentant 35 % de la production. Les industries liées à la construction, l'alimentation et les boissons 10% les industries du bois et du caoutchouc 5% sont aussi des activités importantes qui contribuent à la croissance de ce secteur.

En Algérie, Samir Bellal (2013), dans son article, expose le déclin industriel constaté notamment pendant la période de l'augmentation des prix de pétrole, comme preuve du dutch disease. L'auteur note que le déclin du secteur industriel manufacturier, principal symptôme du syndrome, est le phénomène qui caractérise le mieux la trajectoire économique du pays durant les deux dernières décennies. Le secteur manufacturier a vu sa contribution relative au PIB décroître. De 15 % en 1990, la part du PIB manufacturier dans le PIB total est passée en dessous de 10 % depuis 1997, pour atteindre en 2004 moins de 06 %.

Depuis 1990, ce secteur est donc sur une dynamique récessive, notamment dans le secteur public qui, en dépit des mesures d'assainissement dont il n'a cessé de bénéficier, n'a pu connaître la croissance escomptée. L'aisance financière des années 2000 ne semble pas avoir eu des effets sur cette dynamique régressive puisque ce secteur continue à enregistrer des taux de croissance négatifs (tableau ci-dessous).

¹⁶ <http://.docs.wto.org/dol2fe/pagesFE-search/DDFDdocuments/61139/R/.../G156>. Consulté le 21/05/2017.

Tableau n° 3.9: croissance hors hydrocarbures 2004-2014 en %

	Croissance hors hydrocarbure	Industrie manufacturière
2004	4.8	-1
2005	4.5	-1
2006	2.7	3.5
2007	4.2	-1.3
2008	5.7	-4.5
2009	3.4	-2.2
2010	3.1	-6.5
2011	2.2	-4.9
2012	2.6	-3.8
2013	0.2	-7.8
2014	1	-5.3

Source : Etabli à partir d'un rapport de l'ONS 2015,2016

La lecture du tableau montre le déclin de l'industrie manufacturière durant la période de boom. Le taux de croissance de l'industrie publique ne fait que s'aggraver, il est passé de (3,5%) en 2006 pour atteindre (-5,3%) en 2014.

Pour le développement des industries manufacturières, un programme de développement des filières porteuses de potentiel de diversification est en cours d'élaboration, au sein du Ministère de l'Industrie et des Mines (MIM), en concertation avec les parties prenantes dans le cadre de Comités de filières. Cette stratégie comporte¹⁷ : l'identification des segments porteurs des filières ; le renforcement des capacités existantes ; la promotion d'investissements nouveaux et du partenariat ; une adaptation de la structure des incitations

2.2. Les principaux indicateurs de développement de secteur manufacturier

Les critères de comparaison entre les deux pays seront : les exportations des biens manufacturiers, la valeur ajoutée de fabrication en pourcentage de PIB et la valeur ajoutée en pourcentage de croissance annuelle.

2.2.1. Les exportations des biens manufacturiers (% des marchandises exportées)

Le tableau suivant présente les moyennes de la part des exportations des biens manufacturé en pourcentage des marchandises exportées.

¹⁷ Forum des Chefs d'Entreprise. (2016) "Etude sur les perspectives de diversification de l'économie nationale", P 62. Disponible à <http://www.fce.dz/wp-content/uploads/2016/07/perspectives-de-diversification-de-leconomie-nationale.pdf>

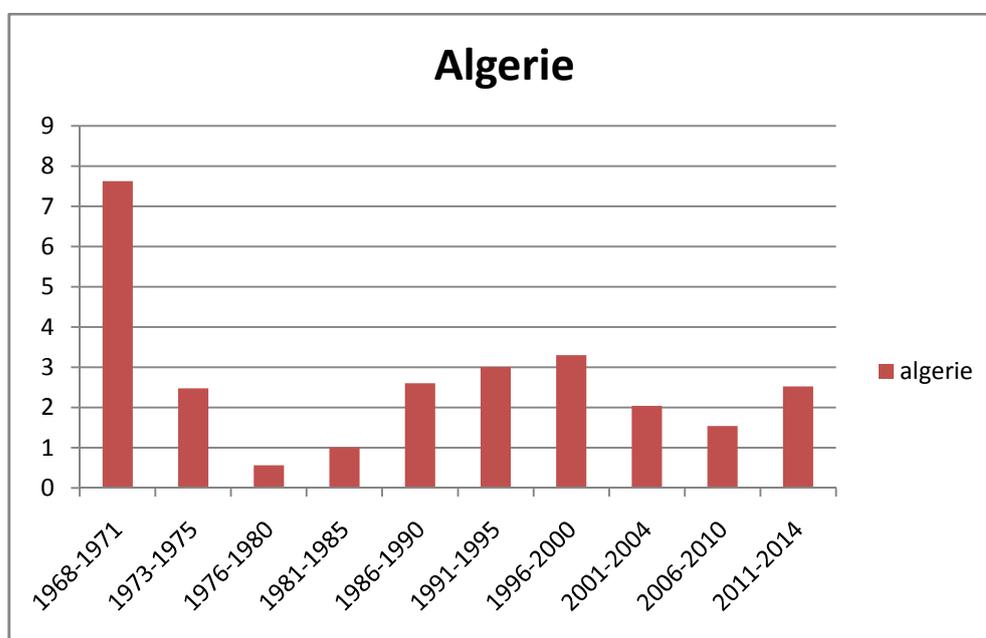
Tableau n°3.10 : Les exportations des biens manufacturiers (% des marchandises exportées)

Période	1968-1971	1973-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2014
Malaisie	6.41%	13.37%	17.89%	27.66%	49.17%	71.62%	79.25%	76.1%	64.94%	62.81%
Algérie	7.63%	2.48%	0.31%	1.01%	2.6%	3.01%	3.3%	2.04%	1.54%	3.39%

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution des exportations des manufacturés par les 2 pays.

Graphe 3.9: évolution la part exportation manufacturier en pourcentage de la marchandise exportée entre les deux pays.



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°03.10

En 1961, la part des exportations du produit manufacturier de la Malaisie se situe à 24.10%. Après avoir connu une augmentation de 80.3% en 2000, la part des exportations de produit manufacturier, en pourcentage de la marchandise exportée, a connu une croissance rapide et constante pour atteindre 61.62 en 2015.

Alors qu'en Algérie, la part des exportations manufacturières a connu une dégradation d'une valeur de 7.63% entre 1968 à 1971 jusqu'à 0.31% en 1980, elle a pu reprendre à 3.39% en 2014.

2.2.2. La valeur ajoutée en pourcentage de PIB

Le tableau suivant présente les moyennes de la part de valeur ajoutées du secteur manufacturier en pourcentage de PIB.

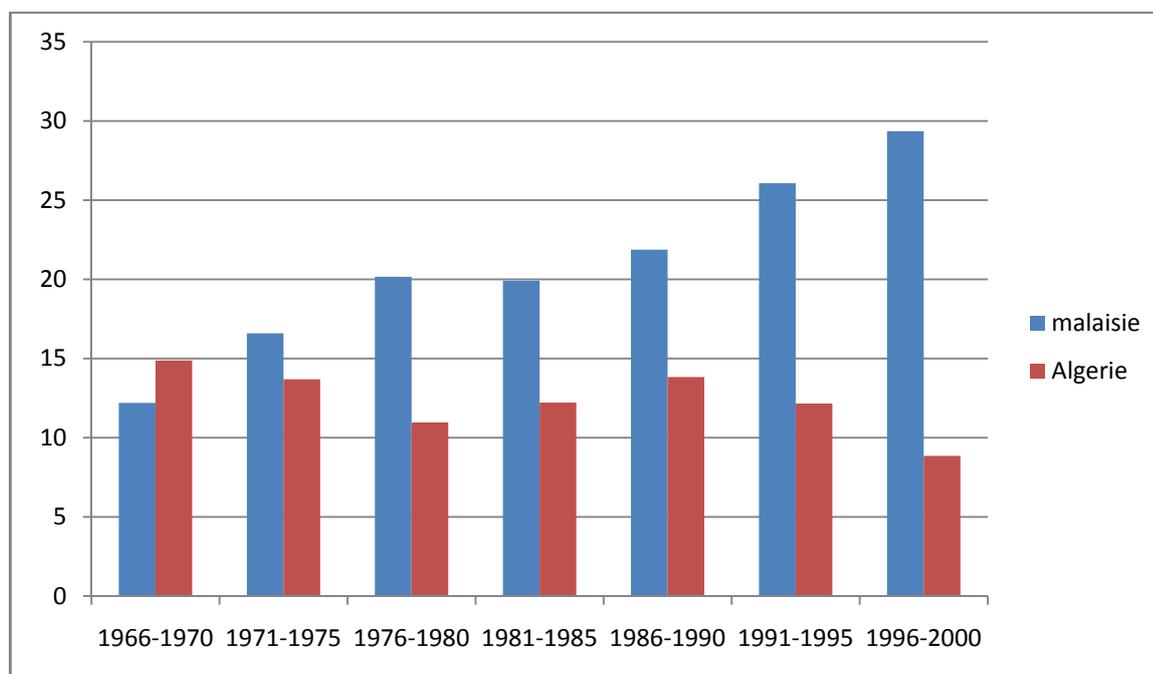
Tableau n°03.11: fabrication, valeur ajoutée (% de PIB)

Période	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Malaise	12.19 %	16.59 %	20.17 %	19.91 %	21.87%	26.06%	29.36%	29.29 %	25.09 %	22.99 %
Algérie	14.87 %	13.69 %	10.96 %	12.22 %	13.84%	12.15%	8.86 %	-	-	-

Source : calculé par nos soins, à partir de <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NV.AGR.TOTL.ZS>

Le graphe ci-dessous illustre l'évolution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier des deux pays.

Graphe n°03.10 : évolution de la part de la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB dans les deux pays.



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°03.11

En Malaisie, la valeur ajoutée du secteur manufacturier en % de PIB, a connu un accroissement important en passant de 12.19% dans la période 1966-1970 à 29.33% dans la période 1996-2000.

En Algérie le rythme de croissance du secteur manufacturier a connu une diminution, elle passe de 14.87% à 8,86% durant la première période jusqu'au 2015.

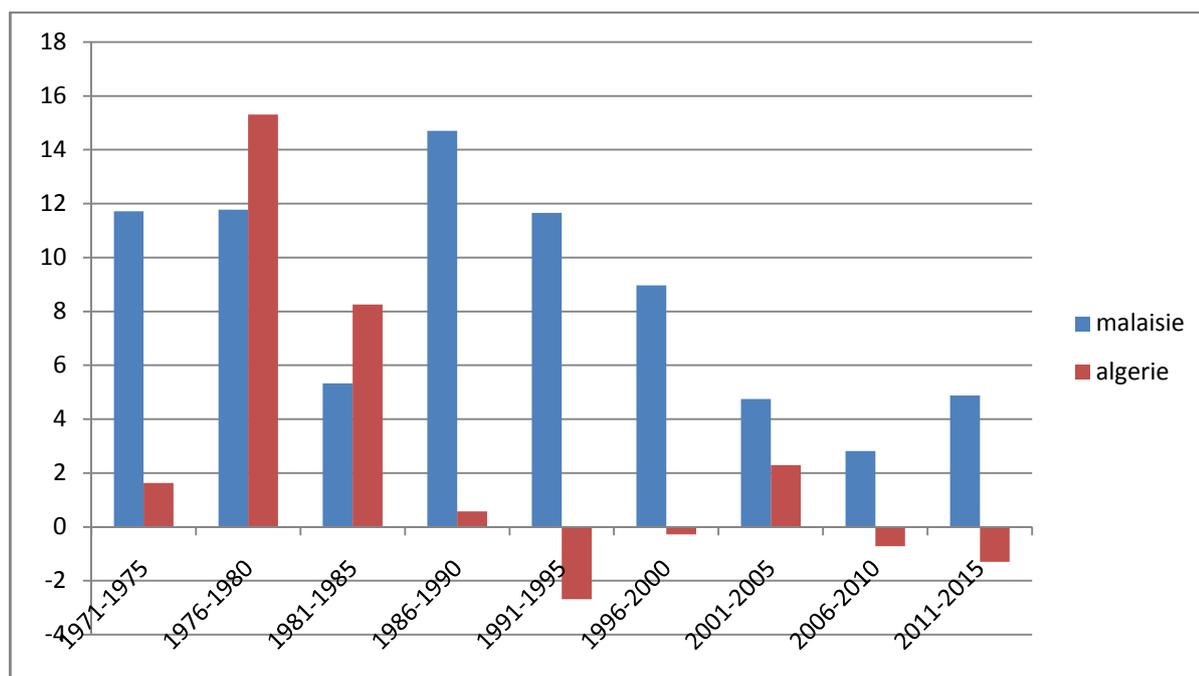
2.2.3. La valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle : Le tableau et le graphe suivant présente les moyennes de la de la croissance annuelle de la valeur ajoutée du secteur manufacturier.

Tableau n°03.12 : fabrication, la valeur ajoutée (% de la croissance)

Période	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Malaisie	-	11.72	11.78	5.33	14.70	11.66	8.97	4.75	2.81	4.88
Algérie	11.85	1.63	15.31	8.26	0.58	-2.68	-0.28	2.3	-0.72	-1.3

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale (2016).

Graphe n°03.11 : fabrication, valeur ajoutée (% de la croissance)



Source : établi par nous même à partir des données du tableau n°03.12

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur manufacturier a connu une évolution importante durant la période 1981-1990, pour la Malaisie, alors que l'Algérie a enregistré une croissance de ce taux de 1971 à 1980, négative à -1.3

Durant la période 1991-2015, les deux pays ont connu une évolution en dent de scie, avec de nombreuses valeurs négatives pour l'Algérie.

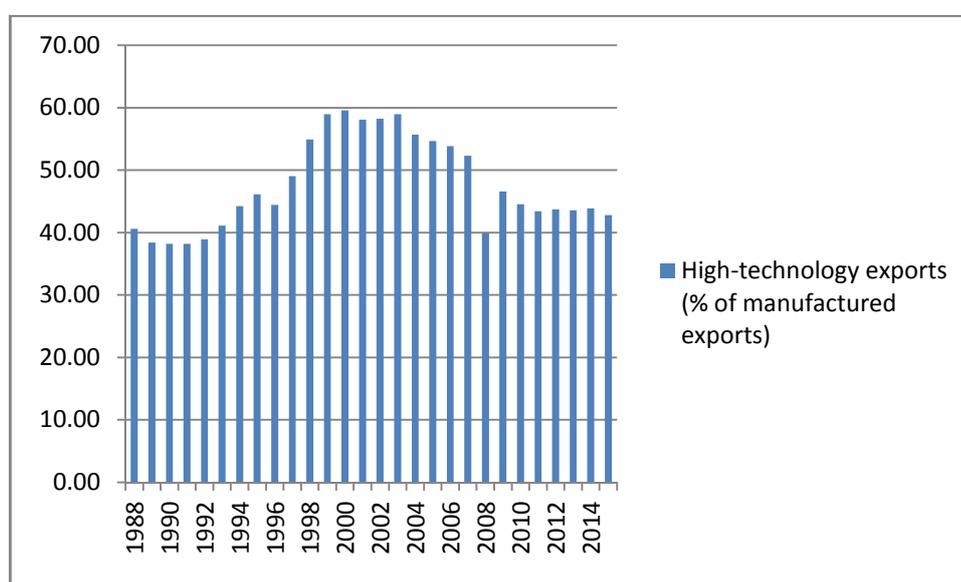
2.2.4. Evolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés)

Tableau n°03.13 : Evolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés)

périodes	1988-1990	1991-1995	1996-2000	2001-2005	2006-2010	2011-2015
Evolution des exportations de haute technologie	39.06%	41.73%	53.37%	57.11%	74.43%	43.47%

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale (2016)

Graphe n°03.12: Evolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés)



Source : établit par nous même, a partir des données de la Banque Mondiale(2016)

Les exportations de haute technologie ont connu une nette évolution, le montant passe de 39.06% en1988 à 57,11% en 2001, alors que de 2004 à 2008 cette part a diminué de 55.66 % à 39.92%, ce repli est du à la crise de subprime 2008 qui a des effets négatifs sur l'économie des autres pays qui ont diminué leurs importations des technologies, alors les pays exportateurs comme la Malaisie se trouvant touchés.

Quant à l'Algérie, les données sont inexistantes, cela signifie que le pays n'exporte pas de produit de haute technologie. L'Etat n'a aucune stratégie importante de diversification de leurs exportations concernant la technologie, malgré quelques tentatives qui demeurent toujours marginales.

2.3. Indice de performance logistique

La performance de la logistique du commerce extérieur joue un rôle capital dans la promotion des exportations à travers la réduction des coûts et du temps nécessaire pour livrer les marchandises. Le renforcement des capacités logistiques demeure un grand défi à relever par les

pays en développement, en particulier notre pays. De meilleures performances logistiques, c'est-à-dire une plus grande efficacité au niveau du transport de marchandises de leur lieu de production jusqu'au consommateur final, stimule le commerce international en améliorant la connectivité, en diminuant le coût des transactions et en favorisant l'intégration du commerce au plan international. Tout cela permettrait une augmentation des exportations, un accroissement de la diversification des produits et des partenaires commerciaux et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales, notamment des petites et moyennes entreprises.

2.3.1. Indice de performance logistique : performance globale

Le tableau suivant illustre l'évolution de l'indice de performance logistique globale

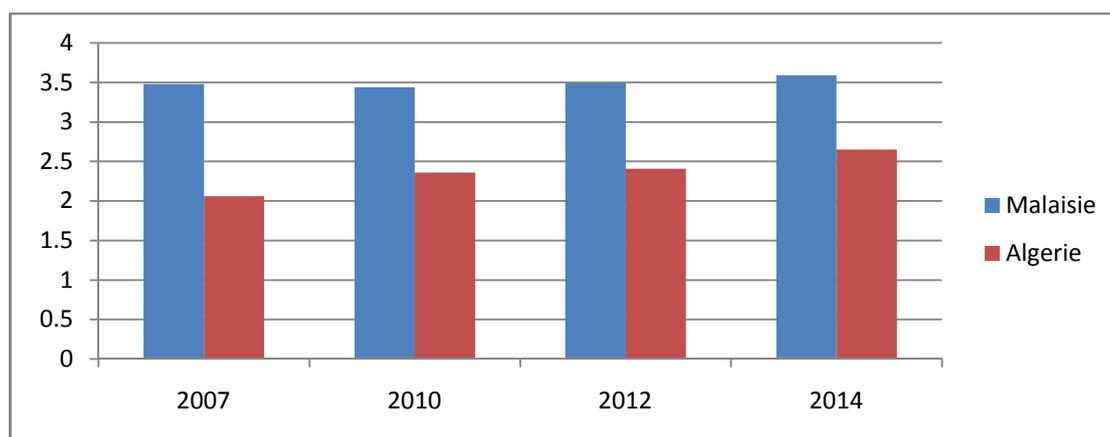
Tableau n°03.14 : Évolution de l'indice de performance globale (1=faible à 5=élevée)

périodes	2007	2010	2012	2014
Malaisie	3.48%	3.44%	3.49%	3.59%
Algérie	2.06%	2.36%	2.41%	2.65%

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Le graphe ci-dessous présente l'évolution de l'indice de performance globale pour les deux pays l'Algérie et la Malaisie

Graphe n°3.13 : évolution de la l'indice de performance globale (1=faible à 5=élevée)



Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

La lecture du tableau et du graphe montre une amélioration de la performance de la logistique globale pour les deux pays. La valeur de l'indice a dépassé largement la moyenne en Malaisie durant la période d'étude. Par contre, sa valeur en Algérie demeure proche de la moyenne.

2.3.2. Evolution de la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais

Le tableau suivant représente l'évolution de l'indice de performance logistique mesurant la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais

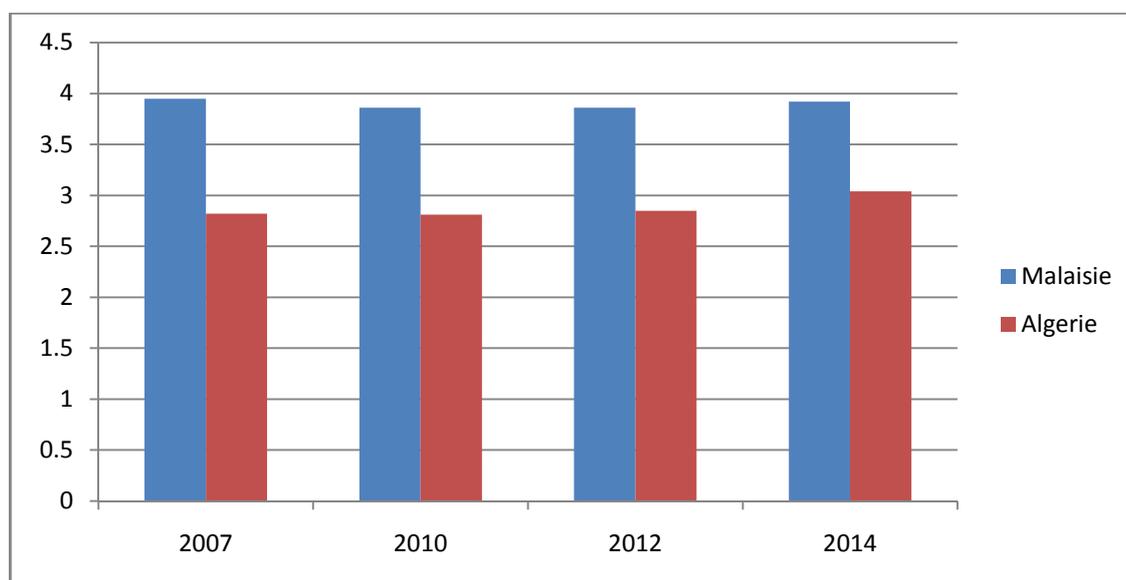
Tableau n°3.15: évolution de la fréquence a laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais (1=faible à 5=élevée)

Périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.95%	3.86%	3.86%	3.92%	3.65%
Algérie	2.82%	2.81%	2.85%	3.04%	-

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Le graphe suivant illustre l'évolution de l'indice de performance logistique dans la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais (1=faible à 5= élevée)

Graphe n°03.14 : évolution de la fréquence a laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais (1=faible à 5=élevée)



Source : établit par nous même a partir des données du tableau n°03.15

D'après ce tableau, ya aucune amélioration durant la période 2007 à 2014 au niveau de la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais d'une valeur de

3.95% en 2007 pour 3.92% en 2014, par contre en Algérie une amélioration importante, sa fréquence en 2007 était 2.82% pour atteindre une valeur de 3.04% en 2014.

2.3.2. Indice de performance logistique : qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée)

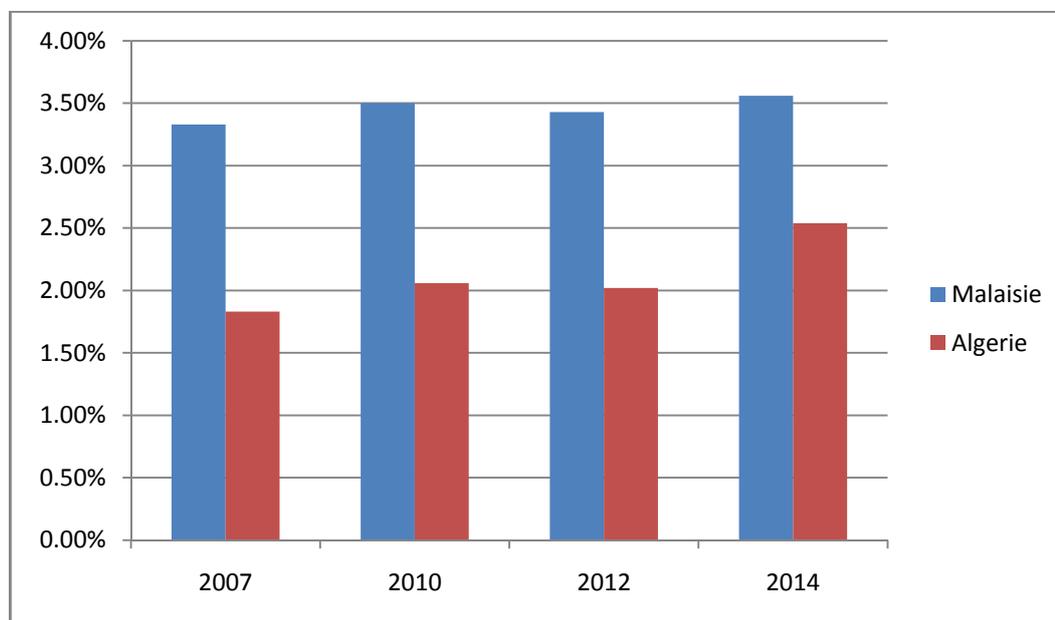
Ce tableau représente l'évolution de l'indice de performance logistique : qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée)

Tableau n°03.16 : évolution de la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée)

périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.33%	3.5%	3.43%	3.56%	3.45%
Algérie	1.83%	2.06%	2.02%	2.54%	-

Source : établi par nous même a partir des données de la banque mondiale

Graphe n°03.15 : l'évolution de la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée)



Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

La Malaisie a connu une amélioration de la qualité de l'infrastructure commerciale et des transports elle a marqué des valeurs moyen de 3.33% en 2007 a 3.5% en 2010 et pour arriver a une valeur de moyen de 3.56% en 2014.

2.3.3. Indice de performance logistique : compétences et qualité des services logistiques

L'évolution de l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques dans le tableau suivant :

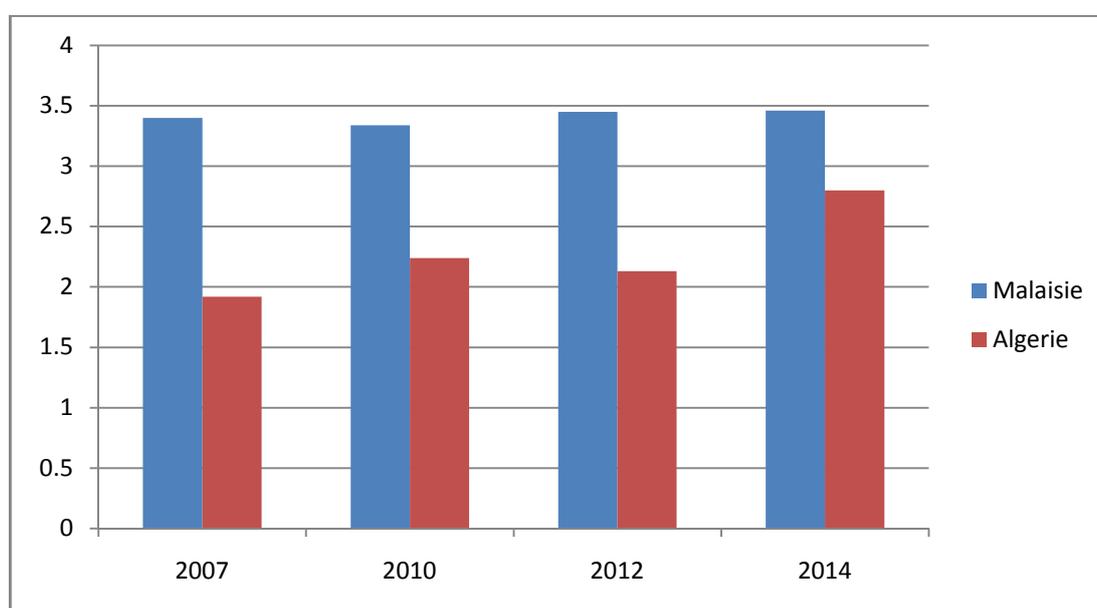
Tableau n°03.17: évolution de l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques (1=faible à 5=élevée)

périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.4%	3.34%	3.45%	3.46%	3.34%
Algérie	1.92%	2.24%	2.13%	2.54%	-

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Ce graphe qui montre l'évolution de l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques

Graphe n°03.16: évolution de la l'indice de performance logistique en compétences et qualité des services logistiques



Source: établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

En Malaisie le niveau de compétence et qualité des services logistiques est amélioré puisque l'indice a connu une évolution positive entre 2007 et 2014 cependant ,ses valeurs sont plus performantes que à l'Algérie ,il a passé de 3.4% en 2007 et 3.46% en 2014 , respectivement en Malaisie et en Algérie 1.92 %et 2.54 % durant la même e période.

2.3.4. Indice de performance logistique : facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions

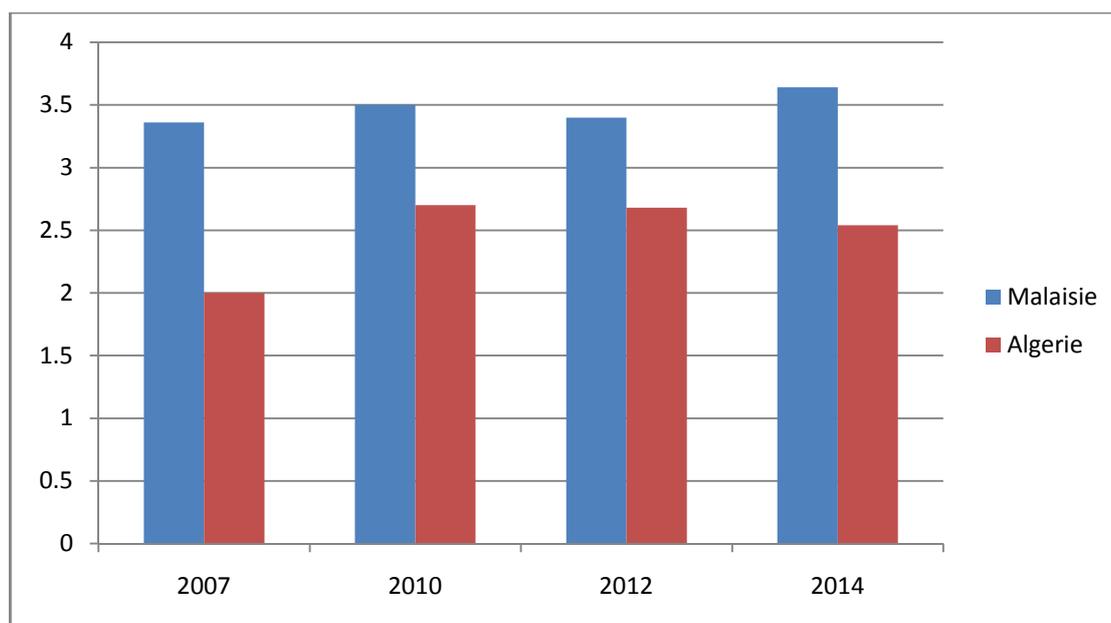
Le Tableau suivant l'évolution de l'indice de performance logistique : facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions

Tableau n°03.18: facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions (1=faible à 5=élevée)

périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.36%	3.5%	3.4%	3.64%	3.48%
Algérie	2%	2.7%	2.68%	2.54%	-

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Graphe n°03.17: évolution du taux de facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions (1=faible à 5=élevée)



Source : établit par nous même a partir des données du tableau n°03.18

D'après les valeurs du tableau, les deux pays ont marqué une amélioration en termes de facilité d'obtention des prix compétitifs sur les expéditions. Sur toute la période d'étude, la Malaisie enregistre une bonne performance, la valeur de l'indice passe de 3.36% en 2007 à 3.64% en 2014. Par contre en Algérie, cet indice reste d'un niveau moyen.

2.3.5. Indice de performance logistique : efficacité du processus de dédouanement

Le tableau suivant représente l'évolution de l'indice de l'efficacité du processus de dédouanement pour les deux pays, la Malaisie et l'Algérie

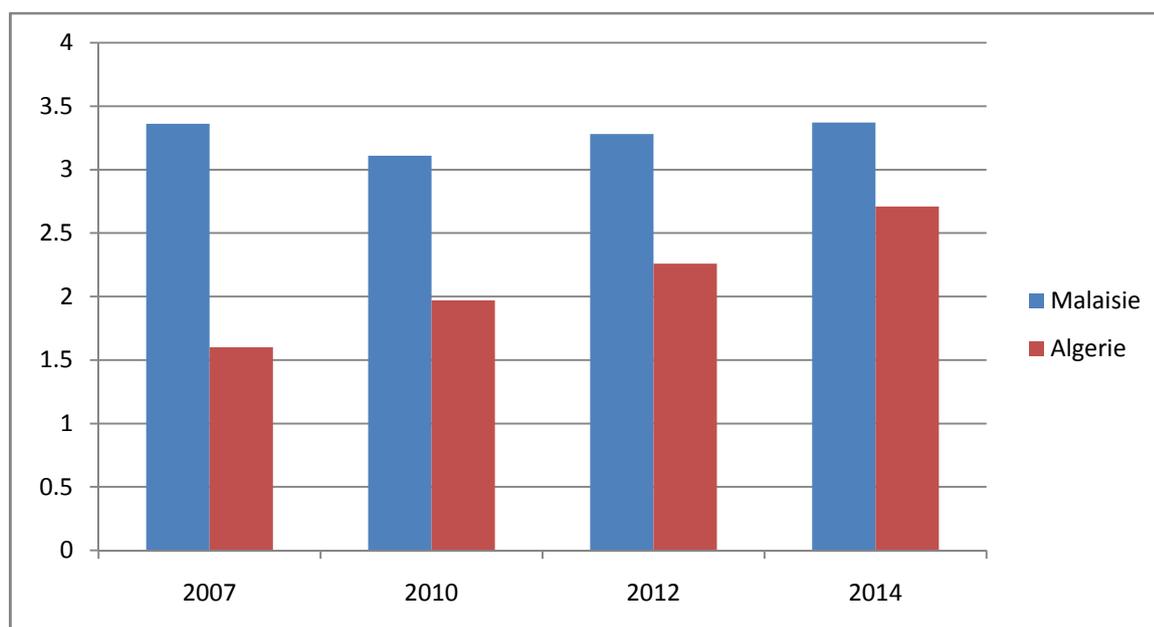
Tableau n°03.19: évolution de l'indice de l'efficacité du processus de dédouanement.

périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.36%	3.11%	3.28%	3.37%	3.17%
Algérie	1.6%	1.97%	2.26%	2.71%	-

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Le graphe suivant illustre l'évolution de l'indice de l'efficacité du processus de dédouanement pour les deux pays

Graphe n°03.18 : évolution du taux d'efficacité du processus de dédouanement (1=faible à 5=élevée)



Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Les valeurs de l'indice de l'efficacité du processus de dédouanement sont améliorées pour les deux pays. Puisque l'indice a connu une évolution positive entre 2007 et 2014 cependant, la Malaisie reste plus performante par rapport à l'Algérie. L'indice a connu une légère augmentation entre 2007 et 2014 de 3.36% et 3.37% respectivement en Malaisie, et 1.6% et 2.71% en Algérie durant la même période.

2.3.6. Indice de performance logistique : capacité de suivre et de retourner les envois (1=faible a 5= élevée)

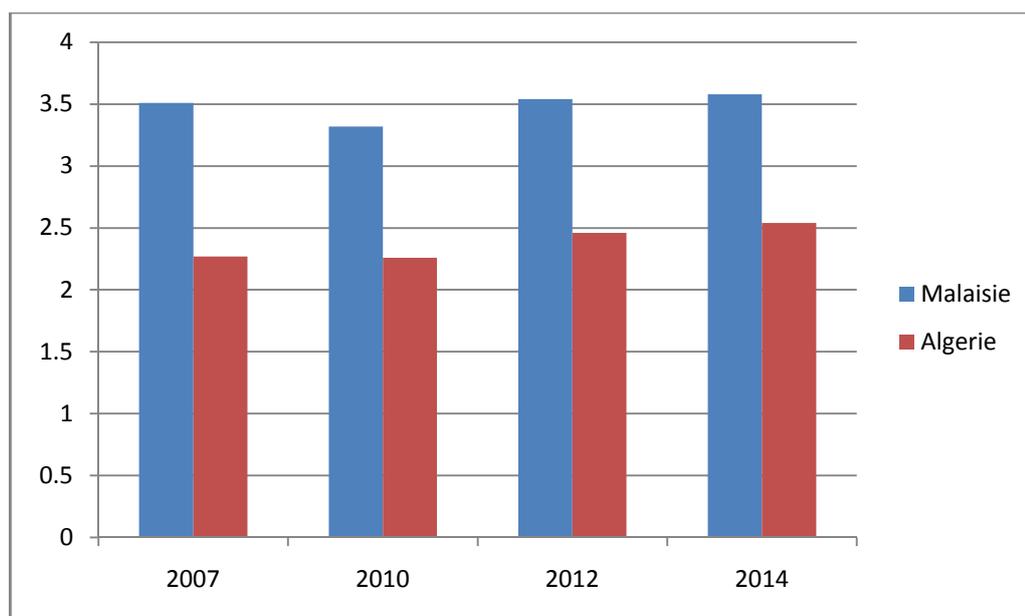
Le tableau suivant représente l'indice de performance logistique en capacité de suivre et de retourner les envois

Tableau n°03.20 : évolution de l'indice de performance en capacité de suivre et de retourner les envois.

périodes	2007	2010	2012	2014	2016
Malaisie	3.51%	3.32%	3.54%	3.58%	3.46%
Algérie	2.27%	2.26%	2.46%	2.54%	-

Source : établi par nous même à partir des données de la banque mondiale

Graphes n°03.19 : évolution du taux de capacité de suivre et de retourner les envois (1=faible a 5= élevée)



Source : établi par nous même à partir des données de tableaux n°03.20

En Malaisie comme en Algérie, la capacité de suivre et de retourner les envois s'est améliorée puisque l'indice a connu une évolution positive entre 2007 et 2014. L'indice a connu une légère augmentation entre 2007 et 2014 de 3.51% à 3.58% respectivement en Malaisie, et 2.27% et 2.54% en Algérie durant la même période. Cependant, la Malaisie demeure plus performante que l'Algérie.

En tendance générale, et d'après toutes ces résultats obtenus et ces indicateurs calculés, on déduit que c'est la Malaisie qui possède un secteur industrielle plus développé et plus diversifié, et

possède plus de capacité et compétence de réussir sa politique industrielle par rapport à l'Algérie qui n'a pas pu atteindre de meilleurs résultats et développer sa politique de diversification au niveau du secteur industriel.

Conclusion générale

La dépendance d'un pays donné à un seul secteur ne pourra pas satisfaire pour longtemps les exigences de cette économie.

Tout au long de ce travail de recherche nous avons tenté d'étudier l'expérience de la diversification des exportations de la Malaisie dans le but de tirer des enseignements pour l'Algérie.

Nous avons essayé de vérifier les deux hypothèses initialisées en comparant les indicateurs de développement de l'agriculture et le développement du secteur industriel entre les deux pays, cette comparaison nous a permis d'évaluer les politiques agricoles et industrielles.

Les résultats de notre étude ont montré que la réussite des mesures menées par la Malaisie est expliquée par ses politiques agricoles adoptée par les autorités a travers la réalisation de l'autosuffisance, le développement des exportations des produits agricoles et par l'intérêt donnée au secteur manufacturier, en particulier les produits électroniques.

Par contre, en Algérie l'objectifs de sortir de la dépendance à la fois à l'import et à l'export n'est pas encore réalisé ; les exportations algériennes sont toujours constituées à 94.11% d'hydrocarbures et donc le danger de revivre un jour un autre 1986 est toujours présent. Cette situation prouve le non réalisation de l'objectif de l'Etat relatif à la diversification des produits à l'exportation

Nous tenons, au terme de ce travail, de tirer quelques enseignements pour l'Algérie. En

Voici les principales recommandations que nous proposons :

- ❖ En termes des politiques agricoles adoptées par la Malaisie, l'Algérie doit s'inspirer de ces politiques, elle doit fixer des objectifs quantifiés de production, en utilisant les potentialités qu'elle dispose (exploiter les terres agricoles), En outre, elle devrait avoir une vision claire qui s'inscrit dans le long terme pour soutenir l'investissement dans ce secteur, encourager la population à s'installer dans des zones rurales et faire face à l'exode rurale.
- ❖ Orienter les l'investissement direct étranger au secteur stratégiques créateur de richesse et emploi tels que l'agro-industriel et le secteur manufacturier.
- ❖ Améliorer la performance logistique, en termes de transport, compétences et qualité des services, et facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions.
- ❖ Le gouvernement Algérien doit mener les mêmes dispositifs de soutiens et d'aide aux exportations hors hydrocarbure que la Malaisie (en orientant les l'investissement direct étranger, en améliorant la formation du capital et réduire la fuite des cerveaux) a appliqué,

en exploitant les avantages offerts par les accords régionaux de libre échange en vus de diversifier les clients.

Dans la réalisation de ce mémoire, on a rencontré quelques difficultés liées à la disponibilité en travaux traitant ce sujet, et a la traduction de la langue Malaisienne.

Bibliographie

Mémoire :

- Bignon S Batonon (2007) « Diversification des exportations au Bénin : Outils de mesure, déterminants et impact sur la croissance » Tiré du site internet : http://www.memoireonline.com/07/09/2342/m_Diversification-des-exportations-au-Benin--Outils-de-mesure-determinants-et-impact-sur-la-croiss0.html
- Mourad Boudjema, 2010 : «Echec de l'intégration de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) » Mémoire en ligne, P37. Tiré tu site :http://www.memoireonline.com/03/12/5478/m_Echec-de-lintegration-de-l-Union-du-Maghreb-Arabe-UMA4.html
- <<Etude de la diversification des exportations en Indonésie : quels enseignements pour l'Algérie ? >>, mémoire de Master, promotion 2016, université de Bejaia Abderrahmane Mira.
- <<Etude de la diversification des exportations en Indonésie et en Malaisie>>, mémoire de Master, promotion 2016, université de Bejaia Abderrahmane Mira.

Articles

- ABDELHAK Lamiri (1999) : « Crise de l'économie Algérienne », édition Presse d'Alger.
- Ati Takarli (2008) « Exportations Hors-Hydrocarbures Algériennes » Communication à l'occasion de la tenue de la Convention France Maghreb, Paris les 5 et 6 février 2008.
- Alan Gelb, (2010) « Diversification de l'économie des pays riches en ressources naturelles », séminaire de haut niveau du FMI Ressources naturelles, finance et développement, Alger, 2010.
- Algérie Presse Service (2015) « Algérie-GZALE : balance commerciale en faveur de l'Algérie en 2014 ».
- Algérie Presse Service (2016) « Seulement le tiers des exportations est assuré chez la CAGEX »
- Bessaoud O (1994) « L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963-1992) » Options Méditerranéennes, Sér. B / n°8, 1994 - Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée
- Diversification économique en Afrique centrale : Etats des lieux et enseignements, article
- Forum des Chefs d'Entreprise. (2016) "Etude sur les perspectives de diversification de l'économie nationale".
- FELLAG DJ ; « La stratégie de diversification : tentative de clarification », cahiers français n° 275, La documentation française

- H. Benhamouda, SN. Karingi, AE. Njuguna, MS. Jallab, « la diversification pour un nouveau paradigme pour le développement de l'Afrique » publication du Centre africain de politique commerciale.
- Helene Douot, Malaisie : fragilité du modèle de croissance, in Eco conjoncture.
- H.TOULAIT : (1988) «L'agriculture algérienne, les causes de l'échec», OPU ? Alger, 1988.
- KHELADI Mokhtar & Mr. BOUGHIDENE Rachid (2006) « Les accords d'association euro-méditerranéens : Quel impact sur le développement ?cas de l'Algérie. » Université de Bejaïa 14 et 13 novembre
- Laoubi K ET Yamao M. "The challenge of Agriculture in Algeria: Are Policies Effective?" Economic Studies, Agriculture and Fisheries, No.12, March2012
- Love, J. (1986), « Commodity concentration and export earnings instability: A shift from cross-section to time series analysis », Journal of Development Economics (24).
- M. ZEMOURI Messaoud et M. HAROUN Tahar(2015) « Les enjeux de l'émancipation des hydrocarbures pour l'économie algérienne et la portée de l'économie de rente en tant que générateur du développement durable » communication
- Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire, et du foret ; les politiques agricoles à travers le monde : quelques exemples », paris.
- Mathieu Crozet, « Commerce et géographie : la mondialisation selon Paul krugman » université Paris I Panthéon
- Ministère des Finance : Direction Générale des Douanes(2012) « Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie» rapport 2012
- N. Bouchichi et N. Bennacer « Dispositif réglementaire et financier pour la promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie », communication
- Paterne Njambou (2013) « La diversification économique territoriale au Gabon : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, conditions et perspectives », Thèse doctorat, 'université du Québec
- Raja Vinesh Sannasee, Boopendra Seetanahet Matthew John Lamport, Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurice
- Rapport de l'OMC (2014) « Examen des politiques commerciales : Rapport de la Malaisie ».
- Rapport d'ALGEX 2015 « Analyse d'impact des accords d'association avec l'union européenne sur le commerce extérieur de l'Algérie 2005-2014, Agence nationale de promotion du commerce extérieur ALGEX, avril 2015.

- « Rapport de conjoncture du secteur du commerce au titre de l'année 2015 » du ministère du commerce, publié en mars 2016

Ouvrages

- Berthélemy J.C (2005) « Commerce international et diversification économique. », Revue d'économie politique 5/2005 (Vol. 115),
- Bernard S et Bissonnette J, « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire », Vertigo ; volume 14, n°1
- E. CHERIF CHAKIB (2002) «Programme d'ajustement structurel et résultats socio-économiques en Algérie » Revue science humaines n°18
- J-Raphaël Chaponniere et Dominique Jolly, La Malaisie, victime du découplément? in la nouvelle Asie industrielle de Jean-Luc Maurer et Philippe Régnier
- KRUGMAN Paul et OBSTFELD Maurice, Economie internationale, pp 50-60, 4^{ème} Ed. De Boeck, France, 2003
- LAFAYE DE MICHEAUX, Elsa. « un developpement dans la mondialisation, »p 255,305, in, La Malaisie, un modèle de développement souverain ? Nouvelle édition [en ligne]. Lyon : ENS Éditions, 2012 (généré le 01 mars 2017)
- M. Khaled Chebbah, Revue Campus N°7 (2005) «évolution du commerce extérieur de l'Algérie 1980-2005 Constat et analyse ».
- M. Ouchichi « Les fondements politiques de l'économie rentière en Algérie » Editions DECLIC, mai 2014
- Stéphane Bernard et Jean-François Bissonnette(2014) « Les politiques agricoles de l'Indonésie et de la Malaisie face aux impératifs de la sécurité alimentaire » volume 14, n°1

Site internet :

- <http://www.Algerie-monde.com>
- www.algex.dz
- <http://www.algex.dz/index.php/qui-sommes-nous/nos-missions>.
- <http://www.cagex.dz/prsentation.html>
- <http://www.cagex.dz/avantages.html>
- <http://www.dcoworan.dz/index.php/fr/la-direction-services-et-missions/organismes-sous-tutelles/chambre-algerienne-du-commerce-et-d-industrie-caci>
- <http://docs.wto.org/dol2fe/pagesFE-search/DDFDocuments/61139/R/.../G156>
- www.expert-comptable-international.info/fr/pays/malaysia/economie-3.

- <http://elmouwatin.dz/?Produits-CAGEX> ,
- http://eeas.europa.eu/euromed/barcelona_fr.htm.
- <http://fr.reingex.com/Malaisie-ALE-Accords.shtml>
- http://www.gbgindonesia.com/en/agriculture/article/2011/agriculture_overview_of_malaisie.php
- <http://www.mincommerce.gov.dz>. Op.cit
- <http://www.mincommerce.gov.dz/fichiers10/gzale1sem10.pdf>
- <http://www.unesco.org>
- <http://www.mincommerce.gov.dz/?mincom=pomc>,
- <http://www.medeia.be>
- <http://www.mincommerce.gov.dz/fichier11/fspe.pdf>
- pnr.penerangan.gov.my/.../246-dasar-perindustria-negara.htmk
- <http://www.safex.dz/fr/qui-sommes-nous.html>

Table des matières

Table des matières

Introduction.....	01
Chapitre 1 : cadre théorique et conceptuel de la diversification et présentation de l'expérience de la Malaisie	
Section I : cadre théorique et conceptuel de la diversification.....	3
1.1. Définition de la diversification.....	3
1.2. Typologie de la diversification.....	3
1.2.1. Diversification verticale.....	4
1.2.2. Diversification horizontale.....	4
1.2.3. Diversification horizontale.....	4
1.2.4. Diversification concentrique (totale).....	4
1.2.5. Diversification géographique.....	4
1.3. Les enjeux de la diversification.....	4
1.3.1. La dilution du risque.....	5
1.3.2. La croissance et le développement économique.....	5
1.4. Les indices de la diversification économique	6
1.4.1. L'indice d'ogive	6
1.4.2. L'indice de Hirschman	6
1.4.3. L'indice de Hirschman normalisé	6
1.4.4. Indice agrégatif de spécialisation	7
1.5. La diversification et les théories du commerce international.....	7
Section 2 : l'expérience de diversification des exportations de la Malaisie.....	9
2.1. Aperçu général sur la structure des exportations de la Malaisie.....	9
2.2. Le secteur industriel Malaisien.....	11

2.2.1. L'importance de la part des exportations industrielles.....	14
2.3. Le secteur agricole Malaisien.....	15
2.3.1. Les mesures de soutien à la filière rizicole.....	15
2.3.1. Les mesures de soutien à la filière de l'huile de palme.....	17
Section 3 : Aspect commercial et diversification des échanges	19
3.1. Les dispositifs de promotion des exportations Malaisienne.....	21
3.2. Initiative pour faciliter les échanges.....	22
3.3. La promotion des exportations.....	22
Chapitre II : l'état des lieux du commerce extérieur en Algérie.....	24
Section I : Evolution du commerce extérieur en Algérie et structure de ses exportations	24
1.1. Evolution des exportations en Algérie	24
1.1.1. La période de planification : de 1962 à 1990.....	24
1.2.1. La libéralisation du commerce extérieur de 1990 à nos jours.....	26
1.2. Structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie.....	27
1.2.1. La structure des exportations hors hydrocarbures en Algérie	27
1.2.1.1. Tendances générales des exportations algériennes.....	27
1.2.1.2. Evolution des exportations hors hydrocarbures en Algérie par groupe d'utilisation...29	
1.2.1.3. Les exportations algériennes par régions économiques.....	30
1.2.1.4. Les principaux clients de l'Algérie.....	31
Section 2 : Les principaux accords de l'Algérie	32
2.1. Les accords d'association avec l'Union Européenne.....	32
2.1.1. Une zone de libre échange.....	32

2.1.2. Les règles d'origine.....	32
2.1.3. Les mesures spécifiques.....	33
2.1.4. Les exportations de l'Algérie vers l'UE.....	33
2.2. Les accords d'UMA (Union du Maghreb Arabe).....	34
2.3. La Grande Zone Arabe de Libre Echange (GZALE).....	36
Section 3 : Les dispositifs d'aide et de facilitations des exportations hors hydrocarbures en Algérie.....	38
3.1. Compagnie Algérienne d'Assurance et de Garantie des Exportations (CAGEX).....	38
3.1.1. La forme juridique de la CAGEX	38
3.1.2. Les produits de la CAGEX.....	38
3.1.3. Le bilan de la CAGEX.....	40
3.2. Le Fonds Spécial Pour la Promotion des Exportations –FSPE-	41
3.3. La CACI (Chambre Algérienne du Commerce et d'Industrie)	43
3.4. La SAFEX	44
3.5. LE COULOIR VERT	44
3.6. ALGEX.....	45
3.6.1. Les missions d'ALGEX.....	45
3.6.2. L'évolution des réalisations d'ALGEX.....	46
Chapitre III : Politique de diversification : Etude Comparative entre la Malaisie et l'Algérie	48
Section 1 : Etude de la politique agricole et les principaux indicateurs de développement de l'agriculture.....	48
1.1. Un aperçu sur les politiques agricoles en Algérie.....	48
1.2. La politique agricole en Malaisie.....	50
1.3. Les principaux indicateurs de développement de l'agriculture	52
1.3.1. Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB).....	52

1.3.2. Agriculture, valeur ajoutée (% de croissance annuelle).....	53
1.3.3. Superficie.....	54
1.3.4. Terres cultivée en permanence (% du territoire).....	55
1.3.5 Machine agricole, tracteur par 100 km carrés de terres arabe.....	56
1.3.6. La population rurale	57
1.3.7 : Exportation de matière première agricole (% des marchandises exportées)	57
1.3.8 : Exportation de nourriture.....	59
Section 2 : Etude la politique industrielle et les principaux indicateurs de développement du secteur manufacturier.....	60
2.1. Les politiques visant le développement du secteur manufacturier.....	60
2.2. Les principaux indicateurs de développement de manufacturier.....	62
2.2.1. Les exportations des biens manufacturiers (% des marchandises exportées).....	62
2.2.2. La valeur ajoutée en pourcentage de PIB.....	63
2.2.3. La valeur ajoutée en pourcentage de la croissance annuelle.....	65
2.2.4. Évolution des exportations de haute technologie en Malaisie (% des exportations de biens manufacturés).....	65
2.3. Indice de performance logistique.....	66
2.3.1. Indice de performance logistique : performance globale.....	67
2.3.1. Evolution de la fréquence à laquelle les expéditions atteignent leur destinataire dans les délais.....	68
2.3.2. Indice de performance logistique : qualité de l'infrastructure commerciale et des transports (1=faible à 5=élevée).....	69
2.3.3. Indice de performance logistique : compétences et qualité des services logistiques.....	70
2.3.4. Indice de performance logistique : facilité d'obtenir des prix compétitifs sur les expéditions.....	71
2.3.5. Indice de performance logistique : efficacité du processus de dédouanement.....	72
2.3.6. Indice de performance logistique : capacité de suivre et de retourner les envois (1=faible a 5= élevée).....	73
Conclusion.....	75

Résumé

En vue de réussir sa politique de diversification, le gouvernement Malaisien a mis en place des mesures d'encouragement des politiques agricoles et industrielles bien conçues.

Dans une optique de comparaison des résultats et des mesures prises par le gouvernement Algérien et Malaisien dans les principaux secteurs économiques à savoir l'agriculture, manufacturé, nous pouvons dire que les mesures prises par le gouvernement Algérien manquent d'efficacité et de clarté des objectifs, ainsi l'Etat devrait s'inspirer de l'expérience Malaisienne en termes de politique agricole et industrielle.

Mots clés : diversification, agriculture, manufacturier, exportation.

Abstract

In order to successfully pursue its policy of diversification, the Malaysian government has put in place measures to encourage well-designed agricultural and industrial policies. In order to compare the results and the measures taken by the Algerian and Malaysian governments in the main economic sectors, namely agriculture, manufactured, we can say that the measures taken by the Algerian government lack efficiency and clarity of objectives, so the state should draw inspiration from the Malaysian experience in terms of agricultural and industrial policy.

Keywords: Diversification, agriculture, manufactured, export